

Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

— TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION —

VOLUME 1

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION –

VOLUME 1

TABLE DES MATIÈRES DE L'ENSEMBLE DES QUESTIONS

	<u>Page</u>
1. Liste des nouvelles mesures instaurées en 2018-2019 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).	1
2. Indiquer les sommes dépensées pour 2018-2019 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	2
3. Évolution au cours des dix dernières années des sommes dédiées aux services sociaux comparativement aux sommes dédiées aux services et soins de santé.	3
4. Pour chaque direction du ministère et des organismes relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2018-2019 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.	4
5. Nombre de postes laissés vacants pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.	5
6. Nombre de postes ayant été abolis pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.	6
7. Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2018-2019, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.	7
8. Liste de tous les sondages effectués en 2018-2019, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.	8
9. Budget de fonctionnement de chacun des organismes relevant du ministre de la Santé et des Services sociaux.	9
10. Crédits engagés, montants dépensés, actions menées, échéancier, état et suivi des recommandations des différents comités mis en place par le ministre de la Santé et des Services sociaux et relevant de celui-ci en 2018-2019.	10
11. Coût total par région, par établissement et pour le Québec, de l'assurance salaire pour les cinq dernières années ainsi que les projections pour 2019-2020.	11
12. Taux d'absentéisme par type d'emploi, par établissement du réseau de la santé et des services sociaux, par région et au total pour 2017-2018 et 2018-2019.	12
13. <i>La solidarité : une richesse pour le Québec</i> : Orientations et initiatives <u>relevant du ministère de la Santé</u> ayant été maintenues pour 2018-2019, budgets qui y ont été accordés ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	13
14. Coût total pour les projets du CHUM, du CUSM, et de Sainte-Justine, incluant les coûts d'immobilisation.	14
15. Liste des études, analyses et recommandations effectuées par le MSSS ou commandées par celui-ci depuis 2014 portant sur la construction des hôpitaux universitaires.	15
16. Coûts liés aux expropriations de six bâtiments situés derrière l'Hôpital Saint-Luc au 31 mars 2019.	16

17.	Coûts de planification et de gestion pour les travaux effectués par les équipes de planification des CHU, par les gestionnaires de projets et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif depuis avril 2003.	17
18.	Concernant le bureau du directeur exécutif pour la réalisation des projets du CHUM, du CUSM et du CHU Sainte-Justine, fournir : a. le nom de tous les membres du comité ou de toute autre instance créée pour fin d'étude des projets CHUM et CUSM depuis juillet 2005; b. les qualifications spécifiques et compétences professionnelles des membres, relatives à la gestion de grands projets; c. la rémunération globale et les dépenses remboursées depuis juillet 2005 pour chacun des membres; d. toute dépense du bureau; e. la liste des études préparées ou commandées par ce comité et copie de chacune, le cas échéant; f. la liste et les coûts des voyages pour chacun des membres du bureau.	18
19.	État de situation concernant les dépenses engagées pour la construction du nouveau CHUM, par année, depuis le début du projet.	20
20.	État de situation concernant les étapes à venir relativement à la construction du nouveau CHUM, avec les échéanciers et les coûts prévus.	21
21.	État de situation concernant le financement provenant de la Fondation du CHUM pour le projet du nouveau CHUM.	22
22.	État de situation des dépenses engagées depuis le début du projet ainsi que des étapes à venir concernant la modernisation du CHU Sainte-Justine, avec les échéanciers et les coûts prévus.	23
23.	Montants versés aux consortiums retenus pour les projets CHUM, CUSM et CHU Sainte-Justine. Montants supplémentaires (imprévus) réclamés par ces consortiums, ventilés. Montants accordés et montants toujours en suspens.	24
24.	État de situation concernant le projet de nouveau complexe hospitalier (NCH) sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.	25
25.	État de situation concernant les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs activités sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.	27
26.	Bilan des investissements et des actions menées à l'égard des engagements pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux : a. au Rendez-vous national des régions; b. au Forum autochtone.	29
27.	Sommes consacrées par le MSSS et les établissements de santé à la lutte contre les maladies nosocomiales, depuis 2004. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.	31
28.	Nombre de cas et de décès par établissement liés à une maladie nosocomiale depuis 2004, par année et au total. Même question pour les EPC.	32
29.	Montant octroyé par le MSSS aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'amélioration de la qualité de l'air par année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.	33
30.	Dépenses du réseau de la santé et des services sociaux par programme-clientèle (programme-service), et ce, par région et par établissement pour 2017-2018 et 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Indiquer le total par région, par établissement et le total national.	34
31.	Nombre de titulaires d'emplois supérieurs et de cadres du MSSS (et leur rémunération totale), par catégorie d'emploi : a. Sous-ministres; b. Sous-ministres associés ou adjoints; c. Autres titulaires d'emplois supérieurs; d. Cadres autres que les titulaires d'emplois supérieurs.	35
32.	Évolution des effectifs du MSSS, des CISSS, et des CIUSSS, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019.	36
33.	Nombre de postes de cadres abolis par année depuis le 1er avril 2014, par établissement et par région, et les montants versés en indemnités de départ.	37

34.	Économies liées à la mise en œuvre du projet de loi 10, par région et par établissement, pour l'année 2018-2019.	38
35.	Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 10, par année, par région et par établissement : a. Nombre de baux résiliés et coûts associés à ces résiliations; b. Nombre de propriétés vendues et revenus associés à ces ventes; c. Nombre de locaux loués de la SQI et jugés excédentaires.	39
36.	Coûts associés à la mise en œuvre du projet de loi 10, pour le MSSS et pour les établissements, notamment : a. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique des établissements; b. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les établissements dans la gestion du changement; c. les sommes versées aux membres du personnel ayant perdu ou quitté leur poste, notamment pour des indemnités de départ, des allocations de transition et des retraites anticipées; d. tout autre coût de transition lié à l'entrée en vigueur du projet de loi 10.	52
37.	Concernant l'intégration des systèmes informatiques, informationnels et de l'ensemble des infrastructures en technologie de l'information liés à l'abolition des agences de santé et de l'entrée en vigueur du projet de loi 10 : a. nombre de systèmes à intégrer; b. échéancier de l'intégration; c. coûts estimés de l'intégration.	53
38.	Effectifs affectés au MSSS et aux établissements : budget, nombre de ETC et nombre de médecins (de famille et spécialistes), par région.	55
39.	Effectifs en prêt de services : nombre de ETC et sources de financement.	57
40.	Nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires, d'IPS et de préposés aux bénéficiaires à temps plein et à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, au total ainsi que par région et par établissement, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019.	58
41.	Sommes dépensées pour la rémunération du personnel soignant autre que des médecins, par catégorie d'emploi, en 2018-2019.	59
42.	Ventilation des primes octroyées aux professionnels de la santé autres que des médecins en 2018-2019, par catégorie d'emploi.	60
43.	Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille et plans d'effectifs médicaux (PEM) en spécialité pour chaque spécialité, par région, par établissement et par réseau local de services (RLS).	61
44.	Titres d'emploi en veille ou jugés vulnérables dans le réseau de la santé, déficit projeté de main-d'œuvre et effectif requis – ventilés par région.	62
45.	Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, des CISSS, des CIUSSS et des établissements non fusionnés.	63
46.	Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, dédiés aux centres jeunesse, aux centres de réadaptation en déficience physique (CRDP), aux centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) et aux centres de réadaptation en dépendance.	64
47.	Ventilation de l'annualisation des nouveaux services implantés au cours des trois dernières années par programme, par région et par établissement.	65
48.	Coût de l'administration du réseau de la santé et des services sociaux : a. Montant total; b. MSSS; c. CISSS et CIUSSS par mission / direction / programme-service; d. Établissements non fusionnés par mission / direction / programme-service.	66
49.	Ventilation des dépenses autres que salariales et des revenus.	67
50.	Ventilation des coûts de système par programme ou poste de dépenses, plus précisément : à combien sont estimés les coûts de système pour maintenir les programmes et les services actuels?	68
51.	Pour les chirurgies, coûts par région et par type d'intervention : a. hanche; b. genou; c. cataracte; d. bariatrique; e. autre.	69

52.	Nombre de chirurgies réalisées, par type de chirurgie, par établissement et par année, au cours des cinq dernières années.	70
53.	Nombre de chirurgies pratiquées dans le privé au service du public sans frais pour les patients en 2017-2018 et en 2018-2019.	71
54.	Pour chaque type de chirurgie, incluant notamment la chirurgie de la cataracte et la neurochirurgie, par région et par établissement, en 2017-2018 et en 2018-2019 : a. Coût moyen; b. Durée moyenne de séjour; c. Nombre de chirurgies effectuées.	72
55.	Pour les 3 dernières années, les dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300), par région et par établissement.	73
56.	Liste d'attente pour une chirurgie d'un jour, par région et par établissement.	76
57.	Liste d'attente pour une chirurgie bariatrique, par région et par établissement.	77
58.	Liste d'attente pour une chirurgie oncologique, par région et par établissement.	78
59.	Délais pour les chirurgies, par région : a. Cancer colorectal; b. Cancer du sein; c. Cancer de la prostate; d. Cancer du poumon; e. Cancer de la peau; f. Cancer des glandes salivaires.	79
60.	Nombre de patients en attente hors des délais médicalement acceptables par mois, par type de chirurgie et au total en 2018-2019, par région et par établissement.	80
61.	Délais par région et par établissement pour obtenir les résultats d'un test Pap, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019.	81
62.	État de situation et ventilation des 15 millions annoncés dans le budget 2017-2018 ainsi que des 8,6 millions annoncés le 11 février 2018 pour les chirurgies.	83
63.	Nombre d'otites diagnostiquées au total chez des enfants de moins de 10 ans, par région et par établissement.	84
64.	Nombre d'infections urinaires diagnostiquées, par région et par établissement.	85
65.	Revenus provenant d'autres organismes : a. Contribution de Loto-Québec pour les joueurs pathologiques et les PAPA; b. Paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail.	86
66.	Transferts fédéraux pour la santé au cours des cinq dernières années.	87
67.	Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019 : a. l'objet des consultations; b. le moyen utilisé; c. les dates des rencontres; d. les communautés et les personnes consultées; e. les résultats des consultations; f. les montants afférents.	88
68.	Le nombre de postes de résidence (autorisés, comblés et non comblés) en médecine familiale et en spécialité, par année, en 2018-2019 et les estimations pour 2019-2020.	89
69.	Le nombre de médecins et d'infirmières qui ont pris leur retraite en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019.	90
70.	Coût de formation d'un médecin, d'une infirmière et d'une infirmière praticienne spécialisée.	91
71.	Indiquer, par région et par établissement : a. le nombre total d'infirmières nécessaires pour combler les besoins; b. le nombre total d'infirmières praticiennes spécialisées nécessaires pour combler les besoins; b. le nombre total de médecins omnipraticiens nécessaires pour combler les besoins; c. le nombre total de médecins spécialistes nécessaires pour combler les besoins; d. le nombre total d'infirmières auxiliaires nécessaires pour combler les besoins; e. le nombre total de préposés aux bénéficiaires nécessaires pour combler les besoins; f. le nombre total d'inhalothérapeutes nécessaires pour combler les besoins.	92
72.	Nombre d'infirmières praticiennes en pratique, par spécialité et par établissement.	93

73.	Nombre de postes d'infirmière praticienne qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement.	94
74.	Nombre d'infirmières praticiennes en formation, par spécialité, par année de début de leur formation et par institution d'enseignement supérieur.	95
75.	Nombre d'infirmières praticiennes qui ont gradué et débuté leur pratique au cours de l'année 2018-2019.	96
76.	Nombre d'admissions en médecine, en pharmacie et dans les sciences infirmières au cours des dix dernières années, par année et par institution d'enseignement supérieur.	97
77.	Bilan complet de l'implantation des GMF au 31 mars 2019 (nombre de GMF accrédités par région et au total, nombre de demandes en attente, objectifs d'accréditation d'ici le 31 mars 2019, coûts récurrents et non récurrents, évaluation de la formule, etc.).	98
78.	Nombre et pourcentage de GMF qui respectent leur entente au 31 mars 2019 : a. quant aux heures d'ouverture; b. quant au nombre de patients inscrits.	99
79.	Nombre et pourcentage de GMF qui ont, au 31 mars 2019, un taux d'assiduité de : a. 80 % et plus; b. 79 à 79,9 %; c. 78 à 78,9 %; d. 77 à 77,9 %; e. 76 à 76,9 %; f. 75 à 75,9 %; g. 70 à 74,9 %; h. moins de 70 %.	100
80.	Nombre de lits de courte durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	101
81.	Nombre de lits de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	102
82.	Nombre de lits en ressource de type familial, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	103
83.	Taux d'occupation des lits dans chacun des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement, par région et au total.	104
84.	Montant payé par des centres hospitaliers à des cliniques privées avec médecins non participants pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées : a. Montant total pour le Québec; b. Montant payé par établissement.	105
85.	Liste des établissements ayant signé des ententes avec des cliniques privées de chirurgie ou d'ophtalmologie et le nom des cliniques concernées, ainsi que les sommes versées aux cliniques. Sommes spécifiques pour les frais d'administration.	106
86.	Pour chaque année depuis 2012 : a. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'une ou de plusieurs supercliniques; b. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'un ou de plusieurs GMF-Réseau.	107
87.	État de situation concernant les revenus provenant de la tarification des stationnements : a. Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de la tarification des stationnements depuis 2012; b. Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de toute autre source de revenus depuis 2012.	108
88.	État de situation concernant l'avis d'intention #2016-875-01-01 publié le 3 février 2016 en lien avec l'implantation du financement à l'activité : a. Bilan du banc d'essai; b. État d'avancement du projet; c. Montants versés à PowerHealth Solutions et à ses sous-traitants; d. Échéancier pour 2019-2020.	109
89.	État de situation du projet Optilab, incluant les sommes investies et l'échéancier de réalisation des mesures associées, par établissement.	110
90.	Paramètres de l'entente signée (projet pilote) pour la réalisation de chirurgies à Rockland, à Dix30 et à Opmédic, notamment en ce qui concerne la rémunération des médecins qui y pratiquent.	111
91.	Liste détaillée des chirurgies visées par l'entente avec Rockland, Dix30 et Opmédic.	112

92.	Nombre de chirurgies qui ont été réalisées dans chaque clinique depuis l'entrée en vigueur de l'entente entre le MSSS et les trois cliniques privées (Dix30, Opmedic et Rockland) et montants versés à ces cliniques, ventilés par catégorie.	113
93.	Depuis 2014, subvention moyenne versée à une clinique-réseau pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.	115
94.	Depuis 2014, subvention moyenne versée à une superclinique pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.	116
95.	État de situation au sujet du paiement des traitements contre l'infertilité au cours des cinq dernières années et pour l'année 2018-2019 : a. sommes engagées dans le Programme québécois de procréation assistée par année depuis 2010 par région et par établissement; b. ententes avec les cliniques privées; c. déploiement dans les régions; d. ventilation des coûts; e. établissements publics où le service est présentement offert ou sera éventuellement offert (avec échéancier); f. échéancier; g. listes d'attente; h. nombre de cycles de FIV réalisés; i. naissances issues de la FIV et plus globalement de la PMA; j. etc.	117
96.	État de situation quant à l'engagement du ministre à mettre sur pied un registre sur les activités de PMA, conformément aux recommandations du Commissaire à la santé et au bien-être.	119
97.	Économies réalisées en 2018-2019 et estimées pour 2019-2020 grâce à la désassurance de la FIV.	120
98.	Pour 2018-2019, économies totales liées à l'entrée en vigueur du projet de loi 20 et prévisions pour 2019-2020.	121
99.	Montants versés en crédit d'impôt pour la FIV au cours de l'année 2018-2019.	122
100.	Nombre de grossesses multiples au cours des trois dernières années, par région et par établissement.	123
101.	Pour les cinq dernières années, fournir les dépenses totales des établissements de santé en matière de médicaments.	125
102.	Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments génériques ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.	126
103.	Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments novateurs ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.	127
104.	État de situation du rehaussement de l'offre de service en échographie au Québec.	128
105.	État de situation du rehaussement de l'offre de services en physiothérapie.	129
106.	Copie de l'entente intervenue en janvier 2017 avec la FMSQ concernant la couverture, par le régime public, des échographies réalisées en clinique privée.	130
107.	Copie de l'entente également intervenue en janvier dernier avec la FMSQ relativement aux frais accessoires.	131
108.	Copie de l'entente également intervenue avec la FMOQ relativement aux frais accessoires.	132
109.	État de situation quant à l'engagement du premier ministre, en campagne électorale en 2014, de couvrir par le régime public les résonances magnétiques, scans et échographies réalisés en clinique privée dès 2015-2016.	133
110.	Nombre et liste détaillée des nouveaux permis de cliniques de radiologie octroyés au cours des trois dernières années, par année.	134
111.	Le nombre de demandes de nouveaux permis de clinique de radiologie reçues au cours des trois dernières années, par année et par région.	135
112.	Le nombre de renouvellement de permis émis et la liste des cliniques de radiologie ayant obtenu un renouvellement de permis au cours des trois dernières années, par année.	136

113.	État de situation concernant les projets de modernisation des buanderies publiques, notamment dans les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale. Fournir le détail des sommes investies dans ces projets en date du 31 mars 2019.	137
114.	Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille par le biais du GAMF en 2018-2019, par région et par catégorie de patient (A à E).	139
115.	Au 31 décembre 2017, différence entre le nombre de personnes prises en charge par un médecin de famille et le nombre de personnes requises pour atteindre l'objectif ministériel de 85 %.	140
116.	Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille, nombre de patients en attente (GAMF) et taux d'inscription, au 31 mars 2019, par tranche d'âge et par catégorie de patient (A à E), pour chaque région et pour chaque RLS.	141
117.	Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an.	147
118.	Nombre de médecins omnipraticiens inscrits au GAMF pour obtenir des patients.	148
119.	Nombre et pourcentage des spécialistes inscrits au Centre de répartition des demandes de services (CRDS), par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.	149
120.	Délai moyen d'attente avant qu'une personne enregistrée au GAMF soit prise en charge, par région et par catégorie de patient (A à E).	150
121.	Délai moyen d'attente avant qu'une personne prise en charge obtienne une première consultation avec un médecin de famille, par région et par catégorie de patient (A à E).	151
122.	Répartition des GMF, cliniques réseaux et superclinique par territoire de CISSS et CIUSSS.	152
123.	Bilan de l'entente conclue en mai 2015 avec la FMOQ concernant le taux d'assiduité des médecins et la prise en charge de patients. État de situation et tableau de bord détaillé de l'atteinte des objectifs.	153
124.	Copie des rapports trimestriels transmis par le comité paritaire en 2015-2016, en vertu des articles 26, 27, 31 et 33 de l'entente conclue avec la FMOQ en vue de surseoir à la mise en vigueur du projet de loi 20.	154
125.	État de situation quant aux frais accessoires. Implication financière, à la suite de l'adoption par le Conseil des ministres, du règlement encadrant les frais accessoires.	162
126.	Nombre d'appels d'offres lancés en vertu du projet de loi 81. Bilan.	164
127.	Nombre de consultations sans rendez-vous pour chacune des cliniques réseau pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Nombre de cliniques réseau qui offrent des consultations sans rendez-vous à raison de 12 heures par jour du lundi au vendredi et de 8 heures par jour les samedis et dimanches.	165
128.	Coûts ventilés et factures détaillées de chacune des campagnes publicitaires du MSSS lancées en 2018-2019.	166
129.	Nombre de médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale; nombre d'actes facturés par les médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale, ainsi que le montant versé aux médecins répondants nommés pour apporter un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale.	167
130.	Ventilation de l'utilisation de l'investissement de 65 M\$ annoncé par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 18 novembre 2016, lors de la clôture du Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD, notamment : a. La répartition des sommes versées par établissement; b. Le nombre de préposés aux bénéficiaires, d'infirmières auxiliaires et d'infirmières supplémentaires embauchés par chacun de ces établissements avec ces sommes.	168
131.	Nombre de personnes au Québec présentement en attente d'une échographie cardiaque ainsi que toute donnée concernant les délais, par région, par établissement et par RLS.	170
132.	État de situation au 31 mars 2019 concernant la pénurie de dentistes en Gaspésie.	173
133.	Taux de morbidité et taux de mortalité par type de cancer et par établissement.	174

134.	Plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants : a. SIPPE; b. services généraux psychosociaux; c. perte d'autonomie et vieillissement; d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme; e. jeunes en difficulté; f. santé mentale; g. santé mentale ambulatoire + 18 ans; h. santé mentale ambulatoire - 18 ans; i. orthophonie; j. autres programmes.	175
135.	État de situation de l'effectif par type d'emploi transféré des CLSC vers les GMF, cliniques réseau ou supercliniques. Budget accordé par catégorie (immobilisations, frais d'administration, etc.) pour chacun de ces transferts.	176
136.	Nombre de demandes et éventuellement de refus pour remplacement de médecins spécialistes en congé, par type de congé (maternité, invalidité). Copie de la politique ou de la directive à ce sujet.	177
137.	État de situation concernant la crise des opioïdes.	183
138.	Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2018-2019 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé.	184
139.	État de situation concernant les infirmières d'origine française (notamment au CHUM) embauchées avant la signature de l'ARM en février 2014.	185
140.	État de situation à propos de la maladie de Lyme. Nombre de cas diagnostiqués, par année et par région, depuis 2006.	186
141.	État de situation concernant les modifications apportées à la loi P-38 dans le cadre du projet de loi 130, <i>Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux</i> .	188
142.	Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2018-2019 pour prévenir et lutter contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.	189
143.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 et de celles prévues en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.	190
144.	Par CIUSSS, CISSS et établissement non fusionné, montant des frais de déplacement du personnel.	191
145.	Population sur le territoire de chacun des CISSS et CIUSSS du Québec.	192
146.	Copie des contrats d'embauche des personnes qui négocient présentement au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre et dates des rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.	194
147.	Copie des correspondances transmises par le MSSS aux directions générales des CISSS, CIUSSS et établissements non fusionnés concernant l'application des projets de loi 10, 20 et 130.	195
148.	Nombre de psychologues, équivalent ETC, par type d'établissement et par région pour les trois dernières années.	196
149.	Nombre de préposés aux bénéficiaires par type d'établissement et par région pour les trois dernières années.	197
150.	Au total ainsi que pour chaque région, chaque établissement et chaque installation de santé et de services sociaux, les informations suivantes : a. Nombre d'employés, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi, ayant eu à faire du temps supplémentaire; b. Nombre d'heures supplémentaires travaillées, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; c. Nombre de quarts de travail de plus de 12 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; d. Nombre de quarts de travail de plus de 16 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; e. Nombre de quarts de travail de plus de 20 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi; f. Nombre de quarts de travail de plus de 24 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi.	198

151.	Nombre de préposés aux bénéficiaires et d'autres employés embauchés à la suite des annonces faites par le ministre en novembre 2016 et en septembre 2017 : a. par région; b. par établissement; c. montant dépensé par agence et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
152.	Montant investi dans le réseau de la santé et des services sociaux pour la main-d'œuvre indépendante (agences privées de personnel) pour les cinq dernières années, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
153.	Le nombre d'heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante, par catégorie d'emploi, par région et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
154.	Montants et heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante pour les dix dernières années, toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, et ventilation par région et par établissement.	TROISIÈME GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
155.	Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, les heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
156.	Pour chacune des catégories d'emploi de la loi 30, le coût des heures travaillées en temps supplémentaire, détaillées par catégorie d'emploi pour les dix dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
157.	Pourcentage des heures travaillées par la main-d'œuvre indépendante sur l'ensemble des heures travaillées (heures régulières et heures supplémentaires), toutes les catégories d'emploi de la loi 30 confondues, pour chacune des dix dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
158.	Montant et heures travaillées par centre d'activité, pour les catégories d'emploi détaillées de la catégorie 1 (infirmières, infirmières auxiliaires, inhalothérapeutes), pour les trois dernières années, par établissement et par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
159.	Nombre d'heures supplémentaires travaillées, par catégorie d'emploi et par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
160.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par catégorie d'emploi, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
161.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par appellation d'emploi, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
162.	Nombre d'heures supplémentaires réalisées dans le réseau de la santé et des services sociaux, par région et par établissement, pour les cinq dernières années : a. infirmières; b. infirmières praticiennes spécialisées; c. infirmières auxiliaires; d. inhalothérapeutes; e. pharmaciens d'établissement; f. autres.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
163.	Liste des CMS ayant obtenu un permis de CMS, mais n'ayant pas encore obtenu d'agrément.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
164.	Liste des demandes de permis de CMS déposées au 31 mars 2019, en spécifiant la région et le type de chirurgies qui font l'objet de chacune des demandes.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
165.	Liste des permis émis à des CMS au 31 mars 2019, comprenant le nom, le statut, l'adresse et le type de chirurgies autorisées.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
166.	Liste des CMS qui ne répondaient pas aux normes, mais ayant obtenu un permis.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
167.	Liste des contrats entre les CMS-A et les contractants publics.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
168.	Sommes totales allouées pour les services préhospitaliers d'urgence par région pour les cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
169.	Nombre et dates des rencontres du comité de mise en œuvre du rapport du Comité national sur les services préhospitaliers d'urgence (CNSPU) ayant eu lieu depuis sa mise sur pied, ainsi que l'échéancier de ses travaux pour l'année 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
170.	État de situation pour chacune des 116 recommandations du rapport Ouellet ainsi que l'échéancier du gouvernement pour y donner suite.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

171. Concernant les services préhospitaliers d'urgence :
- liste des entreprises, corporations ou coopératives ayant le mandat d'assurer les transports préhospitaliers d'urgence, par région;
 - moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - budget accordé, par région et *per capita*, et total pour les trois dernières années. Indiquer également le budget consenti par titre d'emploi;
 - nombre de techniciens ambulanciers et d'unités d'ambulance, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - nombre de transports ambulanciers, par région et au total, en indiquant le type de transport (urgence ou interétablissement) et le type de soins (de base ou médicaux avancés), pour les trois dernières années;
 - couverture horaire assurée, selon la zone ambulancière, pour les trois dernières années;
 - budgets consentis à la formation des techniciens ambulanciers, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - nombre d'ambulances et de quarts de travail ajoutés en 2018-2019, par zone ambulancière;
 - nombre d'horaires de faction convertis en horaires à l'heure en 2018-2019, par zone ambulancière;
 - nombre de demandes d'ajout d'ambulances, d'ajout de quarts de travail et de conversions d'horaires de faction en horaires à l'heure formulées par les établissements de santé auprès du MSSS en 2018-2019;
 - pour chaque zone ambulancière, liste des MRC et des municipalités locales desservies et carte du territoire couvert;
 - nombre d'appels reçus, nombre d'affectations transmises aux ressources préhospitalières, nombre de transports effectués par les ressources préhospitalières, nombre d'affectations qui ont été réaffectées avant le transport, nombre de transports annulés ainsi que taux d'utilisation clinique (TUC), par zone ambulancière, en 2018-2019.

3E GROUPE
OPPOSITION
VOLUME 2

172. Moyenne des délais de réponse de la Corporation Urgences-Santé pour les trois dernières années. Ventilation des budgets alloués en précisant, notamment :
- le nombre de postes et les détails (infirmières, chauffeurs, répartiteurs, etc.);
 - le nombre de déplacements d'un établissement à un autre, de transports, de détournements, etc.;
 - le maintien d'appels reçus (répartition entre urgents et non urgents);
 - le nombre d'unités d'ambulance;
 - la moyenne des délais de réponse, selon la priorité d'appel, par région et au total, pour les trois dernières années;
 - Nombre de véhicules redirigés en raison du débordement d'une urgence.

3E GROUPE
OPPOSITION
VOLUME 2

173. Suivi de la mise en œuvre de la loi 113 sur la prestation sécuritaire des services de santé et des services sociaux (cibles et résultats au 31 mars 2019 relativement à : la proportion des établissements ayant mis en place un comité de gestion des risques et de la qualité, la proportion des établissements qui déclarent les incidents et les accidents, la proportion des établissements ayant mis en place un registre local des incidents et des accidents, etc.) et état de situation sur la mise en place d'un registre national.

3E GROUPE
OPPOSITION
VOLUME 2

174. Nombre d'incidents et d'accidents survenus dans les établissements de santé, par type d'incident et d'accident, par région et par établissement.

3E GROUPE
OPPOSITION
VOLUME 2

175. Pour les maisons de naissance au Québec, fournir, pour les trois dernières années financières :
- le nom, la date d'ouverture et l'emplacement de toutes les maisons de naissance au Québec;
 - le financement gouvernemental accordé à ces maisons;
 - le nombre de nouvelles maisons depuis le 1er avril 2014;
 - les prévisions pour 2019-2020;
 - le nombre de naissances dans les maisons de naissance;
 - le coût moyen par accouchement pour toutes les maisons de naissance.

3E GROUPE
OPPOSITION
VOLUME 2

176. Pour les sages-femmes au Québec, fournir, pour les trois dernières années, le nombre de sages-femmes par catégorie d'emploi (poste permanent, à temps partiel ou occasionnel), le nombre de graduations en 2018-2019 par institution d'enseignement supérieur, et le nombre d'inscriptions au programme de formation en 2018-2019, par institution d'enseignement supérieur.

3E GROUPE
OPPOSITION
VOLUME 2

177.	État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral de présenter une nouvelle stratégie de mise en œuvre de la Politique de périnatalité afin d'augmenter l'accès aux services de sages-femmes et aux maisons de naissance, lors de la campagne électorale en 2014.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
178.	État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral d'ajouter, d'ici 2019, 125 nouveaux postes de sages-femmes et d'ouvrir sept nouvelles maisons de naissance dans diverses régions du Québec, lors de la campagne électorale en 2014.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
179.	État de situation en lien avec l'engagement du Parti libéral d'investir 18,5 M\$ sur 5 ans, financés à même les budgets actuels du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour les ajouts de postes de sages-femmes et l'ouverture de nouvelles maisons de naissance, lors de la campagne électorale en 2014.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
180.	Rapport quinquennal de la situation dans les salles d'urgence (incluant le nombre de visites à l'urgence, le délai moyen de séjour et le pourcentage de patients par clientèle, par région et par établissement).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
181.	Délai moyen entre le moment où un patient entre à l'urgence et celui où il voit un médecin, par région et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
182.	Liste des urgences jugées les plus problématiques. Liste des mesures prises dans ces urgences.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
183.	Cibles et objectifs du MSSS concernant l'amélioration de la situation dans les urgences ainsi que les résultats obtenus, par salle d'urgence, concernant ces cibles et objectifs.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
184.	Patients ayant quitté les urgences sans avoir vu un médecin par région et par établissement au cours des trois dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
185.	État de situation concernant les unités de débordement existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux : a. liste des unités; b. statistiques de fréquentation et de délai moyen de séjour, par unité et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
186.	État de situation concernant les unités d'hospitalisation brève (UHB) existantes dans le réseau de la santé et des services sociaux : a. liste des unités; b. nombre de patients admis; c. durée moyenne de séjour (DMS); d. nombre et pourcentage de patients ayant dépassé les 48 heures de présence; e. nombre et pourcentage de patients avec retour à domicile; f. nombre et pourcentage de patients transférés dans un lit d'hospitalisation; g. temps de réponse aux consultations; h. temps de réponse aux examens diagnostiques; i. taux de réadmission après congé.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
187.	Ventilation du budget dévolu au projet Dossier santé Québec (DSQ).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
188.	Ventilation des coûts hors portée du projet.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
189.	Ventilation des dépenses totales réalisées au 31 mars 2019, et ventilation par projet et par organisme ou ministère : a. CISSS et CIUSSS; b. Établissements non fusionnés; c. Corporation d'hébergement du Québec; d. RAMQ; e. MSSS.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
190.	État d'avancement de chacun des projets et leur échéancier.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
191.	Montants reçus d'Inforoute Santé du Canada, par année, depuis la signature de l'entente.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
192.	Montants déboursés, par projet, pour le DSQ au 31 mars des trois dernières années, incluant le 31 mars 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
193.	Échéancier de déploiement du DSQ, par projet et par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
194.	Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission par contrat.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

195.	Effectifs du bureau DSQ ainsi que sa provenance (ministères, organismes, entreprises privées).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
196.	Évaluation des dépassements de coûts totaux au 31 mars 2019 pour le déploiement complet du DSQ.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
197.	Nombre d'utilisateurs du DSQ au 31 mars 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
198.	État de situation sur le développement du DCI dans les établissements. Liste des contrats signés, le montant de chacun des contrats, le nom de la firme ou de la personne retenue, le nombre de soumissionnaires et le montant proposé dans la soumission, par contrat. Ventilation par année.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
199.	Détail du montant prévu pour l'informatisation (DSQ/DCI/DME) pour chaque année, à compter de 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
200.	État de situation sur la mise en place de la Direction générale de cancérologie (DGC), incluant l'effectif et le budget d'opération.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
201.	État de situation relativement à la mise en œuvre du projet de loi 28, <i>Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016</i> . Nombre de médicaments visés, nombre d'ententes signées avec des compagnies et estimations des coûts.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
202.	État de situation sur la mise en place des équipes interdisciplinaires fonctionnelles dans chaque établissement impliqué dans la lutte contre le cancer.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
203.	État de situation concernant la mise en place d'un registre québécois du cancer, incluant notamment les sommes investies pour la mise en place du registre et l'échéancier. Date prévue de la mise en place.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
204.	État de situation sur la mise en place du programme de dépistage du cancer colorectal ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
205.	État de situation sur la mise en place d'un programme d'assurance qualité dans les laboratoires québécois.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
206.	Bilan du Plan d'action en cancérologie 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
207.	Nombre et pourcentage d'établissements qui maintiennent et bonifient l'accessibilité aux personnes recevant des soins palliatifs à domicile aux services de base, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, ainsi que le panier de services suivant : a. un service téléphonique (avec mise à profit d'Info-Santé); b. les services médicaux; c. les services infirmiers; d. la couverture pharmaceutique avec trousse d'urgence; e. les services de répit et de dépannage; f. le matériel et les fournitures pour l'aide à domicile.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
208.	Coût total de la campagne de vaccination : a. publicité; b. location de salles; c. personnel infirmier; d. temps supplémentaire; e. cliniques de grippe; f. etc.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
209.	Nombre de cliniques de grippe, par région et par établissement, et date de mise en place.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
210.	Nombre de personnes et pourcentage de personnes s'étant fait vacciner contre la grippe.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
211.	Nombre de médecins qui ont facturé pour une vaccination.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
212.	Montant versé en honoraires aux médecins pour la vaccination.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

213.	Plan d'immobilisation du ministère de la Santé et des Services sociaux, incluant les nouvelles initiatives et les enveloppes récurrentes pour 2019-2020 : a. immobilisation (maintien d'actifs, rénovations mineures dans le réseau, rénovations mineures dans les CHSLD, projets réguliers, projets spécifiques); b. mobilier et équipements; c. ressources informationnelles; d. recouvrement de dépenses capitalisables; e. projets de la FCI; f. etc.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
214.	Détail des investissements effectués depuis dix ans dans le cadre du Plan québécois d'investissements (PQI) : a. par année; b. par rubrique (maintien d'actifs immobiliers, résorption du déficit d'entretien, amélioration ou remplacement, parachèvement); c. par programme (ministère); d. par projet.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
215.	Détail, par région, de la vétusté accumulée au 31 mars 2019 ainsi que la méthode de calcul qui sert à l'évaluer.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
216.	État de situation relativement aux chantiers en cours et annoncés sur le plan des établissements de santé, incluant les échéanciers, coûts prévus, dépassements de coûts, etc.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
217.	Liste des projets d'immobilisation à l'étude ou en cours, par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
218.	Campagne de vaccination régionale contre le méningocoque de séro groupe B pour les personnes âgées de 2 mois à 20 ans : a. Combien de cas de méningocoque de séro groupe B ont été recensés au cours des cinq dernières années, par année? b. Dans quelle(s) région(s) ont-ils été recensés? c. Quel bilan le ministre de la Santé et des Services sociaux dresse-t-il de la campagne de vaccination contre les infections invasives causées par le méningocoque de séro groupe B? d. Quel est l'avis du Comité sur l'immunisation du Québec (CIQ) quant à l'utilisation de ce vaccin? e. Quelles sont les intentions du ministre à cet égard ?	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2 3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
219.	Liste des établissements où la carte d'hôpital unique (par CISSS-CIUSSS) est fonctionnelle au 31 mars 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
220.	Grille de tarifs pour le stationnement de chacun des établissements de santé et de services sociaux, tarifs moyen et médian, et profits engrangés par établissement au cours des trois dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
221.	État de situation concernant l'utilisation des électrochocs en matière de traitement en santé mentale. Indiquer les établissements où a lieu cette pratique, le nombre de patients concernés et le nombre de médecins ayant recours à cette méthode.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
222.	Liste des formations, conférences, ateliers ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du ministère. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
223.	État de situation au sujet de la fluoration de l'eau au Québec.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
224.	État de situation sur la norme « Entreprise en santé ». Nombre d'entreprises qui ont présentement cette certification. Nombre d'entreprises qui ont obtenu cette certification depuis la mise en place du programme.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
225.	État de situation au sujet de la politique du médicament : a. état de mise en œuvre de chacune des mesures; b. sommes investies pour chacune des mesures depuis le dépôt de la politique.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
226.	Impact financier découlant de la mise en œuvre de la politique du médicament, par année, depuis sa mise en vigueur, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
227.	État de situation et échéancier concernant la recommandation du VG de mettre en place des mécanismes pour assurer le suivi des prix payés par les établissements dans son rapport du 11 juin 2014 (chapitre 6, Médicaments et services pharmaceutiques).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
228.	État de situation et échéancier concernant la recommandation du VG d'agir pour favoriser la mise en commun par les établissements d'outils d'aide à la décision et de suivi de l'utilisation des médicaments dans son rapport du 11 juin 2014 (chapitre 6, Médicaments et services pharmaceutiques).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

229.	État de situation et échéancier concernant la recommandation du VG d'établir des orientations relatives à la main-d'œuvre en pharmacie d'établissement, notamment quant à l'offre de services et à la hiérarchisation des services pharmaceutiques en fonction des besoins, et en faire le suivi, dans son rapport du 11 juin 2014 (chapitre 6, Médicaments et services pharmaceutiques).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
230.	État de situation sur l'encadrement de certaines pratiques des coopératives de santé.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
231.	Nombre d'enquêtes présentement en cours sur des COOP de santé.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
232.	État de situation sur le financement des RUIS relativement à la coordination des services en matière de douleur chronique.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
233.	Liste et détail des initiatives interprovinciales en matière de santé découlant des conférences des premiers ministres ou des ministres provinciaux de la Santé depuis 2000, et description de la participation du Québec à ces initiatives. Inclure la liste et le détail des initiatives auxquelles le Québec participe, ne participe pas ou participe en partie seulement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
234.	Bilan du Programme national de santé publique.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
235.	Total des sommes investies en santé publique au cours des cinq dernières années ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
236.	État de situation et détail (liste des postes coupés, abolis et non comblés, des mesures abandonnées, etc.) des compressions ou optimisations réalisées en santé publique en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018, en 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
237.	État de situation et ventilation des 2 M\$ annoncés en prévention et en saines habitudes de vie au budget 2016-2017.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
238.	Sommes, ventilées par année, prévues dans le cadre de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
239.	État de situation concernant la mise en place d'une réglementation en ce qui concerne la cigarette électronique, incluant le nombre de constats d'infraction émis.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
240.	État de situation, au 31 mars 2019, de la mise en place d'un affichage nutritionnel obligatoire dans les établissements de restauration rapide. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
241.	État de situation des actions du gouvernement en matière de prévention afin de réduire la consommation de boissons sucrées. Prévisions budgétaires et échéancier pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
242.	État de situation en matière d'écart de financement interrégional, en dollars et en pourcentage, par région sociosanitaire et par programme.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
243.	Mesures mises en place en 2018-2019 pour réduire ou éliminer l'écart de financement interrégional ainsi que mesures prévues pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
244.	État de situation au sujet de la ligne 1 866 APPELLE (nombre d'appels reçus, nombre d'appels demeurés sans réponse, coûts engendrés, etc.). a. Nombre de régions où les appels au 1 866 APPELLE sont transférés au service 811. Prévisions à court, à moyen et à long termes. b. Nombre de régions où le transfert au service 811 permet de parler directement à un intervenant. c. Économies anticipées à l'échelle du Québec par cette mesure. d. Procédure transmise par le MSSS aux CISSS et aux CIUSSS dans le cadre de cette mesure.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
245.	État de situation quant au développement d'une stratégie numérique en prévention du suicide, tel que cela a été annoncé en octobre 2017.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
246.	Subventions octroyées aux centres de prévention du suicide (au national et par région) en 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
247.	État d'avancement des travaux liés au plan d'action pour la santé des populations nordiques.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
248.	Nombre d'interventions du ministre de la Santé et des Services sociaux en vertu de l'article 54 de la <i>Loi sur la santé publique</i> . Spécifier les dossiers dans lesquels il est intervenu, les dates et les avis fournis.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
249.	État de situation concernant le programme d'accès aux pompes à insuline.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

250.	Tout document ou autre communication écrite entre l'INESSS et le MSSS au sujet de la couverture du programme d'accès aux pompes à insuline entre le 1er avril 2017 et le 31 mars 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
251.	Délai moyen entre l'arrivée sur le marché d'un médicament générique et sa couverture par la RAMQ.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
252.	État de situation relativement à la mise en place d'une ligne « info-médicaments ».	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
253.	Échéancier et investissements (provenances des sommes s'il ne s'agit pas de nouvel argent – application du cran d'arrêt) pour les 2000 IPS annoncées dans le cadre de la campagne électorale de 2014. Nombre d'admissions en 2018-2019 et nombre d'admissions prévues en 2019-2020, par institution d'enseignement supérieur.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
254.	État de situation quant à la réalisation de la promesse électorale du Parti libéral de former 2000 IPS en 10 ans.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
255.	Nombre de consultations réalisées à la Coopérative de solidarité SABSA en 2018-2019 et nombre de cas référés à un médecin.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
256.	Pour chacun des avions-ambulances et avions-hôpitaux : a. le nombre de transports de patients, par lieu d'embarquement des patients; b. les coûts d'utilisation, ventilés; c. le nombre de transports de patients mineurs accompagnés d'un proche; d. le nombre de transports de patients mineurs sans accompagnateur.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
257.	État de situation concernant les 3,5 M\$ annoncés pour la réalisation du projet Archimède.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
258.	Nombre de vols « évacuation médicale par avion-ambulance » faits au cours des 3 dernières années de Val-d'Or, de Rouyn et des Îles-de-la-Madeleine vers Québec qui concernaient une femme enceinte. De ce nombre, combien n'étaient pas dus à une urgence médicale en soi, mais occasionnés par un manque de personnel. Même demande pour les vols vers Montréal.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
259.	Listes d'attente en imagerie médicale et en échographie, par région et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
260.	Détail des mesures identifiées (montants et modes d'allocation) pour l'utilisation du FINESSS, par année, depuis 2012-2013 : a. Plan d'investissement pour les personnes âgées; b. Maintien de l'accès aux chirurgies; c. Formation des IPS; d. Amélioration de la performance (projet Lean); e. Amélioration de la performance (en chirurgie); f. Autres.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
261.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans le secteur de Vaudreuil.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
262.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital dans l'est de l'île de Montréal.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
263.	État de situation concernant l'agrandissement et la modernisation de l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
264.	État de situation concernant l'agrandissement de l'Hôpital de Verdun.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
265.	État de situation concernant le plan directeur clinique et immobilier du Centre jeunesse des Laurentides.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
266.	État de situation concernant la construction d'un nouvel hôpital à La Malbaie.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
267.	Bilan du Plan d'action pour le renforcement de la première ligne de soins, annoncé en novembre 2012, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
268.	Concernant les 50 supercliniques annoncées dans le cadre de la campagne électorale de 2014 : a. Copie des études, travaux, rapports, incluant les coûts totaux et les sommes prévues pour 2019-2020; b. Échéancier d'implantation des 50 supercliniques; c. Subvention versée à chaque superclinique; d. Objectif à atteindre quant au nombre de patients au sans rendez-vous pour chaque superclinique; e. Nombre de patients accueillis au sans rendez-vous en 2018-2019 pour chaque superclinique, incluant les patients accueillis avant que la clinique obtienne le statut de superclinique.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

269.	État de situation et échéancier quant au cadre de gestion des supercliniques. Copie des contrats liant le MSSS, les établissements et des supercliniques. Documents concernant le niveau minimal des services à offrir pour ces dernières. Sommes versés par le MSSS.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
270.	Liste des mesures et des sommes accordées pour améliorer la qualité de l'alimentation des aînés hébergés en CHSLD, chaque année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
271.	Coût des repas en CHSLD en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
272.	Libellé de la norme édictant la fréquence des bains complets pour les résidents en CHSLD.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
273.	Nombre de CHSLD climatisés, par région, en 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
274.	Sommes octroyées pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie par année pour les cinq dernières années, ventilées par région, par établissement et par clientèle.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
275.	Budget de dépenses pour l'ensemble du gouvernement du Québec ainsi que par région, par personne, pour le soutien à domicile, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
276.	Répartition des personnes âgées de 65 ans et plus, selon leur région de résidence.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
277.	Nombre d'aînés recevant des services selon le milieu de vie, en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
278.	Prévisions de la population âgée de 65 ans et plus atteinte de démence, par région sociosanitaire.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
279.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus ayant recours au soutien à domicile, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
280.	Nombre de personnes en attente d'un service de soutien à domicile, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
281.	Développement des services de soutien à domicile pour 2018-2019 et développement prévu pour 2019-2020, pour chaque région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
282.	Budgets accordés pour le soutien à domicile lié à la perte d'autonomie, excluant les crédits d'impôt, et montants réellement dépensés, chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a. Par clientèle; b. Par région; c. Par CSSS; d. Au total; e. Listes d'attente par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
283.	Sommes investies dans le PEFSAD, les heures et services rendus ainsi que les montants alloués par entreprise, par région, en précisant le profil de la clientèle.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
284.	État de situation quant aux investissements annuels supplémentaires dans le PEFSAD, prévus dans la politique <i>Vieillir et vivre ensemble</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
285.	Budgets accordés pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, pour les services à domicile, excluant les crédits d'impôt.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
286.	État de situation et ventilation des 60 M\$ annoncés au budget 2016-2017 pour les services à domicile.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
287.	Sommes octroyées pour le soutien aux proches aidants en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
288.	Nombre de proches aidants ayant reçu un soutien en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020. Si l'information n'est pas disponible, préciser pourquoi.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
289.	Nombre de proches aidants en attente de soutien, au 31 mars 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
290.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans une ressource intermédiaire, par région, pour chaque année depuis 2009-2010, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
291.	Nombre de lits en ressource de type familial, par région, par établissement et par RLS, pour les cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
292.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes en attente d'un lit de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2

293.	Nombre de lits disponibles en ressource intermédiaire pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a. Par région; b. Par territoire de CISSS-CIUSSS; c. Au total.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
294.	Besoins en nombre de lits (courte durée, longue durée, en RI-RTF) pour chacune des régions, ainsi que le nombre de lits disponibles.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
295.	Nombre de lits en soins palliatifs par région sociosanitaire, par établissement et ratio (1 lit pour 10 000 habitants) par région sociosanitaire.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
296.	Développement de lits en soins palliatifs en 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
297.	Sommes dédiées à la formation du personnel en soins palliatifs pour 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
298.	Budgets alloués pour le développement de services en ressources intermédiaires pour 2018-2019 et 2019-2020 : a. Par région; b. Par CISSS-CIUSSS; c. Au total.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
299.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial qui ont bénéficié, en 2018-2019, de la mesure de maintien temporaire de la rétribution. Nombre de RI et de RTF ayant vu la mesure de maintien coupée en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
300.	Nombre de ressources intermédiaires et de ressources de type familial ayant fermé leurs portes depuis le 1er avril 2014.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 2
301.	Nombre de RI ayant été assujetties à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution, suivant l'introduction de la <i>Loi sur la représentation des ressources</i> (LRR), du Règlement sur la classification des services offerts par une ressource et l'application des ententes collectives. a. De ce nombre initial, combien reste-t-il de RI toujours en opération ayant été assujetties à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution? b. Quel est le nombre précis de fermetures en RI imputables à l'Annexe III et à la modalité de maintien temporaire de la rétribution? c. En raison de ces fermetures, combien d'usagers ont été délocalisés de leur milieu de vie? d. Quels sont les budgets globaux alloués annuellement et le nombre précis de places occupées en hébergement RTF-RI visées par la LRR? e. Quel est le coût moyen pour l'hébergement d'une personne en RTF-RI en 2018-2019?	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
302.	Nombre de personnes de moins de 65 ans et de 65 ans et plus recevant des services dans un CHSLD, par région, en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a. Par région; b. Par territoire de CISSS-CIUSSS; c. Au total.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
303.	Pour 2018-2019, indiquer, par région, les projets relatifs à : a. l'ouverture de nouveaux CHSLD; b. la fermeture de CHSLD; c. la transformation de CHSLD.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
304.	Au 31 mars 2019, par région, par territoire de CISSS-CIUSSS, fournir : a. le nombre de CHSLD; b. le nombre de lits; c. le nombre de personnes en attente d'une place en CHSLD au 31 mars 2019; d. le délai moyen pour obtenir une place en CHSLD; e. le nombre de places occupées; f. le nombre de places vacantes; g. le portrait de la clientèle hébergée en CHSLD.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
305.	Le nombre de places en CHSLD fermées en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
306.	Liste de tous les projets immobiliers prévus dans les CHSLD pour 2019-2020, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

307.	Au 31 mars 2019, par région et au total : a. nombre de nouveaux CHSLD; b. nombre de nouvelles places; c. prévisions pour 2019-2020 : i. ouverture de nouveaux CHSLD; ii. fermeture et/ou transformation de CHSLD. d. étapes de réalisation pour chacun des projets.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
308.	Liste des visites d'appréciation et des rapports de visite des installations de CHSLD et de ressources intermédiaires pour aînés en 2018-2019, et planification des visites prévues pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
309.	Au cours des cinq dernières années : nombre d'installations visitées (CHSLD), nombre d'installations ayant déposé un plan de correctifs, nombre d'installations ayant complété à 100 % les correctifs identifiés lors des visites, nombre d'installations ayant reçu une note inférieure et supérieure à 70 %.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
310.	Sommes allouées au maintien d'actifs dans les CHSLD, par région, en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
311.	État d'avancement des travaux (état de situation) pour chacun des projets de construction de CHSLD en mode PPP.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
312.	Tout rapport ou document et toute étude présentant le bilan de la saison d'influenza pour l'année 2018-2019 ainsi que pour les cinq années précédentes.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
313.	Nombre de résidences privées pour aînés, par région et au total, et nombre de lits dans chacune.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
314.	Nombre de résidences privées pour aînés ayant obtenu leur certification par rapport au nombre total de résidences inscrites au registre des résidences pour personnes âgées, et ce, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
315.	Nombre de résidences ayant perdu leur certification en 2018-2019, demandé leur retrait ou n'ayant pas fait de demande de renouvellement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
316.	État de situation à propos des résidences privées pour aînés qui n'ont pas encore reçu leur certification.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
317.	Plan de services intégrés pour les personnes âgées : état de situation par catégorie d'action, travaux effectués, mesures mises en place et dépenses engagées en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
318.	Bilan d'implantation du Plan d'action 2005-2010 sur les services aux aînés en perte d'autonomie : <i>Un défi de solidarité, les services aux aînés en perte d'autonomie</i> incluant le niveau d'atteinte des cibles. Montant investi par année et par région depuis 2005, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
319.	Nombre et proportion des RPA munies de gicleurs (en totalité et en partie).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
320.	Nombre et proportion des CHSLD munis de gicleurs (en totalité et en partie).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
321.	Nombre et proportion des RI munies de gicleurs (en totalité et en partie).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
322.	Sommes octroyées aux résidences, aux CHSLD et aux RI-RTF pour l'installation de gicleurs en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
323.	Détail du programme d'aide financière pour les gicleurs dans les résidences privées pour aînés. Bilan.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
324.	Coût moyen estimé par jour : a. d'un lit en CHSLD; b. d'un lit de courte durée; c. d'un lit en ressource intermédiaire; d. d'un lit en ressource de type familial; e. d'un lit en centre de réadaptation; f. d'un bloc opératoire, par heure.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
325.	Nombre d'hospitalisations de courte durée chez les personnes âgées en 2017-2018 et en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, sur la base de diagnostics principaux et secondaires.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
326.	Nombre de lits de courte durée occupés par des personnes de 65 ans et plus en attente d'un lit de longue durée : a. Par région; b. Par établissement; c. Au total.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

327.	Répartition des sommes allouées au programme « Perte d'autonomie liée au vieillissement » pour 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
328.	État de situation et bilan de l'implantation des services de prévention des chutes pour les aînés vivant à domicile dans le cadre du Plan d'action du MSSS 2005-2010, <i>Un défi de solidarité, les services aux aînés en perte d'autonomie</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
329.	Organismes communautaires soutenus dans les catégories du Programme-service « Perte d'autonomie liée au vieillissement » (PALV) au cours des cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
330.	Pour le Programme d'allocation directe – chèque emploi-service : a. ventilation détaillée du budget pour les trois dernières années, par région et par établissement; b. nombre de demandes reçues au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2019; c. nombre de bénéficiaires du programme au cours des trois dernières années et le total au 31 mars 2019; d. montant octroyé en moyenne pour chaque heure de service, par région; e. nombre d'heures de services payées, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
331.	État de situation du projet de fusion de l'INSPQ et du CSBE, annoncé dans le budget 2014-2015.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
332.	État de situation concernant l'annonce de la fusion du CSBE avec le MSSS et l'INESSS dans le budget 2016-2017 : a. Échéancier; b. Ventilation des économies estimées.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
333.	État de situation (tout document, étude, rapport) concernant le regroupement administratif du CHU Sainte-Justine et du CHUM, incluant les économies réalisées en 2018-2019 et celles estimées pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
334.	État de situation, au 31 mars 2019, concernant la mise en œuvre du <i>Rapport sur l'opportunité de modifier mettre le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels</i> . Inclure le budget consacré en 2018-2019 et celui prévu en 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
335.	Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2018-2019, ventilés par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
336.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2016-2017, automne 2015</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
337.	État de situation et échéancier concernant le remboursement des sommes versées en trop aux médecins, tel qu'il est démontré par le Vérificateur général dans son rapport (chapitre 2 – Rémunération des médecins : conception et suivi des ententes) publié en décembre 2015.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
338.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2016-2017, printemps 2015</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
339.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2016-2017, hiver 2016</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
340.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2018-2019 – Chapitre 6 : Audit de performance et observations du commissaire au développement durable – Services chirurgicaux</i> , mai 2018.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
341.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport annuel 2015-2016.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
342.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son avis sur les frais accessoires en matière de santé et de services sociaux.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
343.	Bilan de la tournée de la députée de Crémazie concernant les CHSLD et les soins aux aînés.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

344.	Sommes versées ou prévues pour la réalisation des projets de ratios sécuritaires pour les professionnels de la santé.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
345.	État de la situation des projets pilotes sur les ratios patients/infirmière.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
346.	Effectif (en ETC) et budget consacré à l'enjeu de l'encadrement du cannabis.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
347.	Effectif (en ETC) consacré à l'organisation et à la tenue des consultations régionales sur l'encadrement du cannabis ainsi que les sommes dépensées pour la tenue du Forum d'experts sur l'encadrement du cannabis, pour chacune des consultations régionales et pour les consultations des Premières Nations et des municipalités.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
348.	Effectif (en ETC) et budget consacrés aux cliniques d'hiver en 2018-2019, et prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
349.	Bilan de la mise en place des cliniques d'hiver, soit : - Le nombre de cliniques d'hiver ouvertes, ventilé par mois et par région; - Le nombre de patients s'étant prévalus des services, ventilé par clinique, par mois et par région; - L'estimation du nombre d'heures d'attente évitées à l'urgence, ventilé par mois, par établissement et par région; - Le nombre d'heures d'ouverture des cliniques d'hiver, ventilé par clinique, par mois et par région; - Le nombre total de patients admis dans des centres de santé en 2018-2019 et pour les cinq années précédentes, ventilé par mois, par centre et par région; - Le temps moyen d'attente dans des centres de santé en 2018-2019 et pour les cinq années précédentes, ventilé par mois, par centre et par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
350.	Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2018-2019 par le ministère et ses organismes, par l'entremise du Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet en indiquant, pour chacun : a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée ou autres cobénéfices.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
351.	Pour tous les programmes financés dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante : a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2018 – base annuelle (en Mt CO2); b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO2); c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d. la réduction annuelle potentielle des émissions de GES des projets acceptés par le ministre (en kt de CO2); e. les investissements totaux des projets (en M\$); f. les aides financières totales du ministère (en M\$); g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
352.	Estimation des économies réalisées en 2018-2019 dans le cadre du programme de réduction des dépenses du ministère de la Santé et des Services sociaux : a. Administration et soutien; b. Technologies de l'information; c. Approvisionnement; d. Baisse du prix des médicaments; e. Amélioration de l'efficacité dans la dispensation des services; f. Publicités.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
353.	Détail des plans d'optimisation, incluant les montants, par région et par mesure identifiée, par année, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
354.	Économies réalisées en 2018-2019 et estimation pour 2019-2020 de la baisse des prix des médicaments génériques.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
355.	Détail des effectifs et budget d'opération au 31 mars 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018. Effet sur les effectifs de l'INESSS suite à l'abolition du Commissaire à la santé et au bien-être.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

356.	Délai moyen d'évaluation d'un médicament au cours des cinq dernières années. Délai moyen d'évaluation des médicaments biosimilaires.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
357.	Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
358.	Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
359.	Nombre et détail des postes vacants.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
360.	Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.), pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Indiquer le total par région et le total national.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
361.	Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2018-2019, les prévisions pour 2019-2020 et le déficit cumulé.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
362.	Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2019. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
363.	Service de la dette : a. Détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années; b. Par année; c. Par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
364.	Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a. Clientèle adulte : 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune : 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
365.	Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a. Clientèle adulte (par région et au total): 1. 1re ligne; 2. 2e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune (par région et au total): 4. 1re ligne; 5. 2e ligne; 6. autres.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
366.	Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1ère et 2e ligne).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
367.	Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : tableau de bord/bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
368.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le secteur de la santé mentale en comparaison des dépenses consacrées à l'ensemble des programmes de santé de 2006 à 2015, et les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
369.	Ventilation par région et par année des 70 millions annoncés au lancement du plan d'action en santé mentale.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
370.	État de situation et proportion des dépenses consacrées au secteur de la santé mentale, par rapport à l'ensemble des dépenses sociosanitaires, de 2006 à 2017, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
371.	État de situation <i>per capita</i> régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale entre 2006 et 2018, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
372.	Nombre et dates des rencontres depuis le 1er mars 2018 entre le ministre et les facultés de médecine concernant les médecins étrangers. Inclure, le cas échéant, les ordres du jour, la liste des participants, les procès-verbaux et les sommes engagées pour chacune de ces rencontres.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

373.	Suivi des mesures prises à la suite du Grand Forum de la santé mentale : horizon 2020 de mai 2017.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
374.	État de situation et sommes investies en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, quant à la mise en place des recommandations du Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
375.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
376.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
377.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
378.	Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
379.	Délai moyen d'attente pour une demande d'évaluation diagnostique de trouble du spectre de l'autisme et pour une demande d'évaluation globale des besoins, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
380.	Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
381.	Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2018-2019 et prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
382.	Nombre d'organismes qui sont reconnus au PSOC, mais qui sont en attente de financement, par région. Indiquer aussi le nombre de demande de reconnaissances reçues, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
383.	Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis trois ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
384.	Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021: bilan détaillé et ventilé par région, par catégorie d'action, des mesures mises en place, des organismes financés et des dépenses engagées pour chaque année depuis 2016, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
385.	État de situation quant au suivi des conclusions du Forum sur les agressions et le harcèlement sexuels	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
386.	État de situation quant à la mesure « Soutien aux enfants handicapés nécessitant des soins exceptionnels », incluant les éléments suivants : a. nombre d'enfants admis; b. nombre d'enfants refusés; c. total des sommes versées.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
387.	Ventilation détaillée du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, pour chacune des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
388.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

389.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
390.	Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
391.	Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
392.	Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
393.	Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente), selon les types de clientèle suivants, depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020 : a. Les jeunes; b. Les adultes; c. Les personnes âgées; d. Les personnes ayant une déficience physique; e. Les personnes ayant une déficience intellectuelle; f. Les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
394.	État de situation (tableau de bord) de l'application des 14 actions et recommandations issues du rapport intitulé <i>Les activités socioprofessionnelles et communautaires - État de la situation et actions convenues pour l'amélioration des services</i> rendu public en 2014.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
395.	État de situation et ventilation des sommes de 29 M\$ et de 1,25 M\$ annoncées le 21 mars 2017 en lien avec le Plan d'action sur le trouble du spectre de l'autisme 2017-2022 ainsi que de la somme de 11 M\$ annoncée afin de réduire les listes d'attente.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
396.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport intitulé <i>Des services mieux intégrés pour répondre aux besoins des enfants présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
397.	Concernant l'entente MEES-MSSS : a. Pour chacune des régions, nombre de cas où elle a été appliquée au cours des cinq dernières années (ventilation par année); b. Nombre de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels élaborés au cours des cinq dernières années (ventilation par année); c. Taux de respect et d'application de ces plans; d. Nombre de rencontres ayant eu lieu au cours des cinq dernières années (ventilation par année) pour chacune des tables régionales MEES-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
398.	Nombre d'adoptions en cours et complétées par année au cours des cinq dernières années selon le pays d'origine.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
399.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré-adoption en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
400.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
401.	Nombre d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
402.	État de situation et échéancier concernant l'entrée en vigueur du projet de loi 113, <i>Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
403.	État de situation et bilan d'implantation de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> et du projet de loi 99.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
404.	État de situation concernant le projet de loi 144, <i>Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives concernant principalement la gratuité des services éducatifs et l'obligation de fréquentation scolaire</i> , et la modification de la LPJ afin que la non-fréquentation scolaire devienne un motif d'intervention pour la DPJ.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
405.	État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil, au 31 décembre 2018, ainsi que les prévisions pour 2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

406.	État de situation quant à la publication du rapport du comité chargé d'évaluer l'implantation des nouvelles dispositions de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
407.	État de situation de 2003 à 2019, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
408.	État de situation pour 2018-2019, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
409.	État de situation pour 2018-2019 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
410.	État de situation par rapport aux recommandations du Vérificateur général en 2009 en matière de protection de la jeunesse.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
411.	Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
412.	Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
413.	Listes d'attente, par région, en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d'âge, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
414.	Détail de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CISSS-CIUSSS et les centres jeunesse.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
415.	État de situation chacune des 11 recommandations formulées par le Protecteur du citoyen dans son rapport publié en 2013 sur la contribution financière au placement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
416.	Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse et par année, au cours des cinq dernières années.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
417.	État de situation et bilan du comité de travail conjoint avec le Ministère des Finances sur la contribution financière au placement, auquel la ministre déléguée a fait référence le 19 septembre 2017 lors de l'étude détaillée du projet de loi 99, <i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions</i> .	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
418.	Budgets octroyés aux centres jeunesse (CISSS et CIUSSS – direction responsable des programmes préalablement administrés par les centres jeunesse) en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
419.	Mesures d'optimisation mises en place dans les centres jeunesse en vue de réaliser l'équilibre budgétaire.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
420.	État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec; ventilation des sommes qui y sont consacrées.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
421.	État de situation concernant la mise à jour du Règlement d'application de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux</i> (chapitre S-5, r.1) pour revoir la contribution financière au placement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
422.	État de situation et bilan concernant les mesures d'isolement en centre jeunesse ouvert en lien avec le projet de loi 99, <i>Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions</i> , par établissement et par installation.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
423.	Bilan de la tournée de la députée de Chauveau concernant la protection de la jeunesse.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
424.	Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
425.	Taux d'occupation des refuges pour itinérants, par mois et par année, au cours des cinq dernières années, par région et par refuge.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
426.	État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral en ce qui a trait au modèle Logement d'abord.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
427.	Nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance, par région, dont les activités correspondent à l'approche « logement d'abord » que privilégie le gouvernement fédéral.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
428.	Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
429.	Liste des organismes faisant de la prévention en itinérance.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

430.	Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
431.	Sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2018-2019 ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
432.	État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
433.	Parmi les 31 actions identifiées dans le Plan d'action en itinérance, fournir un état de situation et un échéancier concernant : a. la couverture complète dans l'ensemble du Québec suite à l'implantation du programme d'intervention en négligence (action 1.2); b. les actions du volet formation, dont le MELS a la responsabilité (4.1 à 4.9); c. la conception d'un outil de repérage des personnes itinérantes (action 5.1); d. le volet sur le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté (action 6.1); e. le rapport de la SHQ qui devait être transmis le 31 mars 2015 suite à la mise en place d'un groupe de travail intersectoriel sur le soutien à l'achat et à la rénovation afin d'en protéger la vocation et de faciliter l'accès à un logement abordable (action 11.2); f. la hausse du financement octroyé pour du soutien communautaire en logement social (action 11.4); g. le soutien à la mise en œuvre de l'approche « logement d'abord » (action 11.5); h. la facilitation de la démarche des personnes en situation d'itinérance pour obtenir une carte d'assurance maladie; i. la désignation d'une personne-ressource responsable du dossier itinérance dans les CSSS afin d'assurer une meilleure coordination et continuité des services [...] (action 14.3); j. le soutien financier pour la mise en place de services ambulatoires (action 15.3) et de services dentaires adaptés (action 15.5); k. la réalisation d'un colloque biennal réservé aux intervenants qui travaillent à prévenir l'itinérance (action 27.3); l. la réalisation d'un séminaire ou d'un colloque destiné aux services de police du Québec (action 28.4).	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
434.	Nombre et liste des organismes œuvrant auprès des personnes handicapées, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
435.	Nombre et liste des organismes offrant du répit aux proches d'une personne handicapée, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
436.	Listes d'attente par région et au total pour obtenir des services de répit.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
437.	Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou à qui on a des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC), pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
438.	Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
439.	Liste des centres de jour par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
440.	Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes en 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
441.	Listes d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
442.	Plan d'action 2015-2019 pour l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées : état de situation et bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour chaque année, prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
443.	Nombre de postes non comblés de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychoéducateurs en 2018-2019, par région et par établissement.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
444.	État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées par la ministre déléguée en 2018-2019 pour faire avancer ce dossier.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3

445.	État de situation concernant les mesures favorisant l'accessibilité universelle des commerces, incluant le nombre de demandes d'aide financière reçues et les sommes versées, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
446.	Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS : a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2018-2019; b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2016; c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2019-2020; d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie? e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie; f. Actions faites par la ministre déléguée en 2018-2019 pour faire avancer ce dossier.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
447.	Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2019-2020, par région et au total.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
448.	Études d'impact du MSSS par rapport à l'offre de jeu en ligne de la société d'État Loto-Québec.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
449.	Bilan et état de situation des recommandations des 18 directions générales de santé publique concernant le projet de l'offre de jeu en ligne, tel qu'il a été proposé par la société d'État Loto-Québec.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
450.	Nombre et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
451.	Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
452.	Liste des ressources d'hébergement en processus de certification, par région, pour 2018-2019.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
453.	Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
454.	État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
455.	Listes d'attente en désintoxication.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
456.	Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années, par région et par établissement, et prévisions pour 2019-2020.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
457.	État de situation concernant la ventilation des 6 M\$ octroyés aux centres d'intervention en dépendance en 2016-2017.	3E GROUPE OPPOSITION VOLUME 3
458.	Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor.	RAMQ
459.	Sommes dépensées en 2018-2019 par la RAMQ pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).	RAMQ
460.	Liste de tous les sondages effectués en 2018-2019, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.	RAMQ
461.	Liste des services médicaux assurés en 2018-2019 et les dépenses effectuées pour chacun de ces services.	RAMQ
462.	Liste des services non assurés en 2018-2019.	RAMQ
463.	Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille le par le biais du GAMF.	RAMQ
464.	Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille et nombre de patients en attente (GAMF), au 31 mars 2019, par région, par tranche d'âge.	RAMQ
465.	Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an.	RAMQ
466.	Nombre de médecins omnipraticiens inscrits au GAMF pour obtenir des patients.	RAMQ

467.	Nombre et pourcentage des spécialistes inscrits au Centre de répartition des demandes de services, par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.	RAMQ
468.	Répartition des médecins selon leur taux d'assiduité, en vertu des balises fixées par le ministre.	RAMQ
469.	Bilan de l'entente conclue en mai 2015 avec la FMOQ concernant le taux d'assiduité des médecins et la prise en charge de patients. État de situation et tableau de bord détaillé de l'atteinte des objectifs.	RAMQ
470.	Copie des rapports trimestriels transmis par le comité paritaire en 2018-2019 en vertu des articles 26, 27, 31 et 33 de l'entente conclue avec la FMOQ en vue de surseoir à la mise en vigueur du projet de loi 20.	RAMQ
471.	État de situation sur les frais accessoires.	RAMQ
472.	Liste des cliniques et laboratoires privés remboursés par la RAMQ au cours des trois dernières années, par région, avec le nom et l'adresse de chacun.	RAMQ
473.	Ventilation du budget du programme d'assurance médicaments au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019, coût total de la franchise et de la coassurance, nombre de bénéficiaires pour : a. les personnes vivant de la sécurité du revenu et aptes au travail; b. les personnes vivant de la sécurité du revenu et inaptées au travail; c. les personnes âgées, avec supplément de revenu garanti; d. les personnes âgées, avec supplément de revenu garanti maximum; e. les personnes âgées qui ne reçoivent aucun supplément de revenu; f. les adhérents (adultes, étudiants etc.); g. les autres clientèles.	RAMQ
474.	Indiquer le nombre d'enfants (0-18 ans) bénéficiant du régime d'assurance médicaments, en précisant le nombre pour chaque année depuis 1997.	RAMQ
475.	Indiquer la croissance, en pourcentage, des coûts des médicaments assurés pour chaque année depuis 1997. Ajouter les prévisions pour 2019-2020.	RAMQ
476.	Indiquer les coûts ou l'estimation des coûts assumés par le régime général d'assurance médicaments des ristournes offertes par les compagnies pharmaceutiques ou les bannières et pharmacies.	RAMQ
477.	Nombre d'entreprises, d'organismes, d'ordres professionnels qui ont abandonné leur régime collectif au profit de celui de la RAMQ.	RAMQ
478.	Liste des comités formés avec l'industrie pharmaceutique, nom des membres et nombre de rencontres à ce jour.	RAMQ
479.	Nombre de médicaments génériques qui font exception à la règle d'établissement des prix, par année, pour les trois dernières années : a. Nombre de médicaments génériques dans cette situation; b. Montant remboursé par la RAMQ; c. Estimation du montant qui a dû être payé par le patient.	RAMQ
480.	Détail des ententes conclues depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 28, <i>Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016</i> (sommes déboursées, économies réalisées, médicaments visés, etc.).	RAMQ
481.	Montant remboursé pour des médicaments génériques qui respectent la règle d'établissement des prix, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
482.	Nombre de médicaments innovateurs qui font exception à la règle d'établissement des prix, par année, pour les trois dernières années : a. Nombre de médicaments innovateurs dans cette situation; b. Montant remboursé par la RAMQ; c. Estimation du montant qui a dû être payé par le patient.	RAMQ
483.	Montant remboursé pour des médicaments d'exception, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
484.	Montant remboursé pour des médicaments génériques, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
485.	Montant remboursé pour des médicaments innovateurs, par année, pour les trois dernières années.	RAMQ
486.	État de situation concernant la participation du Québec à l'Alliance pancanadienne pharmaceutique. Économies réalisées en 2018-2019 et projections pour 2019-2020.	RAMQ

487.	Pour la rémunération des médecins omnipraticiens, indiquer : a. le budget total pour 2018-2019 et indiquer la comparaison avec 2019-2020; b. la ventilation des dépassements estimés pour l'année 2019-2020.	RAMQ
488.	Pour la rémunération des médecins spécialistes, indiquer : a. le budget total pour 2018-2019 et la comparaison avec 2019-2020; b. la ventilation des dépassements estimés pour l'année 2019-2020.	RAMQ
489.	Rémunération moyenne d'un médecin spécialiste, par spécialité, en précisant le montant reçu pour la composante technique.	RAMQ
490.	Rémunération moyenne d'un médecin omnipraticien, en précisant le montant reçu pour la composante technique.	RAMQ
491.	Liste des critères utilisés pour la vérification de la facturation des médecins.	RAMQ
492.	Ventilation détaillée de la rémunération des médecins, en précisant la progression du tarif à l'acte, la progression du nombre d'actes et le coût total.	RAMQ
493.	Nombre de médecins actifs en CLSC, en CH et en CHSLD, etc., et ce, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019.	RAMQ
494.	Liste des frais encourus pour fins de défense dans le cadre de poursuites légales impliquant la RAMQ et, le cas échéant, les revenus qui en ont découlé.	RAMQ
495.	Liste des causes devant les tribunaux en 2018-2019. Indiquer les parties en cause, l'instance devant laquelle elles se trouvent et, s'il y a lieu, fournir le jugement.	RAMQ
496.	Nombre de médecins omnipraticiens et spécialistes désengagés de la RAMQ, ainsi que leur liste, par région et par spécialité.	RAMQ
497.	Nombre de médecins omnipraticiens et spécialistes non participants à la RAMQ, ainsi que leur liste, par région et par spécialité.	RAMQ
498.	Nombre de médecins qui ont cessé de pratiquer en 2018-2019 : a. pour cause de retraite; b. pour cause de décès; c. pour cause de départ temporaire à l'étranger; d. pour cause de départ définitif à l'étranger; e. pour toute autre cause (bien vouloir spécifier, svp).	RAMQ
499.	Nombre de médecins ayant atteint leurs plafonds trimestriels. Indiquer le nombre de fois, les domaines de pratique, etc.	RAMQ
500.	Nombre de dentistes spécialisés en chirurgie pédiatrique au Québec. Nombre de chirurgies effectuées en 2018-2019. Indiquer si les plafonds ont été atteints en cours d'année, le nombre de fois, etc. Nombre de patients en attente d'une chirurgie pédiatrique.	RAMQ
501.	Nombre de médicaments et de produits retirés de la Liste des médicaments en 2018-2019. Indiquer le nom du médicament ou du produit et les motifs du retrait.	RAMQ
502.	Coûts d'administration et de gestion des programmes spécifiques tels que, notamment, le programme de médicaments d'exception, par année, au cours des cinq dernières années.	RAMQ
503.	Bilan détaillé des sommes investies dans le programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD), les heures de services rendus et les montants payés, détails sur le profil de la clientèle et la répartition des entreprises, depuis 2008-2009.	RAMQ
504.	Provenance des sommes affectées au PEFSAD (enveloppe, fonds, programme).	RAMQ
505.	Nouvelles sommes ajoutées au PEFSAD en 2018-2019 et les prévisions pour 2019-2020.	RAMQ
506.	Nombre de plaintes au total et nombre de plaintes concernant les frais accessoires.	RAMQ
507.	Nombre de communications reçues (courriels, lettres et appels téléphoniques) au sujet des frais accessoires, des questions sur la facturation et des demandes de remboursement.	RAMQ

508.	Effectifs affectés : a. à l'étude ou à la mise en application des mesures contenues dans le projet de loi 83 et touchant la RAMQ; b. au dossier des GMF; c. au traitement des médicaments d'exception; d. au DSQ; e. au Registre des consentements au don d'organes et de tissus.	RAMQ
509.	Temps de réponse moyen des demandes d'autorisation relatives à un patient ou à un médicament d'exception. Étude et suivi accordés aux délais d'attente pour les patients.	RAMQ
510.	État de situation concernant les personnes stomisées (nombre, allocation annuelle, état des négociations, etc.).	RAMQ
511.	Liste des études effectuées sur la question des coûts des médicaments pour les maladies graves et incurables. Étude des impacts pour la RAMQ d'assumer les coûts non couverts par des assurances privées pour ces maladies.	RAMQ
512.	État de situation sur la méthode de calcul utilisée pour la détermination de la coassurance et de la franchise.	RAMQ
513.	Économies engendrées par l'abolition de la règle des 15 ans en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	RAMQ
514.	État de situation concernant les ruptures d'approvisionnement de médicaments, incluant notamment le nombre de ruptures en 2018.	RAMQ
515.	Montant versé aux médecins en traitement différencié ou préférentiel pour les consultations de patients en isolement, au total ainsi que pour chaque spécialité médicale concernée.	RAMQ
516.	État de situation concernant l'application des solutions proposées par l'Association des pharmaciens propriétaires en juillet 2010 et en janvier 2011 au sujet des pénuries de médicaments.	RAMQ
517.	Nombre de Québécois non inscrits à la RAMQ, par groupe d'âge.	RAMQ
518.	Détail des contrats et des ententes signés avec les compagnies pharmaceutiques dans le cadre de la politique du médicament.	RAMQ
519.	Montant versé à titre d'honoraires aux pharmaciens en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019.	RAMQ
520.	Nombre de personnes avec qui la RAMQ transige en anglais.	RAMQ
521.	Estimation du coût des actes médicaux non payés par des personnes non couvertes par la RAMQ.	RAMQ
522.	État de situation au sujet du registre du don d'organes.	RAMQ
523.	Sommes affectées au don d'organe, par région et par établissement, au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2019-2020.	RAMQ
524.	Pour les cinq dernières années, ventilation des dépenses du régime public par : a. Dépense totale (brut); b. Honoraires versés aux pharmaciens; c. Somme versée aux grossistes; d. Frais d'administration du régime public; e. Remboursement total de médicament; i. Médicaments innovateurs; ii. Médicaments génériques; iii. Autres.	RAMQ
525.	Liste des mesures et des montants économisés depuis l'année 2014-2015 en lien avec l'achat de médicaments.	RAMQ
526.	État de situation concernant la détermination du prix des médicaments génériques (balise de prix).	RAMQ
527.	Nombre de patients ayant reçu des soins de santé et des services hospitaliers hors Québec remboursés par la RAMQ.	RAMQ
528.	Montant total remboursé par la RAMQ au cours des cinq dernières années pour des services hospitaliers donnés en Ontario.	RAMQ
529.	Honoraires des médecins ontariens payés par la RAMQ au cours des cinq dernières années.	RAMQ

530.	État de situation quant à l'augmentation des pouvoirs (notamment d'inspection) demandée par la RAMQ afin de mieux remplir sa mission.	RAMQ
531.	Nombre de médecins ayant touché une prime à l'inscription (lettre d'entente 245) en 2018-2019 et sommes versées, en moyenne, par médecin.	RAMQ
532.	Nombre de médecins ayant touché une prime à l'inscription (lettre d'entente 245) totalisant une somme supérieure à 25 000 \$ en 2018-2019.	RAMQ
533.	Nombre de médecins ayant touché une prime à l'inscription (lettre d'entente 245) totalisant une somme supérieure à 50 000 \$ en 2018-2019.	RAMQ
534.	Somme totale déboursée par la RAMQ en lien avec les primes à l'inscription.	RAMQ
535.	Nombre de médecins ayant touché plus de 10 000 \$, plus de 20 000 \$ et plus de 50 000 \$ grâce aux primes à l'inscription en 2018-2019.	RAMQ
536.	Nombre de jours travaillés, par médecin (omnipraticiens et spécialistes), en 2017-2018 et en 2018-2019.	RAMQ
537.	État de situation concernant la réglementation sur les aides techniques et les intentions du gouvernement quant à sa mise à jour.	RAMQ
538.	Mesures mises en place pour faciliter la reconnaissance des diplômes des médecins formés hors Québec.	RAMQ
539.	Nombre de cliniques privées gérées par des professionnels de la santé qui sont des participants au régime public et rémunérés par la RAMQ, par région, au 31 mars 2019.	RAMQ
540.	Nombre de cliniques privées gérées par des professionnels de la santé qui sont non participants au régime public et rémunérés par la RAMQ, par région, au 31 mars 2019.	RAMQ
541.	Ventilation des sommes supplémentaires versées aux médecins grâce à la clause remorque dont ils bénéficient par rapport aux hausses négociées par les employés du secteur public.	RAMQ
542.	Bilan de l'abolition du Commissaire à la santé et au bien-être. Nombre d'ETC ayant quitté la fonction publique. Nombre d'ETC ayant été réintégrés dans la fonction publique incluant dans quelle entité, par catégorie d'emploi.	RAMQ
543.	Nombre d'enquêtes conclues par la RAMQ, nombre de condamnations à la suite des enquêtes de la RAMQ, nombre d'ententes hors cour, nombre d'enquête en cours, le tout par type de professionnel sous enquête. Total des sommes récupérées.	RAMQ
544.	Budget consacré aux enquêtes de la RAMQ. Nombre d'ETC dédiés à ces enquêtes.	RAMQ
545.	Tout rapport, toute étude et estimations en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2019-2020 et pour les 10 années suivantes.	RAMQ
546.	Total des sommes surfacturées contrôlées par la RAMQ et total des sommes surfacturées récupérées. Ventilation par type de professionnel de la santé et par année, pour les cinq dernières années.	RAMQ
547.	Nombre de demandes d'exception pour l'approbation de médicaments reçues par la RAMQ par année, pour les cinq dernières années. Pourcentage des demandes d'exception acceptées et délais moyen, par année.	RAMQ
548.	Délai moyen entre l'approbation d'un médicament par Santé Canada et la couverture par la RAMQ, par année, pour les cinq dernières années. Nombre de nouveaux médicaments approuvés par Santé Canada qui ne sont pas couverts par la RAMQ, par année, pour les cinq dernières années.	RAMQ
549.	Nombre de cas de rougeole au Québec par année depuis cinq ans.	RAMQ

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 1

Liste des nouvelles mesures instaurées en 2018-2019 et, pour chacune, les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt).

RÉPONSE NO 1

La réponse à cette question est fournie dans le *Cahier explicatif des crédits 2018-2019*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 2

Indiquer les sommes dépensées pour 2018-2019 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

RÉPONSE NO 2

La réponse à cette question est fournie à la question no 1 des questions particulières de l'Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 3

Évolution au cours des dix dernières années des sommes dédiées aux services sociaux comparativement aux sommes dédiées aux services et soins de santé.

RÉPONSE NO 3

La réponse à cette question est fournie à la question n° 3 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 4

Pour chaque direction du ministère et des organismes relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2018-2019 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.

RÉPONSE NO 4

La réponse à cette question est fournie à la question n° 4 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 5

Nombre de postes laissés vacants pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 5

La réponse à cette question est fournie à la question 6 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 6

Nombre de postes ayant été abolis pour tous les titres d'emploi pour lesquels cette information est disponible au cours de la dernière année, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 6

La réponse à cette question est fournie à la question 7 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 7

Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2018-2019, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.

RÉPONSE NO 7

La réponse à cette question est fournie à la question no. 8 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 8

Liste de tous les sondages effectués en 2018-2019, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.

RÉPONSE NO 8

La réponse à cette question est fournie à la question no. 9 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 9

Budget de fonctionnement de chacun des organismes relevant du ministre de la Santé et des Services sociaux.

RÉPONSE NO 9

La réponse à cette question est fournie à la question n° 12 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 10

Crédits engagés, montants dépensés, actions menées, échéancier, état et suivi des recommandations des différents comités mis en place par le ministre de la Santé et des Services sociaux et relevant de celui-ci en 2018-2019.

RÉPONSE NO 10

La réponse à cette question est fournie à la question n° 13 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 11

Coût total par région, par établissement et pour le Québec, de l'assurance salaire pour les cinq dernières années ainsi que les projections pour 2019-2020.

RÉPONSE NO 11

La réponse à cette question est fournie à la question 14 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 12

Taux d'absentéisme par type d'emploi, par établissement du réseau de la santé et des services sociaux, par région et au total pour 2017-2018 et 2018-2019.

RÉPONSE NO 12

La réponse à cette question est fournie à la question 15 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 13

La solidarité : une richesse pour le Québec : Orientations et **initiatives relevant du ministère de la Santé** ayant été maintenues pour 2018-2019, budgets qui y ont été accordés ainsi que les prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE NO 13

Les orientations et initiatives ayant été maintenues sont les suivantes :

	Budget 2018-2019
Financement des organismes en matière de soutien à l'autonomie des aînés	10 M\$
Commission sur les soins de fin de vie	905 400 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 14

Coûts total pour les projets du CHUM, du CUSM, et de Sainte-Justine, incluant les coûts d'immobilisation.

RÉPONSE NO 14

Évolution des budgets en immobilisation des CHU de Montréal depuis le 30 mars 2009 (en M\$)

Budgets autorisés par décret					
	CRCHUM	CHUM	CUSM	CHUSJ	TOTAL
Autorisation d'aller en appel de proposition	2008	2009	2008	trop tôt	
Budgets en immobilisation	287 \$	1 578 \$	1 856 \$	485 \$	4 206 \$
Risques généraux	36 \$	227 \$	129 \$		392 \$
Inflation et TPS nette	33 \$	354 \$	240 \$		627 \$
Total au 31 mars 2009	356 \$	2 159 \$	2 225 \$	485 \$	5 225 \$

Réajustements autorisés par décret					
Autorisations des ajustements	2010 - jan	2010 - déc	2010 - jan	2012 - mai	
Modifications autorisées par décret	81 \$	295 \$	80 \$	274 \$	730 \$
Risques généraux	12 \$	30 \$	- \$	41 \$	83 \$
Inflation et TPS nette	14 \$	145 \$	50 \$	126 \$	335 \$
Sous-total ajustements	107 \$	470 \$	130 \$	441 \$	1 148 \$
Total au 31 décembre 2011	463 \$	2 629 \$	2 355 \$	926 \$	6 373 \$

Ajustements budgétaires pour inscription au PQI					
Composantes autofinancées		180 \$	220 \$	55 \$	455 \$
TVQ nette	25 \$	135 \$	105 \$	40 \$	305 \$
Retrait du campus de la Montagne (HGM et Neuro)			(380) \$		(380) \$
Utilisation des prix de construction déclarés + éléments radiés	67 \$	131 \$	163 \$	(81) \$	280 \$
Sous-total des ajustements	92 \$	446 \$	108 \$	14 \$	660 \$
Budgets en immobilisation inscrits au PQI (30 06 2014)	555 \$	3 075 \$	2 463 \$	940 \$	7 033 \$

Au 31 mars 2011, le budget d'immobilisation total pour les trois projets de modernisation des CHU de Montréal était de 6,373 milliards.

Au 30 juin 2013, il était passé à 6,279 milliards à la suite de la signature du contrat du CHU Sainte-Justine, qui s'est avéré moins coûteux que ce qui avait été budgété. Depuis ce temps, il n'y a eu aucune hausse des budgets autorisés et les quelques changements acceptés ont été absorbés par les provisions prévues à cet effet.

Au Plan québécois des infrastructures (PQI), le total atteint 7,033 milliards \$.

Le PQI contient le coût des éléments de nos projets qui s'autofinancent comme les stationnements et les espaces commerciaux (455 M\$), et qui ont toujours été exclus des budgets des CHU. Même chose pour la TVQ nette (qui retourne dans les coffres de l'État), à hauteur de 305 M\$.

Ces éléments, qui n'ont jamais fait partie de nos budgets, ne sont pas des dépenses additionnelles. Ils n'ajoutent rien aux trois projets de modernisation comme autorisés entre 2010 et 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 15

Liste des études, analyses et recommandations effectuées par le MSSS ou commandées par celui-ci depuis 2014 et portant sur la construction des hôpitaux universitaires.

RÉPONSE NO 15

Au cours de l'année 2018-2019, un mandat ponctuel a été accordé pour obtenir un avis sur une problématique concernant l'alimentation électrique du Centre hospitalier de l'Université de Montréal et du Centre universitaire de santé McGill.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 16

Coûts liés aux expropriations de six bâtiments situés derrière l'Hôpital Saint-Luc au 31 mars 2019.

RÉPONSE NO 16

- Le dernier de ces dossiers a été réglé en 2018.
- Le total des sommes déboursées pour les acquisitions et expropriations est de 74,7 M\$.
- Cette somme reste en deçà du budget et de la réserve allouée pour les acquisitions et expropriations.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 17

Coûts de planification et de gestion pour les travaux effectués par les équipes de planification des CHU, par les gestionnaires de projets et par l'équipe du Bureau du directeur exécutif depuis avril 2003.

RÉPONSE NO 17

La réponse à cette question est fournie à la question n^o 16 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 18

Concernant le bureau du directeur exécutif pour la réalisation des projets du CHUM, du CUSM et du CHU Sainte-Justine, fournir :

- a. le nom de tous les membres du comité ou de toute autre instance créée pour fin d'étude des projets CHUM et CUSM depuis juillet 2005;
 - b. les qualifications spécifiques et compétences professionnelles des membres, relatives à la gestion de grands projets;
 - c. la rémunération globale et les dépenses remboursées depuis juillet 2005 pour chacun des membres;
 - d. toute dépense du bureau;
 - e. la liste des études préparées ou commandées par ce comité et copie de chacune, le cas échéant;
 - f. la liste et les coûts des voyages pour chacun des membres du bureau.
-

RÉPONSE NO 18

- a) L'équipe du Bureau du directeur exécutif (DE)** compte maintenant au total sept personnes, incluant les professionnels et le personnel de soutien. Au plus fort des activités, il y avait seize personnes au Bureau du DE

Les membres de l'équipe de direction du Bureau du DE sont au nombre de deux.

- b) Voici leurs qualifications spécifiques et leurs compétences professionnelles :**

François Quintal

Directeur exécutif et directeur des finances

Monsieur Quintal assure la gestion financière des projets de modernisation des CHU de Montréal depuis maintenant treize ans et la Direction exécutive depuis mars 2018. Il possède une expérience de plus de 35 années en gestion financière et comptable ainsi qu'en contrôle des coûts. De 2003 à 2006, au sein de la division construction d'Hydro-Québec, qui réalise des projets d'ingénierie et de construction d'aménagements hydroélectriques, de lignes et de postes de transport d'électricité, il a assumé la responsabilité fonctionnelle du contrôle des coûts des projets et a dirigé les évaluations de contrôle et de réclamations reliées à l'administration des contrats de construction. Au cours de sa carrière, il a agi à titre de contrôleur corporatif, vice-président et contrôleur, et de chef des finances d'une variété d'entreprises de grande envergure. Monsieur Quintal est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'École des hautes études commerciales de Montréal et est membre de l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec depuis 1983.

Martin Viau

Directeur de la coordination des communications

Martin Viau exerce depuis plus de 33 ans le métier de conseiller en communication, dans des mandats où les enjeux d'affaires publiques sont importants. Il dispose d'une expérience politique aux plans municipal et fédéral, à titre d'attaché de presse ou de directeur des communications. Il a travaillé pendant huit ans dans l'industrie de la construction, à titre de coordonnateur à l'information et de directeur des communications d'une association de constructeurs. Il assure la gestion des communications des projets de modernisation des CHU depuis maintenant dix ans.

c) Rémunération globale et dépenses remboursées depuis août 2012 pour chacun des membres

La rémunération globale de l'ensemble de l'équipe du Bureau du DE, en incluant les professionnels et le personnel de soutien pour l'année 2018-2019 est de 1,1 M\$.

Les dépenses du personnel, pour la même période, sont de 17 000 \$ Cela inclut les remboursements de frais pour des allers-retours Montréal-Québec pour la participation à des travaux du MSSS ou du CT, pour des frais de représentation, pour du transport urbain à Montréal et pour de la formation.

d) Toute dépense du bureau

**Bureau du Directeur exécutif
Dépenses cumulatives prévues
mars 2019
(milliers \$)**

Catégorie	Total cumulatif mars-18	Prévu mars-19	Total cumulatif mars-19
Rémunération	25 106	1 060	26 166
Dépenses de personnel	805	17	822
Honoraires professionnels reliés au bureau du DE	2 052	258	2 310
Communications	291	0	291
Équipe de l'Agence de Mtl	805	0	805
Autres	730	16	746
Sous-total bureau du DE	29 789	1 351	31 140
Honoraires CHQ/SIQ	1 282	0	1 282
Services professionnels achetés pour support aux CHU	445	247	692
Total	31 516	1 598	33 114

e) Frais pour des études

Support à la gestion et à l'exploitation des Ententes de partenariat : 247 000\$

f) Frais de voyage

En 2018-2019, les membres et le personnel du Bureau du DE n'ont fait aucun voyage à l'extérieur du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 19

État de situation concernant les dépenses engagées pour la construction du nouveau CHUM, par année, depuis le début du projet.

RÉPONSE NO 19

CHUM
Dépenses cumulatives au 31 mars 2018
En millions de dollars (M \$)

DESCRIPTION	Dépenses cumulatives au 31 mars 2018
CONSTRUCTION	
Paielements au PPP (Note 1)	901,1 M\$
Coûts hors PPP reliés à la construction (Note 2)	66,9 M\$
COÛTS HORS CONSTRUCTION (Note 3)	461,5 M\$
Grand total toutes taxes de vente exclues	1 429,5 M\$

- NOTE 1 : Incluant la partie du règlement à l'amiable financée par les économies relatives aux paiements de services mensuels (78 M\$, taxes nettes incluses).
- NOTE 2 : Coûts de démolition (Roland-Bock), honoraires de validation et suivi de la construction PPP par les équipes maître et travaux hors site par la ville.
- NOTE 3 : Principalement les coûts d'acquisition et expropriation, les coûts des équipements médicaux, des projets de TI et télécom, de processus PPP et de gestion.

QUESTION NO 20

État de situation concernant les étapes à venir relativement à la construction du nouveau CHUM, par année, depuis le début du projet.

RÉPONSE NO 20

A) État de situation du projet du Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), complexe hospitalier et étapes à venir :

La réception provisoire de la phase 1 du projet de modernisation du CHUM a eu lieu le 31 mars 2017. La construction de la phase 2 a débuté à l'automne 2017 et elle donnera lieu à une réception provisoire de cette dernière phase du projet au début de l'année 2021. La valeur des travaux de cette dernière phase est d'environ 500 M\$.

La réception définitive de la phase 2 devrait avoir lieu vers le milieu de l'année 2021.

Rappelons que le contrat en partenariat public-privé (PPP) du complexe hospitalier du CHUM a été signé au début de juin 2011 avec le consortium Collectif Santé Montréal (CSM) pour une valeur actualisée de 1,973 G\$, alors que le critère d'abordabilité avait été établi à 2,089 G\$.

Le budget d'immobilisations du CHUM, comme il est inscrit au Plan québécois des infrastructures, est de 3,07 G\$.

B) État de situation du projet du Centre de recherche du CHUM :

Les travaux de construction du Centre de recherche du CHUM sont terminés et il est en opération depuis l'hiver 2014. Le projet aura finalement coûté 14 M\$ de moins que ce qui avait été prévu au budget.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 21

État de situation concernant le financement provenant de la Fondation du CHUM pour le projet du nouveau CHUM.

RÉPONSE NO 21

La Fondation du Centre hospitalier de l'Université de Montréal maintient toujours ses objectifs, ayant déjà versé 60,3 M\$ et prévoyant verser un montant additionnel de 139,7 M\$ selon les modalités convenues avec le ministère de la Santé et des Services sociaux.

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 22

État de situation des dépenses engagées depuis le début du projet ainsi que des étapes à venir concernant la modernisation du CHU Sainte-Justine, avec les échéanciers et les coûts prévus.

RÉPONSE NO 22

La construction du volet clés en main du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine a débuté en 2012 et la réception provisoire a eu lieu en juin 2016, comme prévu. Le transfert des patients a eu lieu en novembre 2016 et le déménagement au Centre de recherche a eu lieu en février 2017.

La majeure partie des travaux de réaménagement des espaces existants, dernière phase du projet, se poursuivra vraisemblablement jusqu'à la fin de 2020.

Comme il est inscrit au Plan québécois des infrastructures, le budget d'immobilisations du projet est de 939 M\$. Cela inclut une somme de 132 M\$ pour les activités autofinancées (dont 47,6 M\$ pour le stationnement) et le financement provenant d'autres sources que le gouvernement du Québec.

Le budget du projet est toujours sous contrôle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 23

Montants versés aux consortiums retenus pour les projets CHUM, CUSM et CHU Sainte-Justine. Montants supplémentaires (imprévus) réclamés par ces consortiums, ventilés. Montants accordés et montants toujours en suspens.

RÉPONSE NO 23

Les données suivantes proviennent des derniers rapports financiers disponibles. Au 31 mars 2018, les dépenses de 1 429 M\$ avaient été effectuées pour la conception-construction du projet du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, en incluant les versements prévus à l'Entente de partenariat à ce jour qui comptent pour 901 M\$.

Il n'y a eu aucun versement au partenaire privé pour la conception-construction du Centre universitaire de santé McGill en 2018-2019.

Les dépenses totales encourues pour le projet *Grandir en santé* du Centre hospitalier universitaire Sainte-Justine au 31 mars 2018 sont de 692 M\$, incluant les paiements prévus au contrat clés en main, versements qui totalisent 448 M\$, en excluant les taxes de vente. Cela inclut également des travaux exécutés avant même le début du projet « clés en main » (exemple : reconstruction du Manoir Ronald McDonald, unité de néonatalogie) à hauteur de 57 M\$.

Montants supplémentaires réclamés par les consortiums

En 2018-2019 aucune somme supplémentaire n'a été réclamée par aucun des consortiums.

QUESTION NO 24

État de situation concernant le projet de nouveau complexe hospitalier (NCH) sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

RÉPONSE NO 24

1. RÉSUMÉ

- La réalisation du projet du NCH sur le site de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus (HEJ) suit son cours normal. Il est rendu à l'étape de réalisation des travaux de la Phase 1 – Centre intégré de cancérologie (CIC) dont le mode de réalisation retenu est la gérance de construction.
 - Pour la Phase 2 – Soins critiques, centre de recherche, réaménagements dans l'HEJ, plateforme clinico-logistique hors site (plateforme), stationnements, hôtellerie et nouvelle composante relative aux ailes D, I, N et O, les travaux ont débuté pour la plateforme et certains lots de construction. Pour les autres composantes, la réalisation des plans et devis se poursuivent en prévision des appels d'offres par lots de construction.
- Pour la majorité des composantes de cette phase, le mode de réalisation retenu est celui de la gérance de construction.
- L'estimation de 1 967,5 M\$ des coûts du projet global respecte le budget initial.

2. RAPPEL DU CONTEXTE

- L'Hôtel-Dieu de Québec (L'HDQ) est confronté à des problématiques physiques majeures qui entravent son développement et sa capacité à répondre à la demande accrue de services. Le manque d'espace généralisé, la vétusté des lieux, la non-conformité au Code du bâtiment et en sécurité incendie, des aménagements non fonctionnels, les déficits notables en ce qui concerne les circuits logistiques et l'exiguïté des lieux sont au nombre des lacunes à résoudre.
 - À la suite de la fusion, en juillet 2012, entre le Centre hospitalier universitaire de Québec et le Centre hospitalier affilié universitaire de Québec qui crée le CHU de Québec – Université Laval (CHU de Québec – UL), la nécessité d'une plus grande complémentarité intra-CHU de Québec, la complexité du site de L'HDQ, les risques de dépassement de coûts du projet de réhabilitation de L'HDQ dans le Vieux-Québec ainsi que l'ajout du projet de consolidation de l'offre de soins et de services en cancérologie ont mené l'établissement à évaluer d'autres options pour le projet de L'HDQ dont, entre autres, la construction du NCH sur le site de l'HEJ, soit l'option retenue par le gouvernement en septembre 2013.
 - La mise en place d'un comité devra permettre de statuer sur le plan de réhabilitation de L'HDQ une fois toutes ses activités transférées à l'HEJ.
-

3. PORTÉE

Description	Superficies (m ²)
Superficie existante de l'HEJ	100 671
Constructions neuves	168 365
Hôtellerie (transaction immobilière)	4 200
Démolition	(23 139)
Superficie à terme sur le site	250 097
Plateforme clinico-logistique hors site	8 128
Réaménagement de l'HEJ	27 492
Stationnements	2 600 places

4. ÉTAPES FRANCHIES

- Septembre 2013 : Orientation gouvernementale quant au choix du site de l'HEJ pour y établir le NCH.
- Décembre 2014 : Confirmation du choix du site de l'HEJ pour l'implantation du NCH. Autorisation d'élaboration du Dossier d'opportunité (DO) du NCH.
- Mars 2016 : Approbation du Conseil des ministres sur le mémoire relatif au DO.
- Septembre 2016 : Autorisation d'élaboration du dossier d'affaires (DA) – Phase 1 du NCH.
- Janvier 2017 : Autorisation d'élaboration du DA – Phase 2 du NCH.
- Mars 2017 : Approbation du Conseil des ministres (CM) sur le mémoire relatif au DA – Phase 1 et sur le mémoire relatif à la planification d'une plateforme hors site pour offrir les services alimentaires, l'entreposage et la distribution de fournitures, et la pharmacie à l'ensemble des hôpitaux du CHU de Québec – UL, et ce, à même le budget maximal présenté au DO. Autorisation de réalisation des travaux de construction de la Phase 1 et de la planification de la plateforme à l'intérieur du DA – Phase 2.
- Mai 2018 : Approbation du CM sur le mémoire relatif au DA Phase 2 – Soins critiques, réaménagements dans l'HEJ, recherche, plateforme clinico-logistique, hôtellerie et stationnements.
- Juin 2018 : Autorisation ministérielle pour la réalisation de la Phase 2.

5. ÉTAPES EN COURS

- Phase 1 : Réalisation des travaux de construction et production des plans et devis définitifs pour des appels d'offres par lots de construction.
- Phase 2 : Réalisation des travaux de la plateforme et de certains lots de construction. Pour les autres composantes, production des plans et devis en prévision des appels d'offres par lots de construction.

6. LIVRAISON DU PROJET PAR PHASES

- Plateforme : par secteurs à partir de mars 2020.
- Radio-oncologie : mars 2020 (début des activités cliniques : décembre 2020).
- Hôtellerie : novembre 2020.
- CIC : décembre 2020.
- Cyclotron : décembre 2020 (mise en service : 2023).
- Centre de recherche : décembre 2021 (mise en service : mars 2022).
- Soins critiques : décembre 2023.
- Nouveaux stationnements : 2020, 2023 et 2024.
- Nouvelles ailes D, I, N et O : décembre 2025.
- Réaménagements : décembre 2025.

QUESTION NO 25

État de situation concernant les activités que conservera l'Hôtel-Dieu de Québec après le déménagement de plusieurs activités sur les terrains de l'Enfant-Jésus, incluant notamment les échéanciers, les coûts et le mode de construction.

RÉPONSE NO 25

CONTEXTE

Le projet de construction d'un nouveau complexe hospitalier (NCH) sur le site de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus (HEJ) avance très rapidement et la livraison de la phase 1 est prévue pour 2020. Cette phase entraînera une première vague de déménagement d'activités du Pavillon de l'Hôtel-Dieu de Québec (L'HDQ) vers l'HEJ, ce qui aura comme impact de laisser quelques bâtiments sans usage, dès le début de l'année 2021. La livraison de la phase 2 du NCH, prévue par étapes entre 2023 et 2025, complètera le déménagement de toutes les activités cliniques et de recherche actuellement situées à L'HDQ. Il est donc essentiel de déterminer rapidement l'usage des bâtiments qui seront laissés vacants à partir de 2021.

ACTIONS POSÉES

- **Septembre 2013** : Orientation gouvernementale quant au choix du site de l'HEJ pour y établir un NCH et, par le fait même, la nécessité de trouver une nouvelle vocation pour les bâtiments de L'HDQ;
- **Avril 2018** : Mandat confié par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale (CIUSSS) pour élaborer un nouveau scénario de réutilisation des bâtiments de L'HDQ;
- **Juin 2018** : Mise en place d'un comité directeur, sous la gouverne du CIUSSS, avec les différents partenaires impliqués dans le projet de réutilisation (le CIUSSS, le CHU de Québec – Université Laval, l'Université Laval, la Ville de Québec, les Augustines, l'Institut universitaire de cardiologie et de pneumologie de Québec – Université Laval et l'Institut national de santé publique du Québec;
- **Juillet 2018** : Autorisation donnée au CIUSSS pour élaborer, en collaboration avec le CHU de Québec – UL, un Dossier d'opportunité (DO) du projet de réutilisation des bâtiments de L'HDQ.

ÉTAPES EN COURS

- Réalisation du mandat confié au CIUSSS pour l'élaboration du scénario des nouveaux usages pour le site de L'HDQ. Pour le moment, trois volets sont envisagés :
 - **Santé publique, santé des populations** : Réaliser un regroupement stratégique et unique d'expertises en santé publique, en santé des populations autour d'un concept de santé

durable. Ce regroupement unique d'organismes dédiés à l'intervention, à l'expertise scientifique, au transfert des connaissances, à la recherche, à la formation en santé publique et en santé durable;

- **Services cliniques** : Offre de services de santé et de services sociaux de première ligne variée répondant aux besoins de la population;
- **Optimisation des espaces régionaux** : Disposition de certains bâtiments et la réutilisation de certains espaces afin d'optimiser le parc immobilier de la région (élimination d'espaces en location). Évaluation de la possibilité de démolir quelques étages de la tour principale.

ACTIONS À VENIR

- Bonifier et documenter le scénario de réutilisation;
- Réaliser le DO qui permettra de définir la portée des travaux immobiliers en plus de préciser le budget, le mode de réalisation et l'échéancier de réalisation.

ÉCHÉANCIER

Activités	Échéance (fin de l'étape)
Plan de réutilisation (rapport du CIUSSS)	Été 2020
Programme fonctionnel et technique	Mai 2020
Approbation du DO par le Conseil des ministres	Mars 2021
Réalisation et approbation du Dossier d'affaires	À venir
Début des travaux	À venir

QUESTION NO 26

Bilan des investissements et des actions menées à l'égard des engagements pris par le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- a. au Rendez-vous national des régions;
- b. au Forum autochtone

RÉPONSE NO 26

Généralités

Le *Rendez-vous national des régions* s'est tenu du 12 au 14 novembre 2002, à Québec. À cette occasion, les 14 régions du Québec se sont rencontrées et ont été invitées à bâtir le plan d'action Québec-Régions pour les prochaines années, en misant sur la culture pour soutenir leur développement.

Le *Forum socioéconomique des Premières Nations* s'est tenu les 25, 26 et 27 octobre 2006, dans la communauté innue de Mashteuiatsh. Il s'agissait du premier forum socioéconomique des Premières Nations et se voulait un forum de rencontres et d'échanges rassemblant autour d'une même table les Premières Nations et les Inuits, la société civile, les gouvernements du Québec et du Canada. Il cherchait notamment à rassembler toutes les parties concernées par les questions de développement social et économique des Premières Nations du Québec.

Dans ce contexte, et plus particulièrement à la suite du Forum socioéconomique des Premières Nations, le gouvernement du Québec a pris des engagements visant à apporter des solutions concrètes aux écarts socioéconomiques et de qualité de vie défavorable présents chez les membres des Premières Nations comparativement aux autres citoyens du Québec. Depuis, le gouvernement du Québec a entrepris la réalisation de ces engagements en collaboration étroite avec les représentants des Premières Nations et du gouvernement fédéral.

Dans le respect des engagements pris par le gouvernement du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) ainsi que le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS) offrent leur soutien au développement des services de première ligne dans les communautés non conventionnées, notamment sous l'angle :

- du transfert de connaissances et d'expertise aux intervenants des communautés (ex. : dépendances);
- de l'offre aux intervenants de programmes de formation qui sont destinés à ceux du RSSS;
- de l'accès aux applications informatiques du RSSS pour la gestion des dossiers en services sociaux de première ligne et en protection de la jeunesse.

Ce soutien au développement des services de première ligne dans les communautés non conventionnées se concrétise de la façon suivante :

Collaboration tripartite (Premières Nations, MSSS, Services Autochtones Canada)

Depuis 2007, les Premières Nations, le ministère des Services aux Autochtones Canada et le gouvernement du Québec (ministère de la Santé et des Services sociaux) ont mis en place des comités tripartites afin de travailler en collaboration à améliorer l'état de santé des populations autochtones dans le respect des obligations qui incombent à chacun des paliers de gouvernement. Les travaux de ces comités portent notamment sur :

- la négociation d'ententes en vertu de l'article 37.5 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ);
- l'élaboration d'un cadre de référence sur les projets de vie des enfants autochtones;
- les enjeux particuliers que soulèvent le choix et l'actualisation des projets de vie pour ces enfants, notamment le maintien des liens avec leur famille et avec leur communauté;
- les responsabilités légales, financières et cliniques lors du transfert d'un enfant membre des Premières Nations;
- l'élaboration d'un canevas d'entente bipartite destinée à être signée entre, d'une part, les établissements du réseau de la santé et des services sociaux exploitant un centre de protection de l'enfance et de la jeunesse et, d'autre part, les Premières Nations non conventionnées (article 37.6 LPJ);
- divers dossiers de santé publique, personnes âgées, santé mentale.

Contribution financière annuelle pour la Commission de la santé et des services sociaux des Premières Nations du Québec et du Labrador (CSSSPNQL)

Conformément aux engagements pris lors du Forum socioéconomique des Premières Nations en octobre 2006, le MSSS accorde une subvention annuelle pour le fonctionnement de la CSSSPNQL. Pour l'année 2018-2019, la subvention a été de 306 994 \$.

Le MSSS finance également, selon les demandes reçues, d'autres projets particuliers en santé et services sociaux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 27

Sommes consacrées par le MSSS et les établissements de santé à la lutte contre les maladies nosocomiales, depuis 2004. Indiquer les sommes par établissements, par région et au total.

RÉPONSE NO 27

La réponse a été fournie à la question 93 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 28

Nombre de cas et de décès par établissement liés à une maladie nosocomiale depuis 2004, par année et au total. Même question pour les EPC.

RÉPONSE NO 28

La réponse a été fournie à la question 92 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 29

Montant octroyé par le ministère de la Santé et des Services sociaux aux établissements du réseau de la santé et des services sociaux pour l'amélioration de la qualité de l'air en 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Indiquer les sommes par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 29

La réponse à cette question est fournie à la question n° 94 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 30

Dépenses du réseau de la santé et des services sociaux par programme-clientèle (programme-service), et ce, par région et par établissement pour 2017-2018 et 2018-2019, ainsi que les prévisions pour 2019-2020. Indiquer le total par région, par établissement et le total national.

RÉPONSE NO 30

La réponse à cette question est fournie à la question n° 18 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 31

Nombre de titulaires d'emplois supérieurs et de cadres du MSSS (et leur rémunération totale), par catégorie d'emploi :

- a) sous-ministres;
 - b) sous-ministres associés ou adjoints;
 - c) autres titulaires d'emplois supérieurs;
 - d) cadres autres que les titulaires d'emplois supérieurs.
-

RÉPONSE NO 31

La réponse à cette question est fournie à la question n° 20 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 32

Évolution des effectifs du MSSS, des CISSS, et des CIUSSS, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019.

RÉPONSE NO 32

La réponse à cette question est fournie à la question 19 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 33

Nombre de postes de cadres abolis par année depuis le 1er avril 2014, par établissement et par région, et les montants versés en indemnités de départ.

RÉPONSE NO 33

La réponse à cette question est fournie à la question 21 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 34

Économies liées à la mise en œuvre du projet de loi 10, par région et par établissement, pour l'année 2018-2019.

RÉPONSE NO 34

En 2017-2018, la révision de l'organisation et la gouvernance des services de santé et des services sociaux a généré des économies de 220 M\$, et ce, de façon récurrente.

QUESTION NO 35

Depuis l'entrée en vigueur du projet de loi 10, par année, par région et par établissement :

- a. Nombre de baux résiliés et coûts associés à ces résiliations;
- b. Nombre de propriétés vendues et revenus associés à ces ventes;
- c. Nombre de locaux loués de la SQI et jugés excédentaires.

RÉPONSE NO 35

a. L'entrée en vigueur de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales a engendré un exercice d'optimisation de l'espace locatif dans chacun des établissements.

Ainsi, les baux devenus caducs, dont l'échéance était à court terme, ont été résiliés. Les lieux loués à long terme et les propriétés du réseau ont été utilisés afin de centraliser les activités. Plusieurs regroupements d'activités sont encore à l'étude par les établissements, mais ne pourront être réalisés que lorsque les échéances des baux des lieux concernés arriveront.

Puisque ces baux ont été simplement terminés à terme, il n'y a pas eu de coût pour les résilier. Vous trouverez en annexe un tableau de la liste de ces baux terminés depuis le 1^{er} avril 2015.

b. Les ventes exécutées entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2018 se résument ainsi :

- L'ancien édifice de l'Hôpital de Montréal pour enfants (Centre universitaire de santé McGill), excédentaire à la suite du déménagement des activités au site Glen;
- Deux immeubles appartenant au CHU de Québec – Université Laval, soit un terrain vacant (terrain Charlevoix) et un édifice portant les numéros 4-6-8, rue Carleton, devenus excédentaires par la relocalisation du Nouveau complexe hospitalier (NCH);
- Une parcelle de terrain du Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest vendue à la Commission scolaire pour favoriser l'implantation d'une nouvelle école;
- La vente d'une parcelle de terrain par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal à sa Fondation pour permettre l'agrandissement d'une maison de soins palliatifs;
- La vente d'un petit immeuble au 1331, 2^e avenue à Saguenay par le Centre intégré de santé et de services sociaux du Saguenay – Lac-Saint-Jean (CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean), vacant depuis de nombreuses années;
- Le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière a cédé à la municipalité de Saint-Charles-Borromée deux terrains, lots 5 242 638 et 5 242 640;
- La vente du 4921, rue des Peupliers, La Doré (CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean) à Saguenay Lac-Saint-Jean Réservations inc.;
- Le Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière a cédé à la Commission scolaire des Samares le terrain vacant, lot 5 676 219;

- Le Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue a vendu au Comité de la condition féminine au Témiscamingue le 28, rue Notre-Dame de Lourdes en la Ville de Ville-Marie;
- Le Centre intégré de santé et de services sociaux de Chaudière-Appalaches a vendu à Jonathan Dupont et Dominique Lagrange, le 7, avenue du Foyer à Sainte-Perpétue.

Pour ce qui est de la période entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019 :

- La vente d'un immeuble sis au 2700, rue Angus appartenant au Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal, cet immeuble était vacant depuis plusieurs années;
- La cession d'une partie du terrain de l'Hôpital Sainte-Anne par le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal en faveur de la Ville de Sainte-Anne;
- La vente du 4055, Papineau qui appartenait à la Société québécoise des infrastructures (SQI) (portefeuille santé pour le Centre hospitalier de l'Université de Montréal) à la Ville de Montréal.

c. Les locaux loués de la SQI ont tous été maintenus puisqu'ils sont utiles à la mission des établissements locataires.

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Clinique médicale La Pocatière	1200	6e Avenue	La Pocatière	11	22-mars-16	4 502,30 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Hébergement transitoire en santé mentale	107	5e avenue Mailloux	La Pocatière	N/D	08-sept-16	8 640,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Centre multiservices de La Pocatière	410	10e Avenue	La Pocatière	582,4	31-mars-18	70 621,92 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	CPEJ de La Pocatière	708	4e Avenue	La Pocatière	444	31-mars-18	78 621,12 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	L'InterAction point de services de La Pocatière	708	4e Avenue	La Pocatière	104,5	31-mars-18	15 652,32 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	L'Estran - Point de services de La Matapédia	120	Gaétan-Archambault	Amqui	31,4	30-juin-16	7 979,68 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	L'Estran, point de services de Matane	91	d'Amours	Matane	N/D	30-mars-16	1 800,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	CLSC de La Mitis - Point de chute de Sainte-Angèle	555	Georges-Gagnon	Sainte-Angèle-de-Mérici	5,2	30-juin-16	1 850,84 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	CLSC de La Mitis - Point de chute de Sainte-Luce	52	des Érables	Luceville	32,5	22-avr-16	1 276,60 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	RAC des Fusiliers	99	des Fusiliers	Mont-Joli	274	31-mars-18	16 800,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Atelier Écono-poste de Mont-Joli	1111	Industrielle	Mont-Joli	148,66	31-mars-17	7 499,90 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	CAJ de Mont-Joli	1312	Jacques-Cartier	Mont-Joli	273	01-déc-17	33 112,17 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Clinique de transition	48	Témiscouata	Rivière-du-Loup	68,9	25-nov-15	11 999,62 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Stationnement d'appoint du Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent	125	de l'Évêché Ouest	Rimouski	N/D	31-mars-16	1 980,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Appartement 347 Perreault	347	Perreault	Rimouski	160,26	31-août-15	7 248,56 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	RI chemin des Pointes	55	des Pointes	Rimouski	345	01-nov-16	20 241,15 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	RAC Hubert-Gagnon	17	Hubert-Gagnon	Rimouski	268	30-juin-17	19 799,84 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Centre de jour/Atelier	515	de la Briquette	Dégelis	145	31-mars-16	3 423,45 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m²)	Date de fin	Loyer annuel
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Entreposage	51	Petite-Rivière	Saint-Louis-du-Ha!-Ha!	N/D	30-mai-17	750,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Hébergement pour professionnels (médecins) de passage	706	Dumont	Témiscouata-sur-le-Lac	N/D	31-mars-16	11 700,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Hébergement pour professionnels (médecins) de passage	66	Héroux	Témiscouata-sur-le-Lac	N/D	31-oct-18	13 800,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	L'Entrain	800-A	Commerciale	Témiscouata-sur-le-Lac	20,33	31-août-17	Gratuit
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Centre de jour Isle-Verte	151	St-Jean-Baptiste	Isle-Verte	138,89	31-déc-15	5 760,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	Hébergement pour professionnels (médecins) de passage	2472	Commerciale Sud	Témiscouata-sur-le-Lac	N/D	30-juin-17	10 980,00 \$
CISSS du Bas-Saint-Laurent	L'InterAction point de services d'Amqui	123	Desbiens	Amqui	98,5	30-juin-15	3 829,68 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	CPEJ ET SERVICES EXTERNES DE LA BAIE	731	boul de la Grande-Baie Nord	La Baie	90,58	31-mars-17	29 168,04 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Chemin des Villas	1979	Chemin des Villas	Chicoutimi	109,57	31-août-16	19 679,55 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Atelier Manouane	1300	Manouane	Chicoutimi	297,3	14-nov-16	35 001,13 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	CLSC de St-Félicien, Édifice de l'Hôtel de Ville de St-Félicien	1209	Sacré-Cœur	St-Félicien	263,31	31-déc-16	24 935,19 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Location bureau, ressources humaines, Denise Gauthier CRDI	630	boulevard Saguenay Est	Chicoutimi	N/D	30-janv-17	2 016,00 \$
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	Appartement pour Étudiants en médecine	373-C	rue Brassard	Roberval	N/D	01-juil-18	6 480,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Foyer Des Chênes	16	des Chênes Ouest	Québec	239	31-août-15	24 019,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Point de service Québec	540 - 560	boulevard Charest Est	Québec	3066,79	31-oct-17	644 658,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Foyer Pie XII	860	boulevard Pie XII	Québec	260	30-sept-15	30 394,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	RAC du Fleuve	580	du Fleuve	Québec	214	31-mai-16	39 593,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Atelier Jacques-Bédard 2	641	Jacques-Bédard	Québec	254,45	31-mars-17	26 717,25 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Centre de Jour Jacques-Bédard # 1	641	Jacques-Bédard	Québec	208,36	31-mars-17	21 878,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	RAC Louis XIV	2855	boulevard Louis XIV	Québec	271	31-oct-15	23 193,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	0	5320	Henri-Bourassa	Québec	N/D	30-juin-16	6 420,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Maison médecins itinérants	151	Sentier de l'Équerre	Baie-Saint-Paul	N/D	30-sept-15	24 774,00 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Recherche et RNI	860-880	Père-Marquette	Québec	1335	28-févr-17	215 495,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CLSC de Cap-Rouge	1100	boul. De la Chaudière	Québec	250,84	31-mars-16	46 250,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Ressource de groupe de réadaptation psychiatrique	860	Père-Marquette	Québec	514,2	28-févr-16	100 800,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Gestion Cournoyer Desgagné	103	côte de Pérou	Baie-Saint-Paul	N/D	01-nov-16	17 516,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Plateau de cuisine du programme de réadaptation par le travail	2225	boulevard Henri-Bourassa	Québec	N/D	31-déc-16	9 973,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Foyer de groupe Wilbrod	2853	avenue Wilbrod	Québec	N/D	31-mai-15	239,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Centre de jour de Vitré	2355	avenue de Vitré	Québec	341	01-févr-17	N/D
CIUSSS de la Capitale-Nationale	IRDPQ (site St-Viateur)	775	Saint-Viateur	Québec	2364	30-juin-16	187 292,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CDJ Loyola	3261	rue Loyola	Québec	260,22	29-sept-18	33 511,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	ARP 26e Rue	1928	26e Rue	Québec	N/D	2018-06-30	11 580,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CDJ Durocher	290	rue Carillon	Québec	84,63	2019-03-31	10 932,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Appartement apprentissage	210	rue Bernatchez #110	Québec	N/D	2018-06-30	9 372,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Apartement infirmière SAPA	66	rue Saint-Jean-Baptiste	Québec	N/D	2018-04-30	6 852,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Foyer de groupe Val-Cartier	14413	boulevard Valcartier	Valcartier	471,7	2018-01-29	30 011,40 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CDJ chemin Sainte-Foy	3645	chemin Sainte-Foy	Québec	109	2018-03-30	8 958,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	Le Pont	103	rue Racine	Québec	N/D	2018-02-28	5 400,00 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CLSC Baie-Saint-Paul	5	rue Boivin	Baie-Saint-Paul	N/D	2018-09-30	N/D
CIUSSS de la Capitale-Nationale	CLSC Ile d'Orléans	1015	rue Prévost	Ile d'Orléans	285,2	2018-11-14	49 328,19 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	ARP Bellevue	1610	Sainte-Foy	Québec	N/D	30-juin-17	17 760,00 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Point de service - Rivière-à-Veillet	100	Rivière-à-Veillet	Ste-Geneviève-de-Batiscan	84	31-août-17	5 014,80 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre d'activités de jour de Nicolet	270	St-Joseph	Nicolet	202	31-janv-18	17 410,38 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Agence de la santé et des services sociaux de la Mauricie et du Centre-du-Qc	550	Bonaventure	Trois-Rivières	2954	22-oct-16	160 762,39 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Point de service administratif CLSC	560	Notre-Dame	St-Tite	163	31-mars-17	14 045,71 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre d'activités de jour de La Tuque	753	boul. Ducharme	La Tuque	292	31-mars-17	27 372,08 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Entreposage	1005	St-Prosper	Trois-Rivières	65	31-mars-16	3 900,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	École de la jeune relève - secteur Shawinigan	2623	avenue Georges	Shawinigan	425	31-juil-17	49 189,50 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Location résidentielle	3225	Louis Pasteur #1	Trois-Rivières	N/D	30-juin-16	10 560,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Location résidentielle	3225	Louis-Pasteur #23	Trois-Rivières	N/D	30-juin-16	10 560,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre d'activités de jour Bellefeuille	4960, 4970, 4974	Bellefeuille	Trois-Rivières	320	30-juin-17	32 816,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Stationnement Centre-Famille-Enfant	640	rue Heriot	Drummondville	2200	21-sept-17	11 999,90 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre jeunesse de la Mauricie et du Centre-du-Québec	1337-1343	du Carmel	Trois-Rivières	648	31-mars-17	554 400,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Résidence	54	Nationale	Parent	1601	01-déc-15	52 000,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre de réadaptation Interval	80	St-Paul	Victoriaville	1601	01-sept-16	52 000,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	CRDITED MCQ	624-626	Dalcourt	Louiseville	683	31-oct-18	53 655,12 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	CSSS Énergie	500	5e Rue	Shawinigan	68	31-déc-17	3 600,00 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	CRDITED MCQ	255	Brock #242	Drummondville	50	30-juin-18	5 632,92 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	CRDITED MCQ	1755	St-Louis	Plessisville	279	26-août-62	22 884,84 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	CJE des Sources	315	rue Chassé	Asbestos	366	31-mai-16	36 501,60 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Équipe santé au travail Windsor	5	rue des Sources	Windsor	166,8	31-mai-16	25 170,12 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Atelier du Haut-Saint-François	53	rue Angus Sud	East Angus	342,5	31-mars-18	33 078,65 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Entrepôt	250	rue Principale Est	Magog	232,25	31-déc-16	8 724,01 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Centre d'activités de jour de Sherbrooke - Fairmount	1010	rue Fairmount	Sherbrooke	55	14-juin-16	18 597,60 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Point de service de Windsor	5	rue des Sources	Windsor	283	30-avr-17	42 282,24 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Atelier du Val-Saint-François	5	rue des Sources	Windsor	278	30-avr-17	42 754,04 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Centre d'activités de jour	109	rue St-Jacques Est	East Angus	N/D	31-oct-17	20 448,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Équipe santé au travail Sherbrooke	213	13e Avenue Nord	Sherbrooke	457,3	31-mars-18	82 812,50 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	mixte	213	13 e Avenue Nord	Sherbrooke	400	31-mars-18	77 086 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Services administratifs	3355	rue Collège	Sherbrooke	659	31-mars-18	48 342,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Loyer pour chirurgiens	3181	rue Baie des Sables	Lac-Mégantic	N/D	31-mai-18	13 620,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Appartement pour étudiants	357	rue St-Jean, app. 10	Cowansville	N/D	30-juin-18	6 240,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Appartement pour étudiants	357	rue St-Jean, app. 11	Cowansville	N/D	30-juin-18	5 580,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	CLSC Saint-Charles	162	rue St-Charles Sud	Granby	N/D	31-juil-18	6 660,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	CLSC de Saint-Joseph	270	rue Déragon	Granby	2320	30-avr-17	135 590,00 \$
CIUSSS de l'Estrie - CHUS	Clinique d'accès	369	rue Saint-Jacques	Granby	139,35	30-sept-18	45 876,00 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Ile-de-Montréal	Appartement supervisé Wilson	2291	av Wilson	Montréal	N/D	30-juin-16	13 080,00 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal		1405	Transcanadienne	Montréal	2125,62	31-janv-17	276 176,00 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	CLSC des Faubourgs	1200	av. Papineau	Montréal	1698	31-mars-15	518 705,04 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	CLSC des Faubourgs	1250	av. Sanguinet	Montréal	3655	31-mai-15	1 143 686,05 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	CAJ Crémazie	2651	boul. Crémazie Est	Montréal	340,3	31-déc-15	46 556,73 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	CLSC des Faubourgs	2187	rue Larivière	Montréal	396	03-juin-16	110 561,20 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	Services à la clientèle 0-17 ans	7100	boul. Champlain	Montréal	220	31-mars-17	N/D
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	Foyer de groupe pour JDA Léon-Ringuet	8430	boul. Gouin Est	Montréal	430	30-juin-17	35 931,36 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	RAC de Lanaudière	4475	rue de Lanaudière	Montréal	167	30-juin-18	25 836,00 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	Service de réadaptation sociale	2030	boul. Pie-IX, suite 218-220	Montréal	328	28-févr-19	59 653,36 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	Institut Raymond-Dewar	3600-3700	rue Berri	Montréal	8686,35	28-févr-19	1 122 015,83 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	Centre de coordination de services Bellechasse	4358	rue de Bellechasse	Montréal	353,12	31-mars-19	87 566,70 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Ile-de-Montréal	CSSS de la Montagne	6600	ch. Côte-des-Neiges	Montréal	992,3	31-mars-19	251 825,89 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Ile-Montréal	Place de la Pointe	13301	Sherbrooke	Montréal	431	30-avr-16	97 870,95 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Ile-Montréal	Foyer Belfroy	7390, 7390A, 7392	Belfroy	Montréal	391	30-juin-17	37 616,40 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Ile-Montréal	Clinique Anjou	7067	Beaubien Est	Montréal	398	31-mai-17	101 225,88 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Ile-Montréal	Centre de jour L'Avancée	6850	Sherbrooke E	Montréal	1101	15-juil-16	366 361,44 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Ile-Montréal	Centre de crise l'Entremise	3010	Pierre-Tétreault	Montréal	325	31-août-16	49 410,72 \$
CIUSSS du Nord-de-l'Ile-de-Montréal	Centre administratif (DRF et DRHDO)	6500	Boul. Henri-Bourassa Est	Montréal	1522,07	31-mai-16	264 992,39 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	Centre administratif (Finances et approvisionnement)	800	Chomedey	Laval	364	31-mars-16	81 477,76 \$
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	Clinique de pédopsychiatrie	2	Place Laval	Laval	333,3	30-nov-17	80 575,28 \$
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	Centre de service ambulatoire de santé mentale Garnier	7345	Garnier	Montréal	1341,75	30-juin-18	246 542,00 \$
CHUM	Clinique procréation assistée (transféré au CUSM)	888	Maisonneuve Est	Montréal	2870	31-déc-16	2 600 000,00 \$
CHUM	Old Brewery Soutien à l'itinérance (transféré au CIUSSS Centre-Sud)	904	Saint-Laurent	Montréal	153	31-déc-17	38 000,00 \$
CISSS de l'Outaouais	100-101 Mont-Bleu	100-101	Mont-Bleu	Gatineau	149	31-mars-18	10 223,93 \$
CISSS de l'Outaouais	POINT DE SERVICE EXTERNE VALLÉE-DE-LA-LIÈVRE	129	Joseph	Gatineau (Buckingham)	102	31-déc-16	18 530,34 \$
CISSS de l'Outaouais	133 rue Joseph	133	Joseph	Gatineau	302,12	31-juil-16	55 284,94 \$
CISSS de l'Outaouais	615-617 Avenue Buckingham	615-617	Avenue Buckingham	Gatineau	418	30-juin-17	60 401,00 \$
CISSS de l'Outaouais	TERRITOIRE DE GATINEAU	425	rue Lavérendrye Est	Gatineau	230	31-oct-16	67 861,50 \$
CISSS de l'Outaouais		23	Pharand	Hull	N/D	01-juil-15	24 000,00 \$
CISSS de l'Outaouais		116	King	Maniwaki	342	01-oct-17	101 095,20 \$
CISSS de l'Outaouais		175	Jean-René Monette		N/D	01-juin-15	N/D
CISSS de l'Outaouais	Résidence stagiaires en médecine	249	Jules-Bordet	Gatineau	5 et 1/2	30-juin-18	20 340,00 \$
CISSS de l'Outaouais	Hôpital de Maniwaki - Unité modulaire	309	Desjardins	Maniwaki	803,8	N/D	161 732,28 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	Serv. Ext. Déficience physique d'Amos	582	10e Avenue Ouest, suite 200	Amos	675	17-mars-17	87 244,00 \$
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	CLSC de Rochebaucourt	15	rue des Pins	Rochebaucourt	48,3	31-mars-17	3 960,60 \$
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	Sous-région de Ville-Marie	21	rue Notre-Dame de Lourdes # 107	Ville-Marie	333,49	28-févr-19	45 227,64 \$
CISSS de la Gaspésie	Entrepôt Mario Côté	832	Bellerive	Sainte-Anne-des-Monts	N/D	30-sept-15	10 347,72 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	52-C	3e Avenue Ouest	Sainte-Anne-des-Monts	app. 4 ½	01-déc-15	4 800,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	68-D	1re Avenue Ouest	Sainte-Anne-des-Monts	app. 3 ½	28-févr-16	6 000,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Chambres (4) MOI	185	route du Parc	Sainte-Anne-des-Monts	N/D	30-mai-16	19 200,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	185	route du Parc	Sainte-Anne-des-Monts	app. 4 ½	31-mai-16	19 200,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	91	1re Avenue Ouest	Sainte-Anne-des-Monts	app. 4 ½	01-juin-16	9 480,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	52-B	3e Avenue Ouest	Sainte-Anne-des-Monts	app. 4 ½	01-juin-16	4 800,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	35	rue Thériault	Sainte-Anne-des-Monts	app. 4 ½	30-juin-16	12 000,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	47	rue Thériault	Sainte-Anne-des-Monts	app. 4 ½	30-juin-16	10 879,32 \$
CISSS de la Gaspésie	Centre de réadaptation de la Gaspésie	41	boulevard Renard Est	Rivière-au-Renard	310	13-juil-16	60 307,40 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CISSS de la Gaspésie	Centre jeunesse	106	avenue du Port-Royal	Bonaventure	446	31-août-16	79 303,26 \$
CISSS de la Gaspésie	Centre de réadaptation de la Gaspésie - Carleton	314	boulevard Perron	Carleton	214	31-mars-17	40 035,12 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	46	rue Giroux	Chandler	N/D	30-juin-17	21 000,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Centre de réadaptation de la Gaspésie	328	Blv René-Lévesque Ouest	Chandler	886	31-juil-17	190 407,42 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	54	Rue Pointe-au-Geniève	Newport	N/D	30-juin-18	19 200,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	139	rue de la Plage	Chandler	app. 4 ½	31-juil-18	22 248,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Entrepôt	205	boulevard York Ouest	Grande-Rivière	2 locaux	31-août-18	2 687,20 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	45	rue de la Plage	Chandler	N/D	31-mars-19	14 400,00 \$
CISSS de la Gaspésie	Logements pour médecins dépanneurs	111	rue de la Plage	Chandler	N/D	31-mars-19	23 484,00 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Centre d'activités de jour de Montmagny-du-Palais-de-Justice	64	Palais de Justice	Montmagny	110	29-nov-16	11 478,42 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Centre d'activités de jour de Saint-Georges Lacroix	9006	Boulevard Lacroix, suite 125	Saint-Georges	186	31-mai-17	26 451,06 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Centre de réad. en alcoolisme et toxicomanie Chaudière-Appalaches (CRAD)	419 et 412	Dorimène Desjardins	Lévis	605	15-oct-17	135 042,00 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Logement pour stagiaire et spécialiste		25e Rue	St-Georges	N/D	30-juin-17	6 120,00 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Logement pour stagiaire et spécialiste	2615	118e Rue	St-Georges	N/D	30-juin-17	7 440,00 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Entrepôt CRDP	2055	de la Rive-Sud	St-Romuald	74,32	30-juin-16	5 600,00 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	Entrepôt	1200	avenue Bisson	Sainte-Marie	16,7	30-nov-16	2 511,00 \$
CISSS de Laval	CRDITED de Laval	34	Cartier Ouest	Laval	773,05	31-oct-16	110 576,99 \$
CISSS de Laval	Clinique externe Duvernay / St-Vincent de Paul (Psy.)	765	Roland Forget	Laval	309	30-juin-16	50 494,18 \$
CISSS de Lanaudière	Foyer de groupe La Passerelle	709	St-Marc	Joliette	347	14-sept-16	28 801,00 \$
CISSS de Lanaudière	Service de paie régionalisé	814	L'Ange-Gardien	L'Assomption	255,48	30-nov-17	53 093,85 \$
CISSS de Lanaudière	Clinique des jeunes / santé dentaire	1273	Des Seigneurs	Terrebonne	239	31-déc-17	60 687,36 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CISSS de Lanaudière	Centre de Réadaptation La Myriade de Repentigny - Notre-Dame	784	Notre-Dame	Repentigny	547,84	31-mars-16	105 705,60 \$
CISSS de Lanaudière	CLSC Chertsey, point de service Rawdon	4046	Queen	Rawdon	112	31-déc-15	22 476,16 \$
CISSS des Laurentides	Santé au travail en entreprise	161	de la Gare	Saint-Jérôme	260,59	30-juin-17	59 901,82 \$
CISSS des Laurentides	CPEJ et services externes de Sainte-Thérèse	6	de l'Église	Sainte-Thérèse	220,2	29-févr-16	39 155,96 \$
CISSS des Laurentides	Centre de réadaptation en dépendances des Laurentides	293	de Villemure	Saint-Jérôme	230,58	30-août-16	56 330,69 \$
CISSS des Laurentides	CPEJ et services externes de Deux-Montagnes	333	Antonin-Campeau	Deux-Montagnes	2296	30-juin-16	230 626,80 \$
CISSS des Laurentides	Anciens locaux de l'Agence	500	des Laurentides	Saint-Jérôme	695	09-janv-17	109 810,00 \$
CISSS des Laurentides	Résidence médecin Dr Franck Fabro	340	chemin des Cyprès	Nomingue	N/D	31-août-17	18 000,00 \$
CISSS des Laurentides	Résidence médecin Julie Racine	1364	Tour-du-Lac-des-Iles	Mont-Laurier	N/D	30-sept-17	18 000,00 \$
CISSS des Laurentides	233 rue St-Vincent	233	Saint-Vincent	Ste-Agathe-des-Monts	739	31-mars-16	158 793,48 \$
CISSS des Laurentides	Centre du Florès - Bureaux administratifs de Sainte-Agathe et centre de jour	201	Rue St-Vincent	Sainte-Agathe	559	31-août-16	70 920,33 \$
CISSS des Laurentides	Centre du Florès - Centre multi-services Rivière-Rouge	624	Rue de l'Annonciation Nord	Rivière-Rouge	479	31-juil-17	88 758,70 \$
CISSS des Laurentides	Entrepôt Bois CM Caux inc.	212	Poirier	St-Eustache	167,22	30-nov-15	23 999,41 \$
CISSS des Laurentides	Unités de vie Sainte-Sophie	225	Chemin du Lac-Bertrand	Sainte-Sophie	83,6	30-sept-17	10 800,28 \$
CISSS des Laurentides	MAC-Argenteuil	7	d'Argenteuil	Lachute	149	31-mai-15	26 656,10 \$
CISSS des Laurentides	CH Saint-Jérôme	290	de Martigny	Saint-Jérôme	N/D	31-juil-16	6 525,00 \$
CISSS des Laurentides	Centre du Florès	342	chemin de la Grande-Côte	Saint-Eustache	207,9	30-avr-16	30 544,67 \$

Baux non-renouvelés depuis entre avril 2015 et mars 2019

Nom de l'établissement	Nom de l'installation	Numéro civique	Rue	Ville	Superficie (m ²)	Date de fin	Loyer annuel
CISSS des Laurentides	CSSS Lac-des-Deux-Montagnes	111-115	Saint-Laurent	Saint-Eustache	709,32	30-juin-16	13 284,00 \$
CISSS des Laurentides	CSSS Antoine-Labelle	1023	Boileau	Rivière-Rouge	35,12	31-mars-17	5 868,00 \$
CISSS des Laurentides	Stationnement Mont-Tremblant	945	St-Jovite	Mont-Tremblant	25	30-juin-18	11 626,00 \$
CISSS des Laurentides	SAT (Santé au travail en entreprise)	471	Chasles	Mont-Laurier	132	31-oct-18	29 873,67 \$
CISSS des Laurentides	Centre de protection de l'enfance et de la jeunesse d'Oka	118	Notre-Dame	Oka	151	28-févr-19	24 097,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Centre multiservices de Waterloo	400	rue Bernard	Waterloo	1588	31-oct-15	124878,18
CISSS de la Montérégie-Ouest	Centre d'activités Saint-Alexandre	433C	St-Denis	Saint-Alexandre	170	31-janv-17	35 071,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Santé au travail Valleyfield	825	Mgr Langlois	Salaberry-de-Valleyfield	400	30-juin-16	109 444,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Centre d'activités de jour de Longueuil - Lyon	3065 - 3069	de Lyon	Longueuil	348	31-déc-17	43 838,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Centre d'activités de jour de St-Hubert - Grande-Allée	3255	boul. Grande-Allée	St-Hubert	232	30-juin-17	56 944,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Point de service externe Brossard	6955	boulevard Taschereau	Brossard	199	31-déc-16	43 911,32 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Santé au travail	87b	Marie-Victorin, RC local B3	Candiac	400	30-juin-16	109 444,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Point de service Candiac	87b	Marie-Victorin, RC local B2	Candiac	145,73	30-juin-16	33 572,00 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	Clinique externe de santé mentale jeunesse-adulte	181	Victoria	Salaberry-de-Valleyfield	710,13	30-sept-18	113 336,75 \$
CISSS de la Montérégie-Est	CSRE et bureau de St-Hubert	1400	Edouard	St-Hubert	756,23	30-avr-16	192 407,60 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 36

Coûts associés à la mise en œuvre du projet de loi 10, pour le MSSS et pour les établissements, notamment :

- a. le changement de nom, de logo, de papeterie, de signalétique des établissements;
- b. l'embauche de personnes-ressources pour accompagner les établissements dans la gestion du changement;
- c. les sommes versées aux membres du personnel ayant perdu ou quitté leur poste, notamment pour des indemnités de départ, des allocations de transition et des retraites anticipées;
- d. tout autre coût de transition lié à l'entrée en vigueur du projet de loi 10.

RÉPONSE NO 36

Les économies totales ont été de 220 M\$ et ont été réparties sur 3 ans.

Depuis 2017-2018 : 220 M\$ d'économies récurrentes.

Aucune somme n'a été dépensée au chapitre de l'embauche de personnes-ressources sur le budget du ministère.

L'information sur les montants versés au personnel d'encadrement est fournie à la question 33 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

QUESTION NO 37

Concernant l'intégration des systèmes informatiques, informationnels et de l'ensemble des infrastructures en technologie de l'information liés à l'abolition des agences de santé et de l'entrée en vigueur du projet de loi 10 :

- a. nombre de systèmes à intégrer;
- b. échéancier de l'intégration;
- c. coûts estimés de l'intégration.

RÉPONSE NO 37

L'adoption du projet de loi 10 est le point de départ de l'action ministérielle pour les ressources informationnelles, plus particulièrement :

- Optimiser l'organisation de services;
- Améliorer l'accès aux services;
- Soutenir la pertinence des soins;
- Implanter le financement axé sur le patient;
- Rationaliser les technologies de l'information;
- A priori, un seul système par domaine d'affaires pour le Québec;
- Indépendance envers les fournisseurs.

Depuis juillet 2015, le MSSS impose un moratoire sur toute démarche et projet visant l'acquisition, le développement ou l'évolution d'un système informatique en lien avec la gestion des activités cliniques, administratives et financières des établissements, incluant les systèmes comptables et d'approvisionnement.

Le Ministère a annoncé aux établissements, en décembre 2015, son orientation stratégique en technologie de l'information : des systèmes d'information unifiés. Le Ministère travaille actuellement à la mise en œuvre de son orientation stratégique avec le réseau et ses partenaires.

En 2018-2019, l'état d'avancement des projets d'unification à l'étude ou ayant débutés est le suivant :

- Dossier clinique informatisé (DCI) : positionnement des établissements en cours ;
 - Coût par parcours de soins et de services (CPSS) : en déploiement ;
 - Système d'information unifié d'index patient organisationnel (IPO) : en déploiement ;
 - Système d'information unifié d'agent d'intégration : en déploiement ;
 - Système d'information unifié de numérisation : en déploiement ;
 - Système d'information unifié en endoscopie : en déploiement ;
 - Système d'information unifié de laboratoire : banc d'essai, à la suite d'un appel d'offres publics ;
 - Système d'information unifié pour l'accès priorisé aux soins et services (APSS) et de rendez-vous : en dossier d'affaires ;
-

- Système d'information unifié en ressources humaines volet santé et sécurité au travail : appel d'offres en cours ;
- Système d'information unifié en ressources humaines et de la paie : dossier d'affaires en cours ;
- Système d'information unifié en gestion des finances et de l'approvisionnement : dossier d'affaires en cours ;
- Système d'information unifié de laboratoire d'anatomopathologie : devis en cours de rédaction ;
- Système d'information unifié en pharmacie : dossier d'affaires en cours ;
- Système d'information unifié d'intelligence d'affaire : dossier d'affaires en cours.

Les projets de déploiement locaux sont financés à même les budgets disponibles en réaménageant les priorités. Quant aux travaux pour le FAP, tel qu'indiqué au Plan économique du Québec de mars 2017 en page A.44, le financement des travaux a été prévu notamment par la Provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé du ministère des Finances.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 38

Effectifs affectés au MSSS et aux établissements : budget, nombre de ETC et nombre de médecins (de famille et spécialistes), par région.

RÉPONSE NO 38

Depuis le 1^{er} avril 2016, l'unité de mesure utilisée pour le contrôle et le suivi des effectifs au MSSS est l'heure rémunérée, suivant une décision du conseil du Trésor du 17 mai 2016. Les données préliminaires de consommation d'heures rémunérées en date du 28 février 2018 est de 1 643,78 milliers d'heures. Cette donnée inclut le personnel du FRISSSS et du Commissaire à la santé et au bien-être.

Les informations sur les effectifs des établissements du réseau sont disponibles à l'adresse suivante (onglet A du document « Portrait du personnel des établissements publics et privés conventionnés du réseau de la santé et des services sociaux ») :

<http://www.msss.gouv.qc.ca/professionnels/statistiques-donnees-services-sante-services-sociaux/ressources-humaines/>

Budget de rémunération figurant au livre des crédits 2018-2019 pour le MSSS : 71 264 400 \$.

Source : SCT – Budget de dépenses 2018-2019

Budget de rémunération 2018-2019 pour le FRISSSS est de : 26 573 908 \$.

Source : Directrice des services administratifs - informatique

Le budget de rémunération des médecins est prévu aux états financiers de la RAMQ.

Nombre de ETC et nombre de médecins selon la région, 2017-2018

Région	Nombre de ETC ¹			Nombre de médecins ²		
	Omni.	Spec.	Total	Omni.	Spec.	Total
01 Bas-Saint-Laurent	255	211	466	279	245	524
02 Saguenay - Lac-St-Jean	330	262	592	357	295	652
03 Capitale-Nationale	802	1 224	2 026	912	1 277	2 189
04 Mauricie et Centre-du-Québec	531	455	986	564	468	1 032
05 Estrie	504	568	1 072	574	635	1 209
06 Montréal	1 987	3 646	5 633	2 239	4 257	6 496
07 Outaouais	375	263	638	420	279	699
08 Abitibi-Témiscamingue	191	131	322	213	146	359
09 Côte-Nord	159	67	226	162	79	241
10 Nord-du-Québec	42	10	51	38	6	44
11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	174	89	264	204	113	317
12 Chaudière-Appalaches	421	331	753	437	370	807
13 Laval	384	295	679	389	320	709

14 Lanaudière	425	317	742	458	349	807
15 Laurentides	517	380	897	589	395	984
16 Montérégie	1 134	968	2 101	1 246	1 073	2 319
17 Nunavik	45	6	51	45	4	49
18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	72	5	77	73	4	77
Total	8 349	9 228	17 577	9 199	10 315	19 514

Source : MSSS, Données budgétaires 2017-2018 de la RAMQ

¹ Les ETC sont calculés en divisant les revenus du médecin par une moyenne de revenu.

² Un médecin est comptabilisé si sa rémunération est supérieure à 5 000 \$ et est considéré installé dans la région où il a facturé la majorité de ses revenus.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 39

Effectifs en prêt de services : nombre de ETC et sources de financement.

RÉPONSE NO 39

La réponse à cette question est fournie à la question n° 22 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 40

Nombre d'infirmières, d'infirmières auxiliaires, d'IPS et de préposés aux bénéficiaires à temps plein et à temps partiel dans le réseau de la santé et des services sociaux, au total ainsi que par région et par établissement, au 31 mars 2018 et au 31 mars 2019.

RÉPONSE NO 40

La réponse à cette question est fournie à la question 150 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 41

Sommes dépensées pour la rémunération du personnel soignant autre que des médecins, par catégorie d'emploi, en 2018-2019.

RÉPONSE NO 41

La réponse à cette question est fournie à la question 151 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 42

Ventilation des primes octroyées aux professionnels de la santé autres que des médecins en 2018-2019, par catégorie d'emploi.

RÉPONSE NO 42

La réponse à cette question est fournie à la question 152 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 43

Plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille et plans d'effectifs médicaux (PEM) en spécialité pour chaque spécialité, par région, par établissement et par réseau local de services (RLS).

RÉPONSE NO 43

La réponse à cette question est fournie à la question no 23 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 44

Titres d'emploi en veille ou jugés vulnérables dans le réseau de la santé, déficit projeté de main-d'œuvre et effectif requis – ventilés par région.

RÉPONSE NO 44

La réponse à cette question est fournie à la question 24 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 45

Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, des CISSS, des CIUSSS et des établissements non fusionnés.

RÉPONSE NO 45

La réponse est fournie à la question no 25 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 46

Budget d'opération et effectif, par catégorie d'emploi et par établissement, dédiés aux centres jeunesse, aux centres de réadaptation en déficience physique (CRDP), aux centres de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement (CRDITED) et aux centres de réadaptation en dépendance.

RÉPONSE NO 46

La réponse est fournie à la question no 25 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 47

Ventilation de l'annualisation des nouveaux services implantés au cours des trois dernières années par programme, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 47

La réponse à cette question est fournie dans le *Plan budgétaire du Québec de mars 2019*.

Pour ce qui est de la demande de répartition par région et par établissement, cette information n'est pas disponible.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 48

Coût de l'administration du réseau de la santé et des services sociaux :

- a. Montant total;
- b. MSSS;
- c. CISSS et CIUSSS par mission / direction / programme-service;
- d. Établissements non fusionnés par mission / direction / programme-service.

RÉPONSE NO 48

La réponse à cette question est fournie à la question n° 26 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 49

Ventilation des dépenses autres que salariales et des revenus.

RÉPONSE NO 49

La réponse à cette question est fournie à la question n° 27 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 50

Ventilation des coûts de système par programme ou poste de dépenses, plus précisément : à combien sont estimés les coûts de système pour maintenir les programmes et les services actuels?

RÉPONSE NO 50

La réponse à cette question est fournie à la question n° 28 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 51

Pour les chirurgies, coûts par région et par type d'intervention :

- a. hanche;
- b. genou;
- c. cataracte;
- d. bariatrique;
- e. autre.

RÉPONSE NO 51

La réponse à cette question est fournie à la question n° 204 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 52

Nombre de chirurgies réalisées, par type de chirurgie, par établissement et par année, au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 52

La réponse à cette question est fournie à la question n° 205 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 53

Nombre de chirurgies pratiquées dans le privé au service du public sans frais pour les patients en 2017-2018 et en 2018-2019.

RÉPONSE NO 53

La réponse à cette question est fournie à la question n° 206 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 54

Pour chaque type de chirurgie, incluant notamment la chirurgie de la cataracte et la neurochirurgie, par région et par établissement, en 2017-2018 et en 2018-2019 :

- a. Coût moyen;
- b. Durée moyenne de séjour;
- c. Nombre de chirurgies effectuées.

RÉPONSE NO 54

La réponse à cette question est fournie à la question n° 207 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 55

Pour les 3 dernières années, les dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300), par région et par établissement.

RÉPONSE NO 55

Dépenses d'administration générale Centre d'activités 7300	
Région	2017-2018
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	31 085 709
RSS 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	38 192 486
RSS 03 Capitale-Nationale	107 203 967
RSS 04 Mauricie et Centre-du-Québec	64 570 779
RSS 05 Estrie	56 383 875
RSS 06 Montréal	361 018 433
RSS 07 Outaouais	36 375 703
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	27 687 589
RSS 09 Côte-Nord	19 282 509
RSS 10 Nord-du-Québec	5 471 125
RSS 11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	16 497 897
RSS 12 Chaudière-Appalaches	46 103 576
RSS 13 Laval	34 756 021
RSS 14 Lanaudière	32 862 602
RSS 15 Laurentides	49 368 853
RSS 16 Montérégie	118 886 651
RSS 17 Nunavik	20 465 378
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	18 972 709
TOTAL QUÉBEC	1 085 185 862

La réponse est fournie en annexe.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020 - QUESTIONS PARTICULIÈRES DE LA TROISIÈME OPPOSITION

RÉPONSE NO 55

Dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300)

RSS	CORPO	Nom CISSS / CIUSSS	2017-2018
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent	31 085 709
2	11045127	CIUSSS du Saguenay Lac St-Jean	37 866 507
2	23182884	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-FRANÇOIS INC.	325 979
3	11045051	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	35 351 394
3	11045135	CIUSSS de la Capitale Nationale	58 252 595
3	13027073	CENTRE D'HÉBERGEMENT DU BOISÉ LTÉE	653 065
3	13623616	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UL	10 071 224
3	25457094	HÔPITAL STE-MONIQUE INC.	377 010
3	27508456	CENTRE D'HÉBERGEMENT ST-JEAN-EUDES INC.	1 209 548
3	28694321	CENTRE HOSPITALIER ST-FRANÇOIS INC.	140 033
3	51230175	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN DES MONTAGNES	666 565
3	54583091	CHSLD VIGI SAINT-AUGUSTIN	482 533
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	63 952 657
4	29490414	FOYER SAINTS-ANGES DE HAM-NORD INC.	233 816
4	51225563	CHSLD VIGI LES CHUTES	384 306
5	11045150	CIUSSS de L'Estrie-Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke	55 633 012
5	51225993	SANTÉ COURVILLE DE WATERLOO	141 702
5	51230506	CHSLD VIGI SHERMONT	353 218
5	51233104	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-LA-ROSE-BLANCHE	397 645
6	11042280	CENTRE LE CARDINAL INC.	821 768
6	11042918	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	36 033 756
6	11044823	CENTRE D'HÉBERGEMENT DE LA MAISON-SAINT-JOSEPH INC.	677 301
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	42 285 431
6	11045176	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	35 053 279
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	58 230 806
6	11045192	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	40 317 423
6	11045200	CIUSSS de L'Est-de-l'Île-de-Montréal	55 681 645
6	11755501	CHSLD PROVIDENCE NOTRE-DAME DE LOURDES INC.	1 783 158
6	12114922	ATELIER LE FIL D'ARIANE INC.	175 602
6	12326849	RÉSIDENCE ANGÉLICA	2 015 963
6	12366043	C.H.S.L.D. BAYVIEW INC.	536 263
6	12383907	RÉSIDENCE BERTHIAUME-DUTREMBLAY	1 855 749
6	12431656	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	7 412 898
6	12452645	HÔP. MARIE-CLARAC DES SOEURS DE CHARITÉ DE STE-MARIE	2 255 726
6	12453676	CLINIQUE COMMUNAUTAIRE DE POINTE ST-CHARLES	1 065 620
6	12562179	MAISON ÉLIZABETH	465 319
6	12599213	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	34 338 024
6	12652384	HAVRE-JEUNESSE	240 178
6	12694659	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	18 349 614
6	12797577	INSTITUT PHILIPPE-PINEL DE MONTRÉAL	2 846 524
6	13000732	LES CÈDRES-CENTRE D'ACCUEIL POUR PERSONNES ÂGÉES	389 862
6	13506472	HÔPITAL SHRINERS POUR ENFANTS (QUÉBEC) INC.	3 483 158
6	15103658	CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.	1 267 023
6	29530060	CHSLD BOURGET INC.	617 056
6	29530078	CHSLD BUSSEY (QUÉBEC) INC.	297 512
6	29732187	VILLA MÉDICA INC.	3 031 377
6	51218162	CHSLD LE ROYER	349 920
6	51225407	CHSLD VIGI REINE-ÉLIZABETH	863 334
6	51227957	CHSLD SAINT-GEORGES	2 232 866
6	51232627	CHSLD VIGI MARIE-CLARET	396 354
6	51234003	CENTRE D'HÉBERGEMENT SAINT-VINCENT-MARIE INC.	601 915
6	51234300	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-GOUIN	731 238
6	54583208	CHSLD VIGI DE DOLLARD-DES-ORMEAUX	840 823
6	54583232	CHSLD VIGI DE PIERREFONDS	375 064
6	54982822	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN - MARIE-VICTORIN	1 864 641
6	55477988	CHSLD VIGI DE MONT-ROYAL	1 234 243
7	11045218	CISSS de L'Outaouais	35 086 398
7	51223311	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN GATINEAU	647 282
7	51223329	CHSLD VIGI DE L'OUTAOUAIS	642 023
8	11045226	CISSS de L'Abitibi-Témiscamingue	27 687 589
9	11043866	CLSC NASKAPI	658 717
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord	18 623 792
10	11042686	Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James	5 471 125
11	11044088	CISSS des Îles	3 094 862
11	11045242	CISSS de la Gaspésie	13 403 035
12	11045333	CISSS de Chaudière-Appalaches	42 842 439
12	13317037	PAVILLON BELLEVUE INC.	415 087
12	26370254	CENTRE D'ACCUEIL SAINT-JOSEPH DE LÉVIS INC.	928 347
12	51224921	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN - CHANOINE-AUDET	684 142
12	51232122	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-L'ASSOMPTION	676 618
12	51232619	CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE	205 068
12	54601018	CHSLD VIGI NOTRE-DAME-DE-LOURDES	351 875
13	11045267	CISSS de Laval	30 777 710
13	12825188	RÉSIDENCE RIVIERA INC.	827 051
13	13625587	MANOIR ST-PATRICE INC.	548 262
13	51223204	CHSLD VIGI L'ORCHIDÉE BLANCHE	696 672
13	51230183	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN SAINT-FRANÇOIS	339 351
13	51233997	CHSLD SAINT-JUDE	1 029 278
13	53956983	SANTÉ COURVILLE DE LAVAL	537 697
14	11043791	CHSLD DE LA CÔTE BOISÉE INC.	1 144 180
14	11045275	CISSS de Lanaudière	30 077 180
14	12653192	CHSLD HEATHER INC.	634 708
14	51223337	CHSLD VIGI YVES-BLAIS	550 314
14	51230217	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN LE CHÂTEAU	456 220
15	11045283	CISSS des Laurentides	47 851 397
15	51223303	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN-DE-LA-VILLA-SOLEIL	1 085 523
15	51231215	CHSLD VIGI DE DEUX-MONTAGNES	431 933

RÉPONSE NO 55

Dépenses d'administration générale (centre d'activités 7300)

RSS	CORPO	Nom CISSS / CIUSSS	2017-2018
16	11045291	CISSS de la Montérégie-Centre	33 268 558
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est	45 685 557
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest	32 652 964
16	13578448	ACCUEIL DU RIVAGE INC.	383 691
16	27368703	CENTRE D'ACCUEIL MARCELLE FERRON INC.	2 231 708
16	28609360	RÉSIDENCE SOREL-TRACY INC.	415 333
16	51223345	CHSLD VIGI DE BROSSARD	468 058
16	51230209	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN JEAN-LOUIS LAPIERRE	538 523
16	51232635	CENTRE D'HEBERGEMENT CHAMPLAIN DES POMMETIERS	942 253
16	54661442	CHSLD VIGI DE MONTÉRÉGIE	467 381
16	54780366	CENTRE HOSP. KATERI MEMORIAL-TEHSAKOTITSEN : THA	1 037 512
16	54982830	CENTRE D'HÉBERGEMENT CHAMPLAIN CHÂTEAUGUAY	653 411
17	12730628	CENTRE DE SANTÉ TULATTAVIK DE L'UNGAVA	5 893 059
17	14665293	RRSSS Nunavik	7 654 959
17	18456327	CENTRE DE SANTÉ INUULITSIVIK	6 917 360
18	16258899	CONSEIL CRI DE LA SANTÉ ET SERV. SOC. DE LA BAIE-JAMES	18 972 709
Total			1 085 185 862

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 56

Liste d'attente pour une chirurgie d'un jour, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 56

La réponse à cette question est fournie à la question n° 208 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 57

Liste d'attente pour une chirurgie bariatrique, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 57

La réponse à cette question est fournie à la question n° 209 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 58

Liste d'attente pour une chirurgie oncologique, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 58

La réponse à cette question est fournie à la question n° 328 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 59

Délais pour les chirurgies, par région :

- a. Cancer colorectal;
- b. Cancer du sein;
- c. Cancer de la prostate;
- d. Cancer du poumon;
- e. Cancer de la peau;
- f. Cancer des glandes salivaires.

RÉPONSE NO 59

La réponse à cette question est fournie à la question n° 211 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 60

Nombre de patients en attente hors des délais médicalement acceptables par mois, par type de chirurgie et au total en 2018-2019, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 60

La réponse à cette question est fournie à la question n° 212 des questions particulières de l'Opposition officielle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 61

Délais par région et par établissement pour obtenir les résultats d'un test Pap, en 2014-2015, en 2015-2016, en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019.

RÉPONSE NO 61

Le deuxième exercice de mesure de temps de réponse pour le test Pap pour tous les établissements de la province a été effectué au début de l'année 2017. Le troisième exercice de mesure de temps de réponse pour le test Pap pour toutes les grappes de laboratoire de la province a été effectué au début de l'année 2018. Les grappes ont fourni a posteriori les données de tous les cas reçus du 1^{er} au 30 avril 2017 inclusivement. Ce sont les dernières données disponibles dont l'analyse est complétée. La cible ministérielle recommandée par le comité ministériel en anatomopathologie du ministère de la Santé et des Services sociaux est que 80 % des tests Pap doivent respecter un temps de réponse de 60 jours ouvrables.

Voici le tableau de la compilation des données par établissement et par installation ayant un laboratoire d'anatomopathologie effectuant les tests Pap en 2017 :

Établissement	Installation	Nombre de cas mesuré	% de cas respectant le temps de réponse cible
01 – CISSS du Bas-Saint-Laurent	Centre hospitalier régional du Grand-Portage	603	100 %
	Hôpital régional de Rimouski	19	100 %
02 – CIUSSS du Saguenay– Lac-Saint-Jean	Hôpital d'Alma	323	99 %
	Hôpital de Chicoutimi	1 376	97 %
03 – CHU de Québec – Université Laval	Hôpital du Saint-Sacrement	4 829	100 %
04 – CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	Centre hospitalier régional de Trois-Rivières	933	100 %
	Hôpital du Centre-de-la-Mauricie	498	100 %
	Hôpital Sainte-Croix	792	100 %
	Hôtel-Dieu d'Arthabaska	842	100 %
05 – CIUSSS de l'Estrie – CHUS	CHUS	1 869	100 %
	Hôpital de Granby	953	38 %
06 – Centre hospitalier de l'Université de Montréal	CHUM	2 953	100 %
06 – Centre universitaire de Santé McGill	CUSM (site Glen adulte)	3 161	100 %
06 – CHU Sainte-Justine	CHU Sainte-Justine	166	100 %

Établissement	Installation	Nombre de cas mesuré	% de cas respectant le temps de réponse cible
06 – CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	Hôpital Maisonneuve-Rosemont	1 662	22 %
	Hôpital Santa Cabrini	755	100 %
06 – CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	Centre hospitalier de St. Mary	0	0 %
06 – CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	Hôpital de Verdun	1 393	100 %
06 – CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal	1 860	100 %
	Hôpital Jean-Talon	668	6 %
07 – CISSS de l'Outaouais	Hôpital de Gatineau	1 810	100 %
08 – CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	Hôpital de Val-d'Or	1 060	100 %
12 – CISSS de Chaudière-Appalaches	Hôpital de Saint-Georges	1 015	99 %
	Hôtel-Dieu de Lévis	1 203	99 %
13 – CISSS de Laval	Hôpital de la Cité-de-la-Santé	2 391	35 %
14 – CISSS de Lanaudière	Centre hospitalier régional de Lanaudière	880	100 %
	Hôpital Pierre-Le Gardeur	1 923	17 %
15 – CISSS des Laurentides	Hôpital de Saint-Eustache	777	100 %
	Hôpital régional de Saint-Jérôme	2 062	99 %
16 – CISSS de la Montérégie-Centre	Hôpital Charles-Le Moyne	2 262	100 %
	Hôpital du Haut-Richelieu	1 072	100 %
16 – CISSS de la Montérégie-Est	Hôpital Honoré-Mercier	1 372	98 %
	Hôpital Pierre-Boucher	1 493	100 %
16 – CISSS de la Montérégie-Ouest	Centre hospitalier Anna-Laberge	1 111	94 %
	Hôpital du Suroît	827	99 %
Totaux Québec		46 913	87 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 62

État de situation et ventilation des 15 millions annoncés dans le budget 2017-2018 ainsi que des 8,6 millions annoncés le 11 février 2018 pour les chirurgies.

RÉPONSE NO 62

En 2017-2018, le ministère de la Santé et des Services sociaux a financé un montant de 218,1 M\$ pour la production chirurgicale supplémentaire.

Financement par région
pour le programme d'accès à la chirurgie
pour l'année 2017-2018

Région	Montant (en millions de \$)
Bas-Saint-Laurent	5,7
Saguenay – Lac-Saint-Jean	5,2
Capitale-Nationale	29,8
Mauricie-et-Centre-du-Québec	12,0
Estrie	13,7
Montréal	55,1
Outaouais	7,5
Abitibi-Témiscamingue	1,4
Côte-Nord	2,3
Nord-du-Québec	0,0
Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine	2,1
Chaudières-Appalaches	12,2
Laval	4,7
Lanaudière	15,9
Laurentides	18,3
Montréal	32,0
Total	218,1

De plus, un montant de 18,3 M\$ a été versé en 2017-2018 pour la production chirurgicale et sous scopie pour les trois cliniques privées du projet expérimental de comparaison des coûts liés aux chirurgies et aux procédures sous scopie.

Par ailleurs, le budget 2017-2018 ajoutait 15 M\$ en chirurgie pour en augmenter l'accès, particulièrement en chirurgie d'un jour, et réduire les listes d'attente.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 63

Nombre d'otites diagnostiquées au total chez des enfants de moins de 10 ans, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 63

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 64

Nombre d'infections urinaires diagnostiquées, par région et par établissement

RÉPONSE NO 64

Ces données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 65

Revenus provenant d'autres organismes :

- a. Contribution de Loto-Québec pour les joueurs pathologiques et les PAPA;
- b. Paiement de la CSST à la RAMQ pour les accidentés du travail.

RÉPONSE NO 65

La réponse à cette question est fournie à la question n° 29 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 66

Transferts fédéraux pour la santé au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 66

La réponse à cette question est fournie à la question n° 30 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 67

Liste des consultations menées par le ministère et les organismes auprès des communautés autochtones en 2018-2019.

- a. l'objet des consultations;
- b. le moyen utilisé;
- c. les dates des rencontres;
- d. les communautés et les personnes consultées;
- e. les résultats des consultations;
- f. les montants afférents.

RÉPONSE NO 67

La réponse à cette question est fournie à la question n°31 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 68

Le nombre de postes de résidence (autorisés, comblés et non comblés) en médecine familiale et en spécialité, par année, en 2018-2019 et les estimations pour 2019-2020.

RÉPONSE NO 68

La réponse à cette question est fournie à la question 185 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 69

Le nombre de médecins et d'infirmières qui ont pris leur retraite en 2016-2017, en 2017-2018 et en 2018-2019.

RÉPONSE NO 69

Pour les médecins, la réponse à cette question est fournie à la question 186 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Pour les infirmières, la réponse à cette question est fournie à la question 155 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 70

Coût de formation d'un médecin, d'une infirmière et d'une infirmière praticienne spécialisée.

RÉPONSE NO 70

Cette question doit être adressée au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 71

Indiquer, par région et par établissement :

- a. le nombre total d'infirmières nécessaires pour combler les besoins;
 - b. le nombre total d'infirmières praticiennes spécialisées nécessaires pour combler les besoins;
 - b. le nombre total de médecins omnipraticiens nécessaires pour combler les besoins;
 - c. le nombre total de médecins spécialistes nécessaires pour combler les besoins;
 - d. le nombre total d'infirmières auxiliaires nécessaires pour combler les besoins;
 - e. le nombre total de préposés aux bénéficiaires nécessaires pour combler les besoins;
 - f. le nombre total d'inhalothérapeutes nécessaires pour combler les besoins.
-

RÉPONSE NO 71

La réponse à cette question est fournie à la question 160 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 72

Nombre d'infirmières praticiennes en pratique, par spécialité et par établissement.

RÉPONSE NO 72

La réponse à cette question est fournie à la question n° 156 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 73

Nombre de postes d'infirmière praticienne qui ne sont présentement pas comblés, par spécialité et par établissement.

RÉPONSE NO 73

La réponse à cette question est fournie à la question n° 157 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 74

Nombre d'infirmières praticiennes en formation, par spécialité, par année de début de leur formation et par institution d'enseignement supérieur.

RÉPONSE NO 74

La réponse à cette question est fournie à la question n° 158 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 75

Nombre d'infirmières praticiennes qui ont gradué et débuté leur pratique au cours de l'année 2018-2019.

RÉPONSE NO 75

La réponse à cette question est fournie à la question n° 159 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 76

Nombre d'admissions en médecine, en pharmacie et dans les sciences infirmières au cours des dix dernières années, par année et par institution d'enseignement supérieur.

RÉPONSE NO 76

La réponse à cette question est fournie aux questions 175 et 187 des questions particulières en Santé et Services sociaux de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 77

Bilan complet de l'implantation des GMF au 31 mars 2019 (nombre de GMF accrédités par région et au total, nombre de demandes en attente, objectifs d'accréditation d'ici le 31 mars 2020, coûts récurrents et non récurrents, évaluation de la formule, etc.).

RÉPONSE NO 77

La réponse à cette question est fournie à la question n° 289 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 78

Nombre et pourcentage de GMF qui respectent leur entente au 31 mars 2019 :

- a. quant aux heures d'ouverture;
- b. quant au nombre de patients inscrits.

RÉPONSE NO 78

La réponse à cette question est fournie à la question n° 290 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 79

Nombre et pourcentage de GMF qui ont, au 31 mars 2019, un taux d'assiduité de :

- a. 80 % et plus;
 - b. 79 à 79,9 %;
 - c. 78 à 78,9 %;
 - d. 77 à 77,9 %;
 - e. 76 à 76,9 %;
 - f. 75 à 75,9 %;
 - g. 70 à 74,9 %;
 - h. moins de 70 %.
-

RÉPONSE NO 79

La réponse à cette question est fournie à la question n° 291 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 80

Nombre de lits de courte durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 80

La réponse à cette question est fournie à la question n° 293 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 81

Nombre de lits de longue durée, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 81

La réponse à cette question est fournie à la question n° 292 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 82

Nombre de lits en ressource de type familial, par région et par établissement, pour les cinq dernières années.

RÉPONSE NO 82

La réponse à cette question est fournie à la question n° 246 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 83

Taux d'occupation des lits dans chacun des établissements du réseau de la santé et des services sociaux par établissement, par région et au total.

RÉPONSE NO 83

La réponse à cette question est fournie à la question n° 295 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 84

Montant payé par des centres hospitaliers à des cliniques privées avec médecins non participants pour des soins donnés à des clients de ces cliniques privées :

- a. Montant total pour le Québec ;
- b. Montant payé par établissement.

RÉPONSE NO 84

La réponse à cette question est fournie à la question n° 297 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 85

Liste des établissements ayant signé des ententes avec des cliniques privées de chirurgie ou d'ophtalmologie et le nom des cliniques concernées, ainsi que les sommes versées aux cliniques. Sommes spécifiques pour les frais d'administration.

RÉPONSE NO 85

La réponse à cette question est fournie à la question n° 298 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 86

Pour chaque année depuis 2012 :

- a. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'une ou de plusieurs supercliniques;
- b. Nombre de radiologistes qui sont actionnaires d'un ou de plusieurs GMF-Réseau.

RÉPONSE NO 86

Les données ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 87

État de situation concernant les revenus provenant de la tarification des stationnements :

- a) Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de la tarification des stationnements depuis 2012;
- b) Pour chaque installation et établissement, incluant les CHSLD, le revenu annuel issu de toute autre source de revenus depuis 2012

RÉPONSE NO 87

La réponse à cette question est fournie à la question n° 321 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 88

État de situation concernant l'avis d'intention #2016-875-01-01 publié le 3 février 2016 en lien avec l'implantation du financement à l'activité :

- a. Bilan du banc d'essai;
- b. État d'avancement du projet;
- c. Montants versés à PowerHealth Solutions et à ses sous-traitants;
- d. Échéancier pour 2019-2020.

RÉPONSE NO 88

La réponse à cette question est fournie à la question n° 32 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 89

État de situation du projet Optilab, incluant les sommes investies et l'échéancier de réalisation des mesures associées, par établissement.

RÉPONSE NO 89

La réponse à cette question est fournie à la question n° 33 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 90

Paramètres de l'entente signée (projet pilote) pour la réalisation de chirurgies à Rockland, à Dix30 et à Opmédic, notamment en ce qui concerne la rémunération des médecins qui y pratiquent.

RÉPONSE NO 90

Le 16 mai 2016, le décret sur les conditions de mise en œuvre du projet expérimental de comparaison des coûts liés aux chirurgies et aux procédures sous scopie entre le réseau public de la santé et des services sociaux et les cliniques CHIRURGIE DIX30 INC., Centre de chirurgie RocklandMD et Groupe Opmedic inc. a été déposé, donnant ainsi le coup d'envoi aux activités.

La rémunération des médecins qui pratiquent dans le cadre du projet pilote pour la réalisation de chirurgies est celle du manuel de facturation telle qu'elle a été convenue avec les fédérations médicales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 91

Liste détaillée des chirurgies visées par l'entente avec Rockland, Dix30 et Opmédic.

RÉPONSE NO 91

Principalement, les chirurgies visées par cette entente (également appelée *Projet expérimental*) sont des chirurgies ou des procédures sous scopie pour lesquelles il existe une liste d'attente importante. L'organisation des services, en collaboration avec les cliniques, est sous la responsabilité des établissements publics de santé et de services sociaux.

Liste des chirurgies visées par l'entente sont :

- Chirurgie générale;
- Chirurgie vasculaire;
- Gastroentérologie;
- Gynécologie;
- Chirurgie maxillo-faciale;
- Médecine interne;
- Oto-rhino-laryngologie
- Orthopédie;
- Plastie;
- Urologie.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 92

Nombre de chirurgies qui ont été réalisées dans chaque clinique depuis l'entrée en vigueur de l'entente entre le MSSS et les trois cliniques privées (Dix30, Opmedic et Rockland) et montants versés à ces cliniques, ventilés par catégorie.

RÉPONSE NO 92

La réponse à cette question est fournie en annexe.

RÉPONSE NO 92

CHIRURGIE DIX30 INC. (projet expérimental)

Nombre d'interventions et sommes associés par spécialité
Cumulatif de mai 2016 à janvier 2019

Spécialité	Volumes	Avances
Chirurgie générale	867	1 086 113 \$
Chirurgie vasculaire		- \$
Gastroentérologie		- \$
Gynécologie		- \$
Chirurgie maxillo-faciale		- \$
Médecine interne		- \$
Ophtalmologie	25 147	20 507 433 \$
Orthopédie	544	818 382 \$
Oto-rhino-laryngologie	48	98 848 \$
Plastie	3 321	2 974 550 \$
Urologie	433	309 125 \$
Total général	30 360	25 794 450 \$

Groupe Opmedic inc. (projet expérimental)

Nombre d'interventions et sommes associés par spécialité
Cumulatif de janvier 2017 à janvier 2019

Spécialité	Volumes	Avances
Chirurgie générale	2 699	1 387 129 \$
Chirurgie vasculaire	41	80 712 \$
Gastroentérologie	4 078	2 203 181 \$
Gynécologie	32	45 083 \$
Chirurgie maxillo-faciale		- \$
Médecine interne		- \$
Ophtalmologie		- \$
Orthopédie	13	1 877 \$
Oto-rhino-laryngologie	145	196 811 \$
Plastie	918	943 605 \$
Urologie	297	390 184 \$
Total général	8 223	5 248 581 \$

Centre de chirurgie RocklandMD (projet expérimental)

Nombre d'interventions et sommes associés par spécialité
Cumulatif de janvier 2017 à janvier 2019

Spécialité	Volumes	Avances
Chirurgie générale	5 798	7 204 414 \$
Chirurgie vasculaire	19	35 885 \$
Gastroentérologie	1 353	1 265 863 \$
Gynécologie	564	893 661 \$
Chirurgie maxillo-faciale	20	30 755 \$
Médecine interne	7	2 170 \$
Ophtalmologie		- \$
Orthopédie	536	1 310 920 \$
Oto-rhino-laryngologie	347	535 496 \$
Plastie	486	872 153 \$
Urologie	353	464 294 \$
Total général	9 483	12 615 611 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 93

Depuis 2014, subvention moyenne versée à une clinique-réseau pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.

RÉPONSE NO 93

Le modèle des cliniques-réseau (CR) n'existe plus depuis le 1^{er} avril 2017 et le financement y étant rattaché n'est plus en fonction.

Ce modèle était géré par des cadres régionaux avec un soutien financier ministériel pour la plupart des CR. Sur les 52 CR qui ont existé, 30 recevaient un soutien financier ministériel.

L'établissement pouvait toutefois adapter la hauteur du financement versé aux cliniques-réseau de son territoire, de même que financer les activités sélectionnées selon les besoins identifiés.

En moyenne, le financement total (conjoint ministériel et territorial) d'une clinique-réseau était de 300 000 \$.

Plus spécifiquement, le ministère de la Santé et des Services sociaux finançait 50 % du coût des activités des cliniques-réseau, jusqu'à un maximum de 150 000 \$. L'établissement versait le reste du financement, ce qui correspondait en moyenne à un budget de 150 000 \$. Les financements ministériel et territorial étaient indexés les années suivantes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 94

Depuis 2014, subvention moyenne versée à une superclinique pour débiter ses activités, subvention moyenne pour les années suivantes et total des subventions versées. Ventilation par type de financement.

RÉPONSE NO 94

La réponse à cette question est fournie à la question n° 309 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 95

État de situation au sujet du paiement des traitements contre l'infertilité au cours des cinq dernières années et pour l'année 2018-2019 :

- sommes engagées dans le Programme québécois de procréation assistée par année depuis 2010 par région et par établissement;
- ententes avec les cliniques privées;
- déploiement dans les régions;
- ventilation des coûts;
- établissements publics où le service est présentement offert ou sera éventuellement offert (avec échéancier);
- échéancier;
- listes d'attente;
- nombre de cycles de FIV réalisés;
- naissances issues de la FIV et plus globalement de la PMA;
- etc.

RÉPONSE NO 95

- sommes engagées dans le Programme québécois de procréation assistée par année depuis 2010 par région et par établissement;
- ventilation des coûts :

Les données pour 2018-2019 ne sont pas disponibles.

Coûts du programme de Procréation médicalement assistée – 2017-2018

Établissements	Montants versés pour activités
Centres hospitaliers universitaires	
CUSM (incluant coût du loyer)	1 057 531 \$
CHUM (incluant coût du loyer)	350 000 \$
CHUSJ	511 675 \$
CHU de Québec – Université Laval	250 000 \$
CHUS	250 000 \$
Centres régionaux	
CHRT	250 000 \$
Centre hospitalier de Chicoutimi	250 000 \$
Paillettes de sperme	-
Montants versés aux établissements publics par la RAMQ	2 337 876 \$
Cliniques privées	
Centre de fertilité de Montréal	-
OVO	-
Procréa Montréal	-
Procréa Québec	-
Montant versé pour le privé par la RAMQ	6 546 859 \$
Montants versés pour les médicaments par la RAMQ	989 394 \$
Grand total	14 992 475 \$

b. entente avec les cliniques privées :

Un montant forfaitaire était négocié avec les cliniques privées par cycle de fécondation in vitro (FIV).

Le forfait était divisé en quatre actes et incluait la composante technique et la rémunération des médecins :

• Consultation pré-FIV :	150 \$
• Stimulation ovarienne :	1 150 \$
• Prélèvement d'ovules :	2 050 \$
• Transfert d'embryon :	<u>1 400 \$</u>
• Total :	4 750 \$

c. déploiement dans les régions;

e. établissements publics où le service est présentement offert ou sera éventuellement offert (avec échéancier) :

Les traitements de base pour la stimulation ovarienne et les inséminations intra-utérines sont offerts dans les centres régionaux suivants :

- CHUS;
- CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean;
- CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec;
- CHU de Québec – Université Laval (stimulations ovariennes hors FIV);
- CHUM.

Il est possible pour la clientèle d'être suivie par ces centres régionaux conjointement avec les centres tertiaires afin de permettre aux patientes qui auront une FIV de demeurer chez elles ou près de chez elles jusqu'à la journée de la ponction des ovules.

Les centres tertiaires de procréation médicalement assistée offrant les services non assurés de FIV (troisième ligne) sont les suivants :

Établissements publics :

- CUSM;
- CHUSJ.

f. échéancier :

La clinique de procréation assistée de deuxième ligne du CHUM a ouvert ses portes en mai 2018.

g. listes d'attente :

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas répertoriées.

h. nombre de cycles de FIV réalisés :

Les données 2018-2019 ne sont pas disponibles.

i. naissances issues de la FIV et plus globalement de la PMA :

Ces données ne sont pas disponibles, car elles ne sont pas répertoriées.

QUESTION NO 96

État de situation quant à l'engagement du ministre à mettre sur pied un registre sur les activités de PMA, conformément aux recommandations du Commissaire à la santé et au bien-être.

RÉPONSE NO 96

Mise en contexte

- L'article 44 de la Loi sur les activités cliniques et de recherches en matière de procréation assistée (RLRQ, chapitre A-5.01), prévoit le développement d'un système d'information à des fins de surveillance continue de l'état de santé des personnes ayant eu recours à des activités de procréation assistée ainsi que des enfants qui en sont issus. Sa finalité est d'évaluer les impacts et les effets des interventions de procréation médicalement assistée (PMA) sur l'état de santé de la population visée par la loi.

Travaux de développement du système de surveillance de la PMA

- Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) est à finaliser un plan de surveillance de la procréation médicalement assistée. Ce dernier présente les renseignements à colliger au système, précise en quoi ces renseignements s'avèrent nécessaires à l'exercice de la surveillance et légitime ainsi la collecte des données dans les cliniques désignées.
- Le MSSS, a produit en 2018 un énoncé d'un besoin d'informatisation concernant le développement d'un système d'information et de gestion en PMA.
- Actuellement, le ministère de la Santé et des Services sociaux est à rédiger le dossier d'affaire qui permettra d'identifier la solution permettant, d'une part, d'obtenir l'accès aux données nécessaires à la surveillance continue de l'état de santé des personnes ayant eu recours à des activités de PMA ainsi que des enfants qui en sont issus et, d'autre part, d'obtenir des informations sur le suivi médico-administratif de la PMA.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 97

Économies réalisées en 2018-2019 et estimées pour 2019-2020 grâce à la désassurance de la FIV.

RÉPONSE NO 97

La réponse à cette question est fournie à la question n° 95 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 98

Pour 2018-2019, économies totales liées à l'entrée en vigueur du projet de loi 20 et prévisions pour 2019-2020.

RÉPONSE NO 98

La réponse à cette question est fournie à la question n° 95 des questions particulières du Troisième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 99

Montants versés en crédit d'impôt pour la FIV au cours de l'année 2018-2019.

RÉPONSE NO 99

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Finances.

QUESTION NO 100

Nombre de grossesses multiples au cours des trois dernières années, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 100

Le nombre de grossesses multiples n'est pas répertorié. Voici le nombre de naissances multiples par lieu de naissance de l'enfant. Les données pour 2018 ne sont pas disponibles.

Nombre de naissances multiples

Région	Établissement	2017*
		Nombre
1	CISSS du Bas-Saint-Laurent	38
2	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	86
3	CHU de Québec – Université Laval	269
3	CIUSSS de la Capitale-Nationale	0
4	CIUSSS de la Mauricie-et-du-centre-du-Québec	122
5	CIUSSS de l'Estrie-CHUS	142
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Nord-de-l'Île-de-Montréal	28
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	166
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	183
6	Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	113
6	CHUM	79
6	CHU Sainte-Justine	236
6	CUSM	187
7	CISSS de l'Outaouais	64
8	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	45
9	CISSS de la Côte-Nord	18
10	CISSS de la Baie-James	0

Région	Établissement	2017*
11	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Gaspésie	10
11	Centre intégré de santé et de services sociaux des Îles	-
12	CISSS de Chaudière-Appalaches	74
13	CISSS de Laval	95
14	CISSS de Lanaudière	92
15	CISSS des Laurentides	92
16	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Centre	77
16	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Est	95
16	Centre intégré de santé et de services sociaux de la Montérégie-Ouest	65

* : Données provisoires

Selon la Loi sur l'assurance maladie et les directives de protection des renseignements personnels, les données fournies doivent être anonymes. Par conséquent, certaines données ne peuvent être fournies si elles représentent moins de 5 individus ou moins de 3 dispensateurs, ceci afin de ne pouvoir les relier à une personne particulière. C'est pourquoi certaines données par établissement ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 101

Pour les cinq dernières années, fournir les dépenses totales des établissements de santé en matière de médicaments.

RÉPONSE NO 101

La réponse à cette question est fournie à la question n° 36 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 102

Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments génériques ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.

RÉPONSE NO 102

La réponse à cette question est fournie à la question n°37 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du 3^e groupe d'opposition

QUESTION NO 103

Pour chaque établissement et installation du réseau de la santé, indiquer les sommes dépensées pour l'achat de médicaments novateurs ainsi que la répartition des sommes par fournisseur de médicaments.

RÉPONSE NO 103

La réponse à cette question est fournie à la question n°38 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 104

État de situation du rehaussement de l'offre de service en échographie au Québec.

RÉPONSE NO 104

Mise en place de quatre centres dédiés à l'échographie musculosquelettique pour accroître l'offre de service.

Financement de douze échographes (+ sondes) permettant d'accroître la production.

Financement supplémentaire octroyé par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour soutenir l'augmentation des heures travaillées par les technologues en imagerie médicale (budget d'opération, formation).

Développement d'un nouveau programme collégial spécifique à l'échographie appelé *Technologie de l'échographie médicale* (vingt diplômés supplémentaires par année).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 105

État de situation du rehaussement de l'offre de services en psychiatrie.

RÉPONSE NO 105

Le nombre de psychiatres facturant au Québec est passé de 73 en 2010 à 86 en 2017, soit une augmentation de 18 % en sept ans (Source : Fichier M2018953A, DASI).

La Table de concertation permanente sur la planification de l'effectif médical au Québec a ciblé ce programme de formation pour un recrutement prioritaire afin d'augmenter les effectifs.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 106

Copie de l'entente intervenue en janvier 2017 avec la FMSQ concernant la couverture, par le régime public, des échographies réalisées en clinique privée.

RÉPONSE NO 106

Les détails de l'entente intervenue avec la FMSQ relativement à la couverture, par le régime public, des échographies réalisées en clinique privée sont prévus à la Modification 81.

Les détails de cette modification sont disponibles sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (infolettre 410-7 du 29 mars 2018) à l'adresse suivante:

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2018/info410-7.pdf>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 107

Copie de l'entente également intervenue en janvier dernier avec la FMSQ relativement aux frais accessoires.

RÉPONSE NO 107

Les détails de l'entente intervenue avec la FMSQ relativement aux frais accessoires sont prévus à la Modification 82 de l'Accord-cadre.

Les détails de cette modification sont disponibles sur le site internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec à l'adresse suivante:

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2017/info046-7.pdf>¹

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 108

Copie de l'entente également intervenue avec la FMOQ relativement aux frais accessoires.

RÉPONSE NO 108

Les détails de l'entente intervenue avec la FMOQ relativement aux frais accessoires sont prévus à l'Amendement no 159.

Les détails de cet Amendement sont disponibles sur le site Internet de la Régie de l'assurance maladie du Québec (infolettre 011 du 19 avril 2017) à l'adresse suivante:

<http://www.ramq.gouv.qc.ca/SiteCollectionDocuments/professionnels/infolettres/2017/info011-7.pdf>

QUESTION NO 109

État de situation quant à l'engagement du premier ministre, en campagne électorale en 2014, de couvrir par le régime public les résonances magnétiques, scans et échographies réalisés en clinique privée dès 2015-2016.

RÉPONSE NO 109

Ultrasonographie

Les examens d'ultrasonographie réalisés en clinique privée ont été ajoutés au panier de services assurés en 2016.

Le Conseil du trésor a approuvé l'entente de principe intervenue avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), laquelle prévoit que les coûts découlant de l'amélioration de l'offre de service dispensée par les médecins radiologistes en ultrasonographie seront assumés, jusqu'à concurrence de 30 M\$, à même l'enveloppe budgétaire globale de rémunération des médecins spécialistes.

IRM et TDM

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) et la FMSQ ont conclu une entente de principe (l'Entente) qui prévoit la création d'un programme d'accès à l'imagerie par résonance magnétique (IRM) et à la tomodensitométrie (TDM). Ce programme vise à réaliser ces examens dans les délais médicalement requis en optimisant et en intensifiant l'utilisation des équipements disponibles dans les établissements publics de santé et de services sociaux ainsi qu'en prévoyant des outils pour améliorer les pertinences des requêtes dans ces deux domaines.

L'Entente prévoit qu'au 1^{er} janvier 2020, le MSSS et la FMSQ analyseront les résultats du programme d'accès à l'IRM et à la TDM. À la suite de cette évaluation et à la lumière de ses conclusions, le gouvernement pourra considérer d'assurer les services d'imagerie médicale et de tomodensitométrie hors des établissements publics de santé et de services sociaux si le programme ne donne pas les effets escomptés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 110

Nombre et liste détaillée des nouveaux permis de clinique de radiologie octroyés au cours des trois dernières années, par année.

RÉPONSE NO 110

La réponse à cette question est fournie à la question n° 299 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 111

Le nombre de demandes de nouveaux permis de clinique de radiologie reçues au cours des trois dernières années, par année et par région.

RÉPONSE NO 111

La réponse à cette question est fournie à la question n° 300 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 112

Le nombre de renouvellement de permis émis et la liste des cliniques de radiologie ayant obtenu un renouvellement de permis au cours des trois dernières années, par année.

RÉPONSE NO 112

La réponse à cette question est fournie à la question n° 301 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 113

État de situation concernant les projets de modernisation des buanderies publiques, notamment dans les régions de Lanaudière et de la Capitale-Nationale. Fournir le détail des sommes investies dans ces projets en date du 31 mars 2019.

RÉPONSE NO 113

**Centre intégré de santé et de services sociaux de Lanaudière
Buanderie Lavérendière**

Mise en contexte

La Buanderie Lavérendière dessert des installations de santé et de services sociaux de Lanaudière et des Laurentides. L'installation actuelle, située dans le Centre hospitalier régional de Lanaudière (CHRD), a atteint ses limites de production et devra à court terme faire l'objet d'investissements importants, s'il est souhaité de maintenir les services existants. De plus, la croissance du volume de linge à traiter est évaluée à 2,5 % par année en moyenne. Ainsi, étant donné la vétusté des équipements et la croissance soutenue des volumes, une nouvelle construction s'avérerait nécessaire.

Volet immobilier

Nouveau bâtiment d'une superficie de 5 000 m² sur un terrain adjacent du CHRD.

Coût du projet

Le coût d'immobilisation est estimé à 23,645 M\$. Au 31 mars 2019, l'établissement a déboursé 4,8 M\$ en honoraires professionnels, études et équipements.

Financement

Le projet est autofinancé, assuré par les économies générées par la fonctionnalité du nouveau bâtiment et par la performance des nouveaux équipements.

Étapes franchies

- Mars 2013 : Autorisation de conception (concept et plans et devis préliminaires).
- Octobre 2014 : Demande du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) de surseoir au projet, et ce, en vue d'un appel d'offres pour l'impartition des services de buanderie pour les établissements de la région de Lanaudière.
- Mars 2016 : Annonce ministérielle de la poursuite du projet de construction de la nouvelle buanderie Lavérendière à la suite des résultats de l'appel d'offres.
- Novembre 2017 : Autorisation de réalisation.
- Décembre 2018 : Appel d'offres – construction.
-

Étape à venir

Les travaux de construction devraient débuter dès avril 2019.

Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux de la Capitale-Nationale Buanderie Partagec

Mise en contexte

Par le passé, la région de la Capitale-Nationale s'est dotée d'une organisation de service de buanderie centralisée pour la majorité des établissements de santé sur son territoire. Ce regroupement a permis, à l'époque et encore aujourd'hui, de générer des économies d'échelle servant à atteindre des objectifs de compressions budgétaires exigés par les autorités gouvernementales.

Partagec, située dans les locaux de l'Hôpital de l'Enfant-Jésus depuis sa création en 1966 et également à l'Institut universitaire en santé mentale de Québec, doit maintenant se relocaliser afin de permettre au CHU de Québec – Université Laval de poursuivre son développement clinique et immobilier et de permettre l'amélioration des opérations de buanderie.

Le 22 mars 2013, le ministre de la Santé et des Services sociaux autorisait la conception du projet. À la suite de la décision du MSSS le 24 mars 2016, de maintenir au public les deux projets de buanderie (Partagec et Lavérendière), le ministre autorisait le 24 août 2016 la phase d'exécution du projet d'une nouvelle buanderie pour Partagec.

Volet immobilier

Regroupement et relocalisation des deux installations de Partagec sur un terrain de 29 197 m² localisé dans le parc industriel de Beauport dans un nouveau bâtiment d'une superficie de l'ordre de 9 600 m².

Coût du projet

Le budget global du projet est de 37,5 M\$. Au 31 mars 2019, les déboursés représentent un montant de 22,5 M\$.

Financement

Le projet doit être entièrement autofinancé par les économies générées par la fonctionnalité du nouveau bâtiment et par la performance des nouveaux équipements.

Étapes franchies

- Mars 2013 : Autorisation de conception (concept et plans et devis préliminaires).
- Septembre 2014 : Fin de l'étape de conception.
- Octobre 2014 : Demande du MSSS de surseoir au projet, et ce, en vue d'un appel d'offres pour l'impartition des services de buanderie pour les établissements de la région de la Capitale-Nationale.
- Mars 2016 : Annonce ministérielle de la poursuite du projet de construction de la nouvelle buanderie Partagec inc. à la suite des résultats de l'appel d'offres et inscription au Plan québécois des infrastructures 2016-2026 à titre de projet autofinancé.
- Août 2016 : Autorisation d'exécution (plans et devis d'exécution et travaux de construction).
- Juin 2018 : Début des réceptions avec réserves par secteur.
- Septembre 2018 : Mise en opération progressive.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 114

Nombre de personnes ayant été prises en charge par un médecin de famille par le biais du GAMF en 2018-2019, par région et par catégorie de patient (A à E).

RÉPONSE NO 114

La réponse à cette question est fournie à la question n°302 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 115

Au 31 décembre 2017, différence entre le nombre de personnes prises en charge par un médecin de famille et le nombre de personnes requises pour atteindre l'objectif ministériel de 85 %.

RÉPONSE NO 115

Au 15 février 2019, 415 134 personnes auraient dû être inscrites à un médecin de famille pour atteindre l'objectif d'inscription de 85 % de la population admissible, tel que prévu à l'Entente de principe intervenue entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux afin d'accroître et d'améliorer l'accessibilité aux services médicaux de première ligne.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 116

Nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille, nombre de patients en attente (GAMF) et taux d'inscription, au 31 mars 2019, par tranche d'âge et par catégorie de patient (A à E), pour chaque région et pour chaque RLS.

RÉPONSE NO 116

La réponse concernant le nombre de patients inscrits auprès d'un médecin de famille est fournie à la question n° 189 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Le Tableau suivant présente le nombre de patients en attente au guichet d'accès à un médecin de famille (GAMF) par catégorie de patient (A à E) au 15 février dernier, pour chaque région et pour chaque réseau local de services (RLS).

À noter que les patients en attente au GAMF ne sont pas catégorisés par tranche d'âge.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

Nombre de patients en attente (GAMF) au 15 février 2019 par région, par RLS et par catégorie de patients (A à E).

Région		Catégorie				
RLS	A	B	C	D	E	Total
01 Bas-Saint-Laurent	53	170	4 179	1 215	4 093	9 710
0111 RLS DE KAMOURASKA	*	*	63	34	192	293
0112 RLS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	10	27	1 140	156	1 030	2 363
0113 RLS DE TÉMISCOUATA	6	9	132	14	264	425
0114 RLS DES BASQUES	*	*	35	13	76	125
0115 RLS DE RIMOUSKI	25	90	1 941	612	1 459	4 127
0116 RLS DE LA MITIS	5	18	355	197	366	941
0117 RLS DE MATANE	5	17	391	125	459	997
0118 RLS DE LA MATAPÉDIA	*	5	122	64	247	439
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	99	299	3 782	1 371	4 225	9 776
0211 RLS DU DOMAINE-DU-ROY	8	7	471	51	277	814
0212 RLS DE MARIA-CHAPDELAINE	10	31	437	64	187	729
0213 RLS DE LAC-SAINT-JEAN-EST	9	13	255	84	242	603
0214 RLS DE JONQUIÈRE	21	106	1 216	573	1 271	3 187
0215 RLS DE CHICOUTIMI	36	91	1 072	540	1 918	3 657
0216 RLS DE LA BAIE	15	51	331	59	330	786

03 Capitale-Nationale		1 165	1 648	16 244	9 037	29 041	57 135
0311 RLS DE PORTNEUF		32	44	366	181	538	1 161
0312 RLS DE QUÉBEC-SUD		522	771	7 067	3 789	14 125	26 274
0313 RLS DE QUÉBEC-NORD		603	821	8 657	4 959	14 121	29 161
0314 RLS DE CHARLEVOIX		8	12	154	108	257	539
04 Mauricie et Centre-du-Québec		146	536	9 463	4 276	11 399	25 820
0411 RLS DU HAUT-SAINT-AURICE		10	17	230	164	292	713
0412 RLS DE LA VALLÉE DE LA BATISCAN		6	10	265	85	395	761
0413 RLS DE MASKINONGÉ		*	5	308	93	257	667
0414 RLS DU CENTRE-DE-LA-AURICIE		33	134	1 974	936	2 320	5 397
0415 RLS DE TROIS-RIVIÈRES		29	66	2 660	1 239	3 446	7 440
0416 RLS DE BÉCANCOUR - NICOLET-YAMASKA		6	13	321	156	444	940
0417 RLS DE DRUMMOND		46	246	2 381	1 007	2 840	6 520
0418 RLS D'ARTHABASKA - DE L'ÉRABLE		12	45	1 324	596	1 405	3 382
05 Estrie		349	2 001	10 667	5 541	15 653	34 211
0511 RLS DE LA POMMERAIE		6	9	243	84	428	770
0512 RLS DE LA HAUTE-YAMASKA		39	187	1 244	680	2 226	4 376
0513 RLS DE MEMPHRÉMAGOG		74	84	1 866	729	1 434	4 187
0514 RLS DE COATICOOK		17	41	394	227	747	1 426
0515 RLS DE SHERBROOKE		158	1 479	4 532	2 882	8 055	17 106
0516 RLS DE VAL SAINT-FRANÇOIS		24	38	769	312	701	1 844
0517 RLS D'ASBESTOS		11	9	220	30	248	518
0518 RLS DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS		12	90	426	240	654	1 422
0519 RLS DU GRANIT		8	64	973	357	1 160	2 562

06 Montréal	611	1 367	22 330	27 954	79 073	131 335
0611 RLS DE PIERREFONDS - LAC-SAINT-LOUIS	102	202	2 560	2 498	7 822	13 184
0612 RLS DE DORVAL - LACHINE - LASALLE	57	68	705	588	2 243	3 661
0621 RLS DE CÔTE-SAINT-LUC - NDG - MONTRÉAL-OUEST	6	8	525	735	2 884	4 158
0622 RLS DE CÔTE-DES-NEIGES - MÉTRO - PARC-EXTENSION	6	10	1 108	1 871	7 083	10 078
0631 RLS DE VERDUN - CÔTE ST-PAUL - ST-HENRI - POINTE-ST-CHARLES	81	100	1 381	1 405	4 626	7 593
0632 RLS DES FAUBOURGS - PLATEAU-MONT-ROYAL - ST-LOUIS-DU-PARC	160	253	1 968	3 143	9 410	14 934
0641 RLS DU NORD DE L'ÎLE - SAINT-LAURENT	39	122	1 420	2 761	5 554	9 896
0642 RLS D'AHUNTSIC - MONTRÉAL-NORD	29	98	2 652	3 151	7 449	13 379
0643 RLS DE LA PETITE PATRIE - VILLERAY	18	63	1 696	2 346	6 855	10 978
0651 RLS DE SAINT-LEONARD - SAINT-MICHEL	26	11	722	1 582	6 164	8 505
0652 RLS DE RIVIÈRE-DES-PRAIRES - ANJOU - MONTRÉAL-EST	45	124	3 801	3 322	7 573	14 865
0653 RLS DE HOCHELAGA - MERCIER-OUEST - ROSEMONT	42	308	3 792	4 552	11 410	20 104
07 Outaouais	88	575	3 354	3 005	10 769	17 791
0711 RLS DU PONTIAC	15	14	156	83	278	546
0712 RLS DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	*	7	57	63	136	267
0713 RLS DES COLLINES-DE-L'OUTAOUAIS	6	6	90	190	928	1 220
0714 RLS DE GRANDE-RIVIÈRE - HULL - GATINEAU	37	462	2 330	2 554	8 900	14 283
0715 RLS DE LA VALLÉE-DE-LA-LIÈVRE ET DE LA PETITE-NATION	26	86	721	115	527	1 475
08 Abitibi-Témiscamingue	48	275	1 577	1 590	4 485	7 975
0811 RLS DE L'ABITIBI-OUEST	*	10	68	71	200	351
0812 RLS DE L'ABITIBI	*	*	17	12	88	120
0813 RLS DE ROUYN-NORANDA	14	159	970	943	2 083	4 169
0814 RLS DE LA VALLÉE-DE-L'OR	26	86	420	506	1 680	2 718
0815 RLS DU TÉMISCAMING	5	18	102	58	434	617

09 Côte-Nord		139	420	2 003	1 284	2 246	6 092
0911 RLS DE CANIAPISCAU		*	*	10	10	74	96
0912 RLS DE LA HAUTE-CÔTE-NORD - MANICOUAGAN		84	277	1 116	806	1 207	3 490
0913 RLS DE PORT-CARTIER		*	5	39	45	96	189
0914 RLS DE SEPT-ÎLES		38	117	578	266	581	1 580
0915 RLS DE LA MINGANIE		12	20	260	157	288	737
10 Nord-du-Québec		5	*	65	46	187	305
RLS Inconnu		5	*	65	46	187	305
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		32	99	1 311	334	722	2 498
1111 RLS DE LA BAIE-DES-CHALEURS		13	28	330	142	197	710
1112 RLS DE LA HAUTE-GASPÉSIE		10	14	88	55	92	259
1113 RLS DE LA COTE-DE-GASPÉ		*	*	12	*	38	54
1114 RLS DU ROCHER-PERCÉ		*	*	16	6	24	51
1121 RLS DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE		7	53	865	128	371	1 424
12 Chaudière-Appalaches		46	39	8 851	3 299	13 056	25 291
1211 RLS ALPHONSE-DESJARDINS		32	19	5 761	2 160	8 812	16 784
1212 RLS DE LA RÉGION DE THETFORD		*	*	301	127	468	902
1213 RLS DE BEAUCE		*	*	1 490	651	2 351	4 500
1214 RLS DES ETCHÉMINS		*	*	170	85	275	530
1215 RLS DE MONTMAGNY-L'ISLET		8	12	1 129	276	1 150	2 575
13 Laval		26	290	2 259	2 266	9 301	14 142
1311 RLS DE LAVAL		26	290	2 259	2 266	9 301	14 142
14 Lanaudière		317	612	8 893	5 485	16 399	31 706
1411 RLS DE LANAUDIÈRE-NORD		193	455	5 839	3 138	7 807	17 432
1412 RLS DE LANAUDIÈRE-SUD		124	157	3 054	2 347	8 592	14 274

15	Laurentides		710	3 035	11 112	9 260	21 929	46 046
	1511 RLS D'ANTOINE-LABELLE		78	220	1 031	500	990	2 819
	1512 RLS DES LAURENTIDES		82	271	1 260	511	1 143	3 267
	1513 RLS DES PAYS-D'EN-HAUT		59	229	1 021	400	957	2 666
	1514 RLS D'ARGENTEUIL		8	92	414	327	752	1 593
	1515 RLS DE DEUX-MONTAGNES - MIRABEL-SUD		99	534	2 124	2 037	4 699	9 493
	1516 RLS DE LA RIVIÈRE-DU-NORD - MIRABEL-NORD		297	1 192	3 475	3 476	7 959	16 399
	1517 RLS DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE		87	497	1 787	2 009	5 429	9 809
16	Montréal		497	1 986	27 457	18 679	54 151	102 770
	1611 RLS DE CHAMPLAIN		55	277	4 441	4 497	13 341	22 611
	1612 RLS DU HAUT-RICHÉLIEU - ROUVILLE		16	85	4 882	1 752	6 346	13 081
	1621 RLS PIERRE-BOUCHER		161	736	6 732	5 704	14 436	27 769
	1622 RLS DE RICHÉLIEU-YAMASKA		87	198	4 052	2 954	8 352	15 643
	1623 RLS PIERRE-DE SAUREL		49	185	2 308	744	988	4 274
	1631 RLS DE VAUDREUIL-SOULANGES		31	79	874	474	1 816	3 274
	1632 RLS DU SUROIT		42	271	1 420	721	1 811	4 265
	1633 RLS DU HAUT-SAINT-LAURENT		13	38	367	122	309	849
	1634 RLS DE JARDINS-ROUSSILLON		43	117	2 381	1 711	6 752	11 004
	Total Provincial		4 331	13 354	133 547	94 642	276 729	522 603

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 117

Nombre de patients inscrits au GAMF depuis moins de 3 mois, entre 3 et 6 mois, entre 6 et 9 mois, entre 9 et 12 mois, et depuis plus d'un an.

RÉPONSE NO 117

La réponse à cette question est fournie à la question n°303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 118

Nombre de médecins omnipraticiens inscrits au GAMF pour obtenir des patients.

RÉPONSE NO 118

La réponse à cette question est fournie à la question n°192 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 119

Nombre et pourcentage des spécialistes inscrits au Centre de répartition des demandes de services (CRDS), par région. Nombre de rendez-vous présentement en attente d'être répartis à un spécialiste, par région. Nombre de rendez-vous référés par ce centre de répartition depuis sa mise en place.

RÉPONSE NO 119

La réponse à cette question est fournie à la question n° 193 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 120

Délai moyen d'attente avant qu'une personne enregistrée au GAMF soit prise en charge, par région et par catégorie de patient (A à E).

RÉPONSE NO 120

La réponse à cette question est fournie à la question n° 303 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 121

Délai moyen d'attente avant qu'une personne prise en charge obtienne une première consultation avec un médecin de famille, par région et par catégorie de patient (A à E).

RÉPONSE NO 121

La réponse à cette question est fournie à la question n° 190 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 122

Répartition des GMF, cliniques réseaux et superclinique par territoire de CISSS et CIUSSS.

RÉPONSE NO 122

La réponse à cette question est fournie aux questions n° 304 et 311 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 123

Bilan de l'entente conclue en mai 2015 avec la FMOQ concernant le taux d'assiduité des médecins et la prise en charge de patients. État de situation et tableau de bord détaillé de l'atteinte des objectifs.

RÉPONSE NO 123

La réponse à cette question est fournie à la question n° 124 des questions particulières du 3^e groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 124

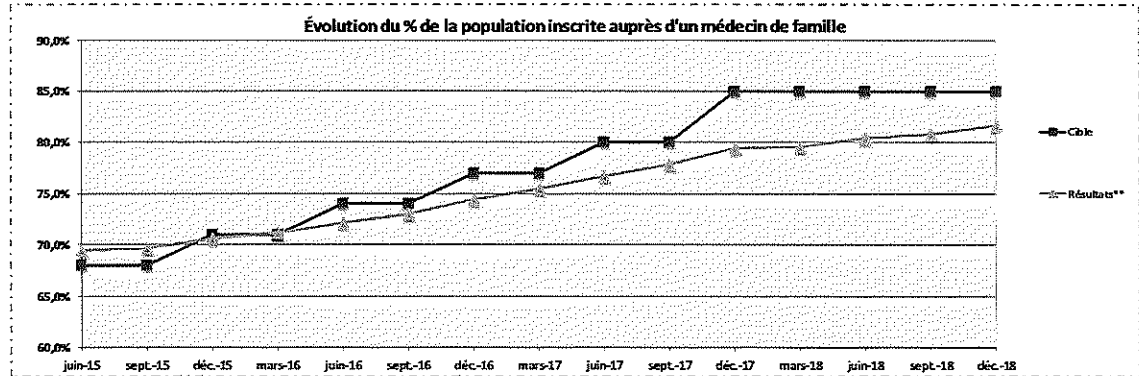
Copie des rapports trimestriels transmis par le comité paritaire en 2015-2016, en vertu des articles 26, 27, 31 et 33 de l'entente conclue avec la FMOQ en vue de surseoir à la mise en vigueur du projet de loi 20.

RÉPONSE NO 124

Ci-dessous est présenté le tableau de bord permettant de suivre les indicateurs de l'Entente de principe entre la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec et le ministère de la Santé et des Services sociaux afin d'accroître et d'améliorer l'accessibilité aux services médicaux de première ligne pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018.

Pourcentage de la population inscrite auprès d'un médecin de famille

			Suivi de l'indicateur en % Données temporaires			Suivi de l'indicateur en % Données permanentes			Données du rapport 1 Numérateur	Données du rapport 6 Dénominateur	
	Trimestre	Cible (%)	Date d'extraction des données	Résultat temporaire	Écart	Date d'extraction des données	Résultat permanent	Écart	Données permanentes	Population admissible 2015 Population admissible 2016	7 890 355 7 800 479
% de la population inscrite auprès d'un médecin de famille	30-juin-15	68,0%	03-sept-15	69,4%	1,4%	15-oct-15	69,4%	1,4%	5 479 768	Population admissible 2017 Population admissible 2018	7 919 679 7 984 058
	30-sept-15	68,0%	02-nov-15	69,8%	1,8%	15-janv-16	69,6%	1,6%	5 507 303		
	31-déc-15	71,0%	15-janv-16	70,6%	-0,4%	15-avr-16	70,6%	-0,4%	5 567 721		
	31-mars-16	71,0%	15-avr-16	71,2%	0,2%	15-juil-16	71,3%	0,3%	5 623 544		
	30-juin-16	74,0%	15-juil-16	72,1%	-1,9%	25-oct-16	72,1%	-1,9%	5 695 748		
	30-sept-16	74,0%	25-oct-16	73,0%	-1,0%	15-janv-17	73,0%	-1,0%	5 766 434		
	31-déc-16	77,0%	15-janv-17	74,4%	-2,6%	24-avr-17	74,4%	-2,6%	5 878 427		
	31-mars-17	77,0%	24-avr-17	75,4%	-1,6%	20-juil-17	75,4%	-1,6%	5 971 834		
	30-juin-17	80,0%	20-juil-17	76,7%	-3,3%	27-oct-17	76,7%	-3,3%	6 071 892		
	30-sept-17	80,0%	27-oct-17	77,8%	-2,2%	15-janv-18	77,9%	-2,1%	6 160 656		
	31-déc-17	85,0%	15-janv-18	79,4%	-5,6%	24-avr-18	79,4%	-5,6%	6 286 054		
	31-mars-18	85,0%	24-avr-18	79,6%	-5,4%	18-juil-18	79,5%	-5,5%	6 343 439		
	30-juin-18	85,0%	18-juil-18	79,7%	-5,3%	25-oct-18	79,6%	-5,4%	6 354 520		
	30-sept-18	85,0%	24-oct-18	80,1%	-4,9%	16-janv-19	80,1%	-4,9%	6 393 671		
	31-déc-18	85,0%	16-janv-19	81,0%	-4,0%				6 465 532*		



* Ce numérateur correspond à la donnée temporaire.

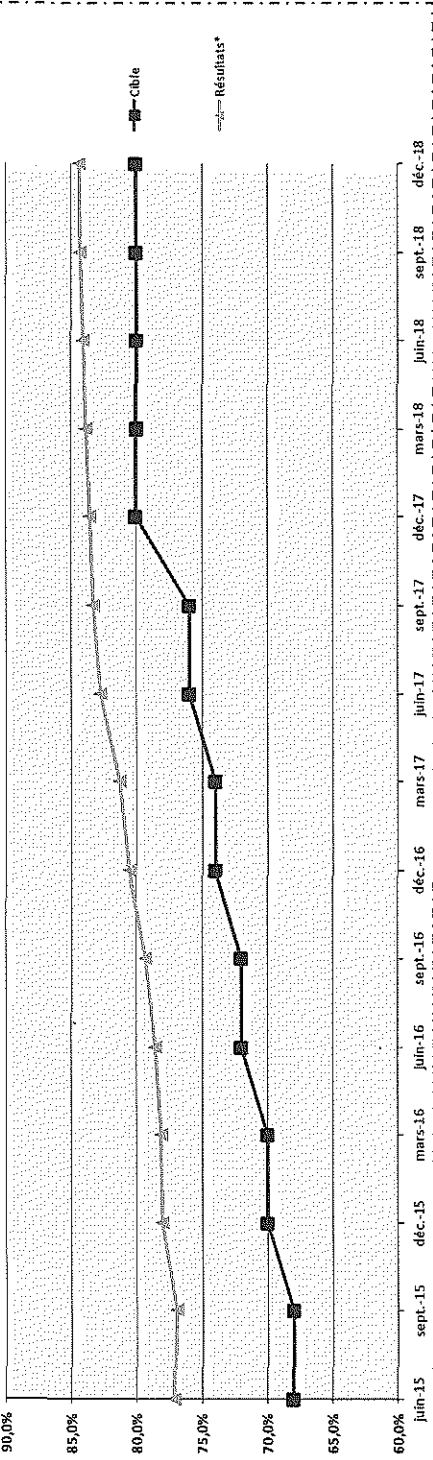
** La dernière lecture du % de la population inscrite auprès d'un médecin de famille correspond au résultat temporaire en date du 31 décembre 2018.

Taux d'assiduité

	Suivi de l'indicateur en %			Suivi de l'indicateur en %				
	Données temporaires			Données permanentes				
	Trimestre	Cible(%)	Date d'extraction des données	Résultat temporaire	Écart	Date d'extraction des données	Résultat permanent	Écart
Tx assiduité provincial	30-juin-15	68,0%	03-sept-15	76,8%	8,8%	15-oct-15	77,1%	9,1%
	30-sept-15	68,0%	02-nov-15	77,3%	9,3%	15-janv-16	77,0%	9,0%
	31-déc-15	70,0%	15-janv-16	77,1%	7,1%	15-avr-16	78,1%	8,1%
	31-mars-16	70,0%	15-avr-16	77,9%	7,9%	15-juil-16	78,2%	8,2%
	30-juin-16	72,0%	15-juil-16	78,4%	6,4%	24-oct-16	78,6%	6,6%
	30-sept-16	72,0%	24-oct-16	79,1%	7,1%	15-janv-17	79,3%	7,3%
	31-déc-16	74,0%	15-janv-17	79,9%	5,9%	24-avr-17	80,6%	6,6%
	31-mars-17	74,0%	24-avr-17	81,0%	7,0%	18-juil-17	81,3%	7,3%
	30-juin-17	76,0%	18-juil-17	81,6%	5,6%	27-oct-17	82,8%	6,8%
	30-sept-17	76,0%	27-oct-17	83,1%	7,1%	15-janv-18	83,3%	7,3%
	31-déc-17	80,0%	15-janv-18	83,5%	3,5%	24-avr-18	83,6%	3,6%
	31-mars-18	80,0%	24-avr-18	83,9%	3,9%	18-juil-18	84,0%	4,0%
	30-juin-18	80,0%	18-juil-18	84,1%	4,1%	24-oct-18	84,2%	4,2%
	30-sept-18	80,0%	24-oct-18	84,3%	4,3%	16-janv-19	84,4%	4,4%
	31-déc-18	80,0%	16-janv-19	84,4%	4,4%			

NOTE : Le résultat temporaire pour le trimestre du 30 juin 2015 correspond à la période du 1er juin 2014 au 31 mai 2015. Le taux d'assiduité provincial à ce moment était disponible seulement en date du 1er juin 2015.

Évolution du taux d'assiduité



* La dernière lecture du taux d'assiduité provincial correspond au résultat temporaire en date du 31 décembre 2018.

Nouvelles inscriptions et désinscriptions à un médecin de famille

Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'expiration de la donnée)												
	Avril 2015 2015-04-01	Mai 2015 2015-05-01	Juin 2015 2015-06-01	Juillet 2015 2015-07-01	Août 2015 2015-08-01	Septembre 2015 2015-09-01	Octobre 2015 2015-10-01	Novembre 2015 2015-11-01	Décembre 2015 2015-12-01	Janvier 2016 2016-01-01	Février 2016 2016-02-01	Mars 2016 2016-03-01
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période	41 086	33 377	35 485	32 536	32 571	38 900	33 217	34 223	30 632	31 167	39 080	38 205
Total du nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	19 067	15 495	41 390	21 374	13 721	17 255	5 990	9 828	12 915	24 305	18 883	10 585
Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période	22 947	18 989	27 834	(12 027)	14 078	22 703	30 278	27 810	20 635	6 868	23 674	25 991

	Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'expiration de la donnée)											
	Avril 2016 2016-04-01	23 Mai 2016 2016-05-23	Juin 2016 2016-06-01	Juillet 2016 2016-07-01	Septembre 2016 2016-09-01	Octobre 2016 2016-10-01	Novembre 2016 2016-11-01	Décembre 2016 2016-12-01	Janvier 2017 2017-01-01	Février 2017 2017-02-01	Mars 2017 2017-03-01	
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période	37 718	34 194	43 180	40 905	47 620	58 245	55 781	39 060	50 305	53 549	51 470	
Total du nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	24 508	8 699	21 914	25 640	13 408	14 235	13 111	6 415	27 373	13 353	14 403	
Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période	26 796	19 338	27 658	3 018	36 042	(1 571)	41 868	73 447	18 933	38 101	34 178	

Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'expiration de la donnée)												
	Avril 2017 2017-04-01	Mai 2017 2017-05-01	Juin 2017 2017-06-01	Juillet 2017 2017-07-01	Septembre 2017 2017-09-01	Octobre 2017 2017-10-01	Novembre 2017 2017-11-01	Décembre 2017 2017-12-01	Janvier 2018 2018-01-01	Février 2018 2018-02-01	Mars 2018 2018-03-01	
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période	51 316	59 017	42 406	44 486	47 413	60 892	52 320	46 292	68 631	40 470	35 684	
Nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	8 344	9 189	5 969	8 885	7 726	10 081	30 275	5 138	12 006	10 172	7 719	
	4 003	3 393	4 225	5 401	2 934	4 161	3 601	3 493	3 456	4 667	3 302	
	7 340	1 433	2 143	10 203	2 259	1 825	401	401	17 620	3 638	7 158	
Total :	20 174	14 003	12 383	25 202	12 563	16 070	14 577	9 236	33 524	18 587	18 179	

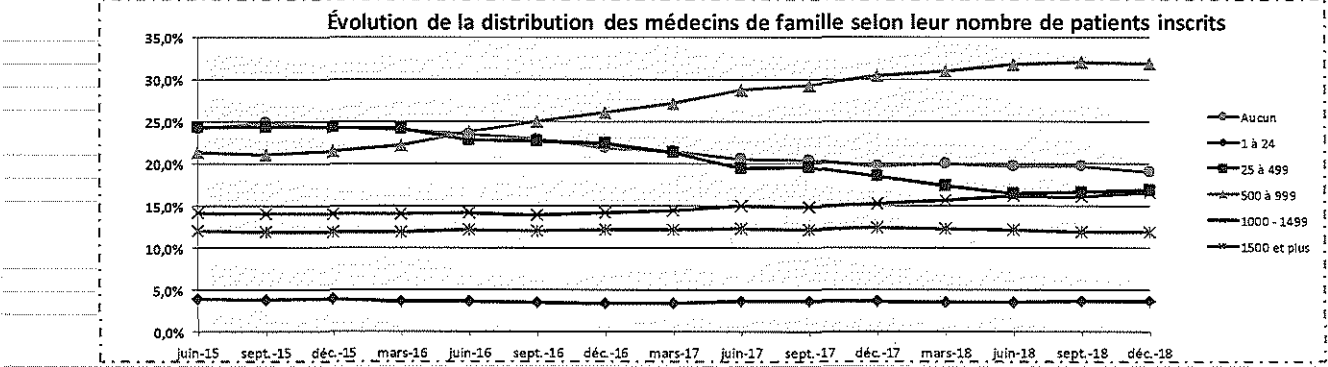
Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période	28 282	41 526	32 660	15 873	36 623	47 530	42 489	40 662	12 796	25 113	22 618
--	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------

Suivi de l'indicateur par période mensuelle (date d'expiration de la donnée)											
	Avril 2018 2018-04-01	Mai 2018 2018-05-01	Juin 2018 2018-06-01	Juillet 2018 2018-07-01	Septembre 2018 2018-09-01	Octobre 2018 2018-10-01	Novembre 2018 2018-11-01	Décembre 2018 2018-12-01	Janvier 2019 2019-01-01	Février 2019 2019-02-01	Mars 2019 2019-03-01
Nombre de personnes assurées nouvellement inscrites durant la période	38 775	40 296	26 978	33 863	32 118	39 353	41 804	27 896			
Nombre de personnes dont l'inscription a pris fin durant la période	9 526	9 108	5 603	7 891	5 265	6 076	7 760	9 370			
	4 783	4 188	4 674	6 076	5 220	3 267	2 788	5 054			
	4 020	8 201	6 003	11 204	2 368	3 177	3 624	1 326			
	Total:	18 401	22 257	15 340	25 769	12 894	15 236	13 202	9 742		
Ajout (diminution) net de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période											
	9 748	16 846	(15 081)	(8 490)	22 412	24 319	19 797	20 424			

Ajout (diminution) net* de personnes inscrites à un médecin de famille durant la période	9 748	18 846	(15 081)	(8 480)	22 412	24 319	19 797	20 424			
--	-------	--------	----------	---------	--------	--------	--------	--------	--	--	--

Distribution des médecins de famille selon leur nombre de patients inscrits

			Suivi de l'indicateur en nombre et en % de médecins de famille par strate de patients inscrits (excluant les médecins de famille rémunérés uniquement à vacation)						
	Trimestre	Date d'extraction des données	0 patient inscrit	1 - 24 patients inscrits	25 - 499 patients inscrits	500 - 999 patients inscrits	1000 - 1499 patients inscrits	1500 patients inscrits et plus	Total
Distribution des médecins de famille selon leur nombre de patients inscrits	30-juin-15	08-sept-15	2 025 24,1%	331 3,9%	2 040 24,3%	1 787 21,3%	1 195 14,2%	1 910 12,0%	8 388
	30-sept-15	02-nov-15	2 135 24,9%	330 3,9%	2 086 24,3%	1 803 21,0%	1 202 14,0%	1 015 11,8%	8 571
	31-déc-15	15-janv-16	2 089 24,3%	339 3,9%	2 090 24,3%	1 843 21,4%	1 210 14,1%	1 023 11,9%	8 594
	31-mars-16	15-avr-16	2 070 24,1%	318 3,7%	2 082 24,2%	1 905 22,2%	1 208 14,0%	1 019 11,8%	8 600
	30-juin-16	15-juil-16	2 003 23,4%	309 3,6%	1 947 22,8%	2 035 23,8%	1 208 14,1%	1 040 12,2%	8 542
	30-sept-16	24-oct-16	1 996 23,0%	305 3,5%	1 971 22,7%	2 166 24,9%	1 209 13,9%	1 040 12,0%	8 687
	31-déc-16	15-janv-17	1 890 21,8%	296 3,4%	1 938 22,4%	2 252 26,0%	1 231 14,2%	1 054 12,2%	8 661
	31-mars-17	24-avr-17	1 865 21,5%	300 3,5%	1 845 21,3%	2 354 27,1%	1 257 14,5%	1 053 12,1%	8 674
	30-juin-17	18-juil-17	1 767 20,6%	319 3,7%	1 677 19,5%	2 476 28,8%	1 290 15,0%	1 061 12,4%	8 590
	30-sept-17	27-oct-17	1 793 20,4%	326 3,7%	1 723 19,6%	2 577 29,3%	1 308 14,9%	1 064 12,1%	8 791
	31-déc-17	15-janv-18	1 741 19,8%	319 3,6%	1 633 18,5%	2 679 30,4%	1 351 15,3%	1 091 12,4%	8 814
	31-mars-18	24-avr-18	1 766 20,0%	312 3,5%	1 541 17,5%	2 733 31,0%	1 396 15,7%	1 085 12,3%	8 823
	30-juin-18	18-juil-18	1 724 19,7%	309 3,5%	1 445 16,6%	2 774 31,8%	1 417 16,2%	1 062 12,2%	8 731
	30-sept-18	24-oct-18	1 751 19,7%	330 3,7%	1 475 16,6%	2 839 32,0%	1 428 16,1%	1 060 11,9%	8 883
	31-déc-18	16-janv-19	1 697 19,0%	332 3,7%	1 506 16,9%	2 839 31,9%	1 483 16,6%	1 056 11,8%	8 913



Personnes en attente d'inscription à un médecin de famille (Guichet d'accès)

Suivi de l'indicateur en nombre de patients et en % par rapport au total de patients en attente (selon le système GACO)								
	Trimestre	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	En attente de priorisation	Total
Nombre de patients inscrits au guichet d'accès et en attente de référence	30-juin-15	1 486 0,4%	29 370 7,0%	73 163 17,4%	104 516 24,9%	177 206 42,2%	34 323 8,2%	420 064
	30-sept-15	1 480 0,3%	31 106 6,9%	78 366 17,5%	108 758 24,2%	186 732 41,6%	42 255 9,4%	448 697
	31-déc-15	1 306 0,3%	31 279 6,8%	82 886 18,0%	114 311 24,9%	193 022 42,0%	37 039 8,1%	459 843

Suivi de l'indicateur en nombre de patients et en % par rapport au total de patients en attente
(selon le système GAMF)

	Trimestre	A	B	C	D	E	ABC	DE	Total
Nombre de patients enregistrés au guichet d'accès et en attente d'inscription à un médecin de famille	31-mars-2016*	11 064 3,1%	41 234 11,5%	75 944 21,1%	80 038 22,3%	150 868 42,0%	128 242 35,7%	230 906 64,3%	359 148
	30-juin-16	12 099 2,5%	49 019 10,3%	101 459 21,4%	110 150 23,2%	202 114 42,6%	162 577 34,2%	312 264 65,8%	474 841
	30-sept-16	7 229 1,5%	42 400 8,7%	107 416 22,0%	113 142 23,1%	218 904 44,8%	157 045 32,1%	332 046 67,9%	489 091
	31-déc-16	5 630 1,2%	35 592 7,3%	103 531 21,3%	112 359 23,1%	229 425 47,2%	144 753 29,8%	341 784 70,2%	486 537
	31-mars-17	4 953 1,0%	29 111 6,0%	103 521 21,4%	109 057 22,5%	238 053 49,1%	137 585 28,4%	347 110 71,6%	484 695
	30-juin-17	4 241 0,9%	23 078 5,0%	97 542 21,2%	101 771 22,1%	234 381 50,8%	124 861 27,1%	336 152 72,9%	461 013
	30-sept-17	3 978 0,9%	19 414 4,4%	94 771 21,3%	94 805 21,3%	231 267 52,1%	118 163 26,6%	326 072 73,4%	444 235
	31-déc-17	4 005 0,9%	16 822 3,9%	92 953 21,3%	88 013 20,2%	234 118 53,7%	113 780 26,1%	322 131 73,9%	435 911
	31-mars-18	3 432 0,8%	14 456 3,4%	95 080 22,2%	81 987 19,2%	233 088 54,5%	112 968 26,4%	315 075 73,6%	428 043
	30-juin-18	3 872 0,9%	13 851 3,1%	107 860 23,9%	84 751 18,8%	241 236 53,4%	125 583 27,8%	325 987 72,2%	451 570
	30-sept-18	4 041 0,8%	13 482 2,8%	120 611 24,7%	90 354 18,5%	259 757 53,2%	138 134 28,3%	350 111 71,7%	488 245
	31-déc-18	4 212 0,8%	13 120 2,6%	127 078 25,2%	91 830 18,2%	268 159 53,2%	144 410 28,6%	359 989 71,4%	504 399

* Données au 11 avril 2016, soit lors de la première journée d'opération du nouveau système du GAMF.

Nombre de patients enregistrés au guichet d'accès et en attente d'inscription à un médecin de famille, par CIUSSS ou CIUSSS
en date du 31 décembre 2018

CIUSSS ou CIUSSS	Suivi de l'indicateur en nombre de patients (selon le système GAMF)							
	A	B	C	D	E	ABC	DE	Total
CIUSSS du Bas-Saint-Laurent	45	164	2 797	1 097	3 443	3 006	4 540	7 546
CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	90	304	3 848	1 433	4 256	4 242	5 689	9 931
CIUSSS de la Capitale-Nationale	1 161	1 454	15 459	8 621	28 018	18 074	36 639	54 713
CIUSSS de la Mauricie-Centre-du-Québec	123	546	9 176	4 000	10 935	9 845	14 935	24 780
CIUSSS de l'Estrie	328	2 031	10 376	5 363	15 021	12 735	20 384	33 119
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	161	283	3 145	2 997	9 814	3 589	12 811	16 400
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	8	16	1 501	2 483	9 390	1 525	11 873	13 398
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	206	344	3 132	4 312	13 359	3 682	17 671	21 353
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	67	292	5 612	8 140	19 508	5 971	27 648	33 619
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	149	482	8 249	9 245	24 631	8 880	33 876	42 756
CIUSSS de l'Outaouais	126	694	3 562	3 300	11 074	4 382	14 374	18 756
CIUSSS de l'Abitibi-Témiscamingue	41	275	1 550	1 577	4 427	1 866	6 004	7 870
CIUSSS de la Côte-Nord	115	373	1 718	1 201	2 118	2 206	3 319	5 525
Nord-du-Québec	4	2	83	46	218	89	264	353
CIUSSS de la Gaspésie	29	55	488	217	350	572	567	1 139
CIUSSS des Îles	10	69	872	125	375	951	500	1 451
CIUSSS de Chaudière-Appalaches	47	53	8 285	3 148	12 653	8 385	15 801	24 186
CIUSSS de Laval	26	204	1 746	1 942	8 373	1 976	10 315	12 291
CIUSSS de Lanaudière	315	617	8 704	5 349	15 892	9 636	21 241	30 877
CIUSSS des Laurentides	698	2 860	10 486	9 104	21 576	14 044	30 680	44 724
CIUSSS de Montérégie-Centre	46	343	8 729	5 884	18 835	9 118	24 719	33 837
CIUSSS de Montérégie-Est	300	1 185	12 658	9 312	23 528	14 143	32 840	46 983
CIUSSS de Montérégie-Ouest	117	474	4 902	2 934	10 365	5 493	13 299	18 792
Total	4 212	13 120	127 078	91 830	268 159	144 410	359 989	504 399

Délai d'attente des patients enregistrés au guichet d'accès pour la clientèle sans médecin de famille

Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GACO)											
	Trimestre	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	En attente de priorisation	Délai moyen			
Délai moyen d'attente des patients inscrits au guichet d'accès et non <u>référés</u>	30-juin-15	318	460	435	513	578	188	496			
	30-sept-15	341	484	461	544	597	191	514			
	31-déc-15	365	501	470	557	607	197	529			
Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GAMF)											
	Trimestre	A	B	C	D	E	ABC	Nbre ABC > 30 jours	DE	Nbre de DE > 90 jours	Délai moyen total
Délai moyen d'attente des patients enregistrés au guichet d'accès et non inscrits à un médecin de famille	31-mars-2016*	429	487	435	551	563	451	127 763	559	212 637	520
	30-juin-16	426	492	393	475	463	425	154 965	467	227 764	453
	30-sept-16	450	549	414	493	476	452	149 549	482	286 661	472
	31-déc-16	444	598	427	517	479	470	138 849	492	295 425	485
	31-mars-17	197	293	230	259	250	242	126 952	253	289 262	250
	30-juin-17	186	337	251	297	290	265	114 033	292	282 397	285
	30-sept-17	186	361	262	322	317	276	106 979	318	269 026	307
	31-déc-17	197	391	270	332	317	285	104 613	321	249 570	312
	31-mars-18	176	382	253	330	319	267	100 108	322	245 979	307
	30-juin-18	167	393	259	345	346	271	113 613	346	271 407	325
	30-sept-18	188	410	279	367	370	289	126 619	369	293 499	347
	31-déc-18	193	401	295	380	393	302	134 698	389	303 432	364

* Données au 11 avril 2016, soit lors de la première journée d'opération du nouveau système du GAMF.

**

Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GACO)											
	Trimestre	Priorité 1	Priorité 2	Priorité 3	Priorité 4	Priorité 5	En attente de priorisation	Délai moyen			
Délai moyen d'attente des patients provenant du guichet d'accès et référés	30-juin-15	105	203	364	503	530	N/D	392			
	30-sept-15	107	214	371	526	565	N/D	413			
	31-déc-15	111	221	379	541	580	N/D	423			
	31-mars-16	115	232	384	547	590	N/D	430			
Suivi de l'indicateur en jours (selon le système GAMF)											
	Trimestre	A	B	C	D	E	ABC	Nbre ABC > 30 jours	DE	Nbre de DE > 90 jours	Délai moyen total
Délai moyen d'attente des patients enregistrés au guichet d'accès et inscrits à un médecin de famille	30-juin-16	408	516	417	557	540	444	16 542	547	15 924	498
	30-sept-16	407	523	402	555	539	435	41 726	546	41 449	493
	31-déc-16	404	535	415	565	549	444	70 801	556	75 548	505
	31-mars-17	116	150	144	161	161	143	91 974	161	94 571	153
	30-juin-17	117	176	171	195	197	168	124 164	196	139 488	184
	30-sept-17	120	197	192	226	232	187	154 983	230	187 481	212
	31-déc-17	125	215	208	253	265	203	190 443	261	251 357	237
	31-mars-18	115	224	214	266	281	207	204 343	275	296 619	249
	30-juin-18	115	229	219	274	290	212	222 307	285	326 263	257
	30-sept-18	118	235	225	284	302	218	239 823	296	349 754	266
	31-déc-18	119	240	233	296	316	225	263 408	309	384 844	276

** À noter que la méthodologie a été modifiée en ce qui concerne les calculs des délais moyen d'attente, ce qui explique la grande différence comparativement aux résultats des délais au 31 décembre 2016 et précédemment. Auparavant, la méthodologie considérait le délai absolu qui prévalait dans SIGACO depuis l'inscription originale (2009). La nouvelle méthodologie prend plutôt en compte le délai d'attente pour une priorité de la demande. C'est une nouvelle notion qui permet de prendre en compte les variations de priorité depuis l'enregistrement de la demande jusqu'au moment de sa mesure. Cette méthodologie est aussi conforme à l'entente FMOQ-MSSS.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 125

État de situation quant aux frais accessoires. Implication financière, à la suite de l'adoption par le Conseil des ministres, du règlement encadrant les frais accessoires.

RÉPONSE NO 125

Le 10 novembre 2015, l'Assemblée nationale du Québec a adopté la Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée (2015, chapitre 25).

Cette loi modifie notamment la Loi sur l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre A-29) (LAM) afin de prévoir qu'« aucun paiement ne peut être réclamé ou reçu d'une personne assurée, directement ou indirectement, pour des frais engagés aux fins de la dispensation de services assurés par un professionnel de la santé soumis à l'application d'une entente ou par un professionnel désengagé ». De plus, la LAM prévoit au douzième alinéa de l'article 22 que « Malgré les interdictions énoncées aux neuvième et onzième alinéa, le gouvernement peut, par règlement, prescrire des cas et des conditions dans lesquels un paiement est autorisé ».

Enfin, l'article 76 de la Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée prévoit une disposition transitoire pour la facturation des services, fournitures ou frais accessoires chargés, soit :

« 76. Les services, fournitures ou frais accessoires qui, en vertu d'une entente conclue en vertu de l'article 19 de la Loi sur l'assurance maladie, pouvaient être facturés par un professionnel de la santé soumis à cette entente ou par un professionnel désengagé en vertu du neuvième alinéa de l'article 22 de cette loi, tel qu'il se lisait avant le 9 novembre 2015, peuvent continuer d'être facturés jusqu'à l'entrée en vigueur du premier règlement pris en application du douzième alinéa de l'article 22 de cette loi, édicté par l'article 32.

Le tarif de ces services, fournitures ou frais accessoires est soumis aux exigences prévues à l'article 22.0.0.1 de cette loi. ».

En mai 2016, le gouvernement a annoncé officiellement ses intentions réglementaires. Le Règlement abolissant les frais accessoires liés à la dispensation des services assurés et régissant les frais de transport des échantillons biologiques a été prépublié en septembre 2016 et édicté le 21 décembre dernier. C'est le 26 janvier 2017, que son entrée en vigueur a débutée. Le Règlement prévoit qu'un paiement pourra continuer à être exigé d'une personne assurée pour des frais de transport d'échantillons biologiques prélevés dans un cabinet privé ou un centre médical spécialisé. Un montant maximal de quinze dollars peut alors être facturé au patient dans le cas d'échantillons biologiques comprenant un prélèvement sanguin. Pour tout autre échantillon biologique, cette somme ne pourra excéder cinq dollars. Ces frais ne pourront être réclamés qu'une seule fois par prélèvement pour les échantillons acheminés à un même laboratoire.

Plusieurs actions ont été prises par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), en prévision de la fin des frais accessoires, afin d'assurer une mise en œuvre efficace de cette nouvelle réglementation :

- **23 février 2016** : Annonce de projets-pilotes avec trois cliniques afin d'accroître la capacité chirurgicale pour les régions de Montréal, de la Montérégie, de Laval, des Laurentides et de Lanaudière. Toutes les chirurgies effectuées dans le cadre de ces projets-pilotes étaient couvertes par la RAMQ.
- **28 novembre 2016** : Investissement de 20 M\$ pour augmenter la capacité du réseau public en chirurgie :
 - 18 nouvelles salles d'opération;
 - 22 450 chirurgies additionnelles par année.
- **30 novembre 2016** : Investissement de 21 M\$ afin d'augmenter la capacité dans le réseau public pour les examens diagnostiques :
 - 46 500 examens supplémentaires en imagerie par résonance magnétique;
 - 20 200 examens supplémentaires en tomodensitométrie;
 - 25 000 coloscopies supplémentaires.

Nouvelles mesures :

- Publication des orientations du MSSS pour l'application du nouveau Règlement ;
- Fournitures gratuites aux cliniques par les établissements et le MSSS du matériel nécessaire à la réalisation des services de prélèvements ainsi que de certains produits pharmaceutiques pour la dispensation de services assurés.

Pour l'exercice financier 2017-2018, les dépenses encourues sont de 7 118 999 \$ pour les frais accessoires pour l'approvisionnement du matériel et des produits pharmaceutiques aux cliniques médicales dans le cadre de l'abolition des frais accessoires.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du 3^e groupe d'opposition

QUESTION NO 126

Nombre d'appels d'offres lancés en vertu du projet de loi 81.

RÉPONSE NO 126

Aucun appel d'offres n'a été lancé depuis l'adoption du projet de loi 81, Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres (2016, chapitre 16), le 9 juin 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 127

Nombre de consultations sans rendez-vous pour chacune des cliniques réseau pour 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018 et 2018-2019. Nombre de cliniques réseau qui offrent des consultations sans rendez-vous à raison de 12 heures par jour du lundi au vendredi et de 8 heures par jour les samedis et dimanches.

RÉPONSE NO 127

Le modèle clinique-réseau n'est plus soutenu depuis le 1^{er} avril 2017 et fait maintenant place au modèle de supercliniques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 128

Coûts ventilés et factures détaillées de chacune des campagnes publicitaires du MSSS lancées en 2018-2019.

RÉPONSE NO 128

La réponse à cette question est fournie à la question no 40 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 129

Nombre de médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale; nombre d'actes facturés par les médecins répondants ayant apporté un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale, ainsi que le montant versé aux médecins répondants nommés pour apporter un soutien clinique aux CRDS, au total et par spécialité médicale.

RÉPONSE NO 129

La réponse est fournie à la question 194 de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 130

Ventilation de l'utilisation de l'investissement de 65 M\$ annoncé par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 18 novembre 2016, lors de la clôture du Forum sur les meilleures pratiques en CHSLD, notamment :

- a) La répartition des sommes versées par établissement;
- b) Le nombre de préposés aux bénéficiaires, d'infirmières auxiliaires et d'infirmières supplémentaires embauchées par chacun de ces établissements avec ces sommes.

RÉPONSE NO 130

Nombre de ressources supplémentaires (ETC) et financement alloué par le MSSS au 31 mars 2018

Établissements	Infirmières	Infirmières auxiliaires	Préposés aux bénéficiaires	Total	Financement alloué par le MSSS
CISSS du Bas saint Laurent	0	0	0	0	488 367 \$
CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	0	0	2,6	2,6	1 481 200 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	6,4	8	3,06	17,46	4 596 323 \$
CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	2,8	7	43,4	53,2	2 633 400 \$
CIUSSS de l'Estrie – Centre hospitalier universitaire	0	4,2	23,8	28	1 797 600 \$
Centre Universitaire de Santé MCGILL	0	0	4,2	4,2	181 853 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	2,8	17,8	74,2	94,8	4 649 400 \$
CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1,4	4,2	18,25	23,85	1 402 800 \$
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	6,6	4,2	4,2	15	1 380 400 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	16,8	9,8	87,48	114,08	6 799 800 \$
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	21,9	7,5	34,9	64,3	3 182 200 \$
CISSS de l'Outaouais	20,4	15	49,52	84,92	2 826 600 \$
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	0	2,8	12,6	15,4	739 200 \$
CISSS de la Côte-Nord	0	0	5,6	5,6	1 265 718 \$
CRSSS de la Baie-James	0	0	5,41	5,41	307 447 \$
CISSS de la Gaspésie	1,4	0	7	8,4	401 800 \$
CISSS des Îles	0,0	0,0	0,0	0,0	0 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	1,4	0	35,24	36,64	1 803 200 \$
CISSS de Laval	4,2	0	7	11,2	688 800 \$
CISSS Lanaudière	0	1,4	47,6	49	2 134 261 \$
CISSS des Laurentides	2,4	0	46,85	49,25	2 539 600 \$

CISSS de la Montérégie-Centre	1,4	2,8	9,8	14	873 600 \$
CISSS de la Montérégie-Est	13,2	5,6	61,96	80,76	4 845 400 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	0	7	14	21	1 171 800 \$
CHSLD privés conventionnés	17,7	51,4	169,8	238,9	ND*
Total général	120,8	148,7	768,47	1037,97	48 190 769 \$

*Pour les CHSLD privés conventionnés, le financement alloué est inclus dans les rectificatifs en fin d'année financière. Ces informations précises ne sont donc pas disponibles.

QUESTION NO 131

Nombre de personnes au Québec présentement en attente d'une échographie cardiaque ainsi que toute donnée concernant les délais, par région, par établissement et par RLS.

RÉPONSE NO 131

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-après.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020 – QUESTIONS PARTICULIÈRES**

QUESTION 131

Nombre de demandes en imagerie médicale en attente pour les échographies cardiaques, 2018-2019 (Période 11)

Région	Nom de l'établissement	0 - 90 jrs	Entre 91 et 180 jrs	181 jrs et plus	Total
01 Bas-Saint-Laurent	CISSS DU BAS-SAINT-LAURENT	778	139	73	990
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	CIUSSS DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	1 023	429	1 020	2 472
03 Capitale-Nationale	CHU DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	1 833	417	234	2 484
	CIUSSS DE LA CAPITALE-NATIONALE	236	34	20	290
	INSTITUT UNIVERSITAIRE DE CARDIOLOGIE ET DE PNEUMOLOGIE DE QUÉBEC - UNIVERSITÉ LAVAL	549	32	41	622
04 Mauricie–Centre-du-Québec	CIUSSS DE LA MAURICIE-ET-DU-CENTRE-DU-QUÉBEC	1 137	494	348	1 979
05 Estrie	CIUSSS DE L'ESTRIE - CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE	1 420	666	781	2 867
06 Montréal	CENTRE HOSPITALIER DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL	515	19	6	540
	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE				
	CENTRE UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MCGILL	468	310	61	839
	CIUSSS DE L'EST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	481	327	528	1 336
	CIUSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	1 120	547	311	1 978
	CIUSSS DU CENTRE-OUEST-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	496	57	13	566
	CIUSSS DU CENTRE-SUD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	351	11		362
	CIUSSS DU NORD-DE-L'ÎLE-DE-MONTRÉAL	379	10	1	390
	INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	559	152	53	764
07 Outaouais	CISSS DE L'OUTAOUAIS	771	478	2 028	3 277
08 Abitibi-Témiscamingue	CISSS DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	736	114	13	863
09 Côte-Nord	CISSS DE LA CÔTE-NORD	344	84	175	603
10 Nord-du-Québec	CENTRE RÉGIONAL DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES	28			28
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	CISSS DE LA GASPÉSIE	322	45	140	507
	CISSS DES ÎLES	61	54	82	197
12 Chaudière-Appalaches	CISSS DE CHAUDIÈRE-APPALACHES	1 090	722	688	2 500
13 Laval	CISSS DE LAVAL	918	761	365	2 044

Région	Nom de l'établissement	0 - 90 jrs	Entre 91 et 180 jrs	181 jrs et plus	Total
14 Lanaudière	CISSS DE LANAUDIÈRE	975	225	49	1 249
15 Laurentides	CISSS DES LAURENTIDES	1 324	736	971	3 031
16 Montérégie	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-CENTRE	1 948	569	18	2 535
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-EST	556	371	995	1 922
	CISSS DE LA MONTÉRÉGIE-OUEST	151			151
Québec	TOTAL PROVINCIAL	20 569	7 803	9 014	37 386

Source : GESTRED, 2018-2019 - Période 11

MSSS, Direction de la gestion intégrée de l'information et de la performance, 2 avril 2019.

QUESTION NO 132

État de situation au 31 mars 2019 concernant la pénurie de dentistes en Gaspésie.

RÉPONSE NO 132

Malgré les mesures incitatives prévues à l'Entente, le ratio de patients par dentiste est de 3 500 dans la péninsule gaspésienne.

Il faut souligner que c'est l'Ordre des dentistes du Québec qui s'occupe de faire des études sur les effectifs dentaires au Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 133

Taux de morbidité et taux de mortalité par type de cancer et par établissement.

RÉPONSE NO 133

La réponse à cette question est fournie à la question n° 210 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 134

Plus récente version des délais d'accès par programme, incluant possiblement, mais pas exclusivement, les programmes suivants :

- a. SIPPE;
- b. services généraux psychosociaux;
- c. perte d'autonomie et vieillissement;
- d. déficience physique, déficience intellectuelle ou trouble du spectre de l'autisme;
- e. jeunes en difficulté;
- f. santé mentale;
- g. santé mentale ambulatoire + 18 ans;
- h. santé mentale ambulatoire – 18 ans;
- i. orthophonie;
- j. autres programmes.

RÉPONSE NO 134

La réponse à cette question est fournie à la question n^o 42 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 135

État de situation de l'effectif par type d'emploi transféré des CLSC vers les GMF, cliniques réseau ou supercliniques. Budget accordé par catégorie (immobilisations, frais d'administration, etc.) pour chacun de ces transferts.

RÉPONSE NO 135

Les données sont colligées dans les établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 136

Nombre de demandes et éventuellement de refus pour remplacement de médecins spécialistes en congé, par type de congé (maternité, invalidité). Copie de la politique ou de la directive à ce sujet.

RÉPONSE NO 136

Du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2019, 83 demandes de remplacement temporaire ont été transmises au ministère de la Santé et des Services sociaux. Cinq demandes sont en cours de traitement.

Voici les données par motif d'absence pour les demandes complétées :

Motif d'absence	Traitées	Acceptées	Refusées
Absence pour formation	16	15	1
Congé de maladie	9	8	1
Congé de maternité	42	40	2
Congé de service	7	5	2
Autre type d'absence	4	3	1
Total	78	71	7

* Les prolongations de remplacements temporaires (2) n'ont pas été comptabilisées comme de nouveaux remplacements et ne sont pas incluses dans le tableau

Les principes directeurs et critères d'évaluation des demandes soumises au MSSS se trouve en annexe (mars 2017). Toutefois, les règles de gestion des effectifs médicaux en spécialité font actuellement l'objet de discussions entre le MSSS et la Fédération des médecins spécialistes du Québec. De façon transitoire, les règles du 1er avril 2015 sont en application jusqu'à ce qu'une mise à jour soit effectuée.

Remplacement temporaire de médecins spécialistes

Principes directeurs et critères d'évaluation des demandes soumises au MSSS

**Direction du soutien à l'organisation
clinique et de la gestion des effectifs médicaux**

Adopté et déposé au CODIR, avril 2017

Mars 2017

MISE EN CONTEXTE

L'augmentation des remplacements temporaires vient diminuer le nombre de candidats qui seraient autrement disponibles pour combler les postes vacants aux plans des effectifs médicaux (PEM) des établissements. Cet état de fait a contribué à la modification de l'article 240 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux par des dispositions du projet de loi n°20. Dorénavant, les établissements doivent obtenir l'autorisation du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) avant de pouvoir recruter un médecin pour effectuer un remplacement temporaire.

À titre indicatif, il y avait 630 postes vacants aux PEM en spécialité en mars 2017. D'ici 2020, plus de la moitié des nouveaux médecins spécialistes qui débiteront leur exercice au Québec viendront remplacer les départs à la retraite. L'ajout net est d'environ 150 médecins par année sur qui nous comptons pour combler les 630 postes vacants. Les demandes de recrutement de médecins spécialistes visant à remplacer une absence dépassent 100 par année. La plupart de ces remplacements sont effectués par de nouveaux médecins qui ne sont pas encore installés sur un poste vacant (voir annexe A). L'encadrement de l'autorisation des remplacements est donc nécessaire afin de maintenir un équilibre optimal entre les effectifs utilisés pour effectuer des remplacements temporaires et ceux recrutés sur des postes vacants.

Il est à noter que le MSSS reconnaît qu'il y a des circonstances où un médecin doit s'absenter et pour lesquelles il doit être remplacé, notamment lors des congés parentaux.

PRINCIPES DIRECTEURS ENCADRANT LES DEMANDES DE REMPLACEMENT

- L'absence d'un médecin implique une notion d'obligation et non pas un choix.
- L'absence d'un médecin doit être à temps complet et le remplacement d'un médecin qui souhaite diminuer ses activités ne peut être autorisé.
- Il revient au département, au service ou à l'équipe concernée de faire la démonstration du besoin d'un remplacement et au directeur des services professionnels (DSP) d'en faire l'évaluation. Le DSP a l'imputabilité d'appuyer la demande et de s'assurer de la transmission des informations suffisantes pour en faire l'analyse.
- Les demandes de remplacement adressées au MSSS ne peuvent en aucun cas résulter d'une gestion sous-optimale des ressources, telles que : congés de services et/ou de formation, vacances, sans tenir compte de l'impact sur les services à la clientèle. On ne remplace pas un médecin si l'équipe en place ou si une autre installation du centre intégré peut raisonnablement pallier à cette absence.

- Lorsque le médecin remplaçant identifié détient un poste dans un autre établissement, le remplacement demandé ne doit pas entraîner un bris de service, un enjeu de couverture clinique ou une demande de remplacement dans l'établissement pour lequel le médecin détient un poste au PEM. Dans cette situation, le DSP de l'établissement du médecin remplaçant doit être préalablement informé de la situation par le DSP de l'établissement demandeur et doit avoir donné son accord explicite avant qu'une demande de remplacement soit transmise au MSSS.
- Un profil attendu d'un médecin remplaçant est principalement celui d'un médecin venant tout juste de terminer sa formation en attente d'un poste ou un médecin retraité qui accepte de venir aider une équipe. Le MSSS ne veut pas soutenir un médecin qui désire développer une pratique de remplacements répétitifs au détriment de combler un poste vacant. Un membre sénior en mi-retraite serait parfait.
- Le retour au travail du médecin remplacé met immédiatement un terme au remplacement.
- Il appartient au DSP de s'assurer en tout temps que les conditions permettant un remplacement autorisé pour son établissement prévalent et de prendre les mesures pour mettre un terme au remplacement si le médecin remplacé n'est plus dans une situation où il doit s'absenter.

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Les demandes de remplacement répondant aux six critères suivants seront considérées comme étant justifiées :

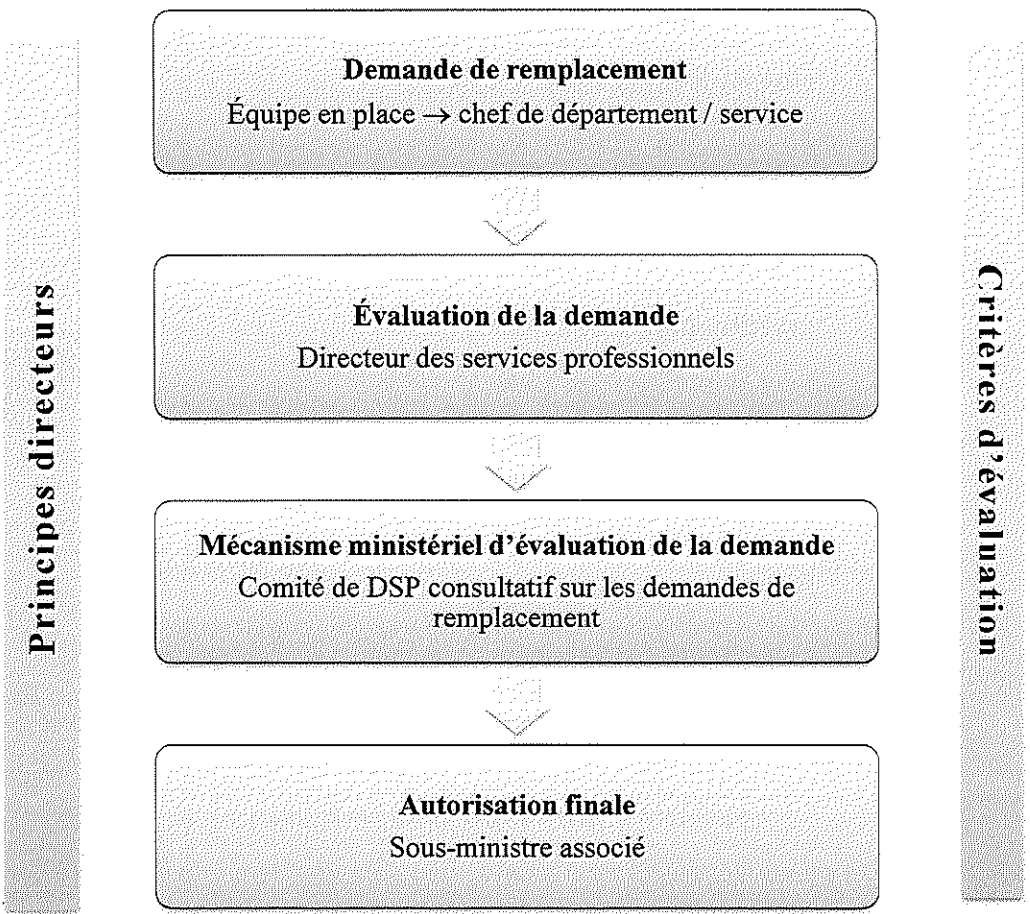
1. L'obligation d'absence du médecin à remplacer est démontrée (par exemple un congé de maternité ou un congé de maladie long terme);
2. Il y aura un bris dans l'offre de services essentiels à la clientèle consécutif à l'absence;
3. La demande est accompagnée d'une description de l'état du PEM : le nombre de médecins inscrits au PEM, l'analyse de l'activité des membres actifs et associés, les postes vacants, les autres absences, les remplacements en cours;
4. Le médecin identifié pour effectuer le remplacement n'a pas développé un profil de remplacements répétitifs;
5. Si le médecin remplaçant occupe un poste dans un autre établissement, le DSP de cet établissement a donné son accord;
6. Le niveau d'activité dans l'établissement du médecin à remplacer est significatif*.

Nous convenons généralement qu'un équivalent temps complet clinique est fait de 210 jours de travail et de 42 quarts de garde dans une année (42 semaines à 5 jours et un quart de garde/semaine)

*À titre indicatif, dans le cadre d'une demande de remplacement, un niveau d'activité significatif dans l'établissement correspond à au moins 60 % d'un équivalent temps complet clinique soit au moins 126 jours de travail et 25 quarts de garde dans une année.

Les demandes de remplacement ne répondant pas aux six critères précédents devront être accompagnées d'un argumentaire supplémentaire convaincant comprenant les raisons pour lesquelles une solution alternative au remplacement n'a pas été trouvée.

PROCESSUS D'UNE DEMANDE DE REMPLACEMENT EN MÉDECINE SPÉCIALISÉE

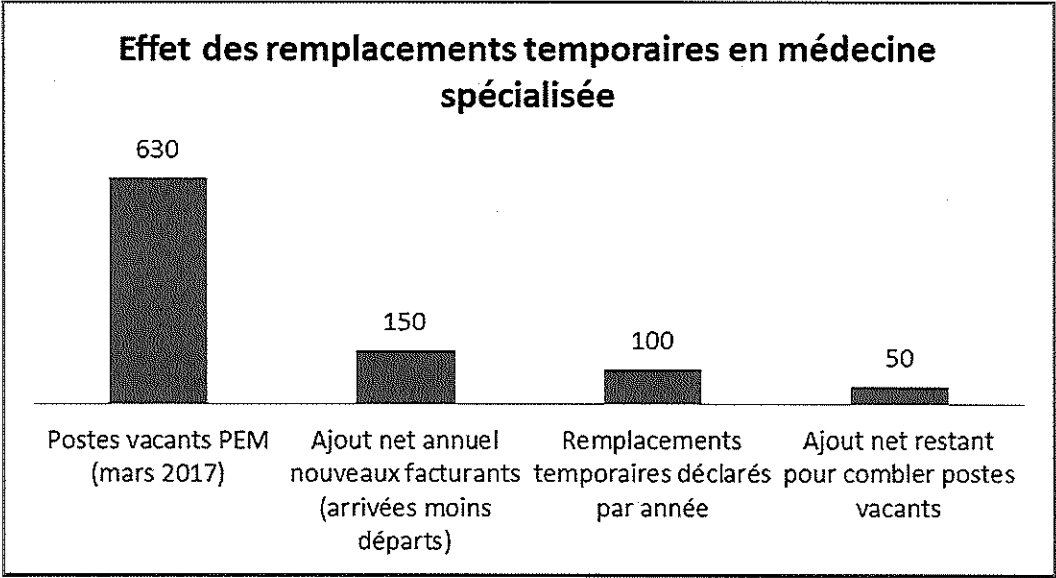


**ANNEXE A : EFFET DES REMPLACEMENTS TEMPORAIRES EN MÉDECINE
SPÉCIALISÉE**

Le graphique ci-dessous montre l'effet des remplacements temporaires sur le comblement des postes vacants aux PEM en spécialité.

Il y avait 630 postes vacants aux PEM en spécialité en mars 2017, ce qui représente autant de besoins à combler dans les établissements des diverses régions. D'ici 2020, plus de la moitié des nouveaux médecins spécialistes qui débiteront leur exercice au Québec viendront remplacer les départs à la retraite. L'ajout net est d'environ 150 médecins par année sur qui nous comptons pour combler les 630 postes vacants.

Les demandes de recrutement de médecins spécialistes visant à remplacer une absence dépassent 100 par année. La plupart de ces remplacements sont effectués par de nouveaux médecins qui ne sont pas encore installés sur un poste vacant. Par conséquent, si 100 remplacements annuels étaient effectués par le groupe des 150 médecins de l'ajout net, il ne resterait que 50 médecins spécialistes par année pour combler les 630 postes vacants. Le resserrement des remplacements d'absence vise donc à favoriser l'installation des nouveaux médecins dans les établissements en besoin.



ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières par le troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 137

État de situation concernant la crise des opioïdes.

RÉPONSE NO 137

La réponse a été fournie à la question 95 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières par le troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 138

Ventilation par région et par mesure des sommes dépensées en 2018-2019 en lien avec la Politique gouvernementale de prévention en santé.

RÉPONSE NO 138

La réponse a été fournie à la question 96 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 139

État de situation concernant les infirmières d'origine française (notamment au CHUM) embauchées avant la signature de l'ARM en février 2014.

RÉPONSE NO 139

En date du 20 mars 2014, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) confirmait la reconnaissance du diplôme d'État infirmier français délivré avant l'année 2012 à titre d'équivalence du baccalauréat en sciences infirmières au Québec.

Cette reconnaissance passe par l'application des règles de reclassification et de rémunération prévues à la convention collective de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ). Ces règles sont appliquées aux infirmières françaises, détenant un diplôme d'état d'infirmier français délivré avant l'année 2012, à l'emploi d'un établissement en mars 2014. Un écart de rémunération dû à l'application des conventions collectives existe entre une personne déjà à l'emploi et une personne nouvellement embauchée. Ce qui explique les revendications des infirmières françaises du CHUM, qui se voient pourtant appliquer les mêmes conditions que les infirmières ayant obtenues un diplôme de pratique au Québec.

La situation liée aux revendications des infirmières françaises, notamment celles du CHUM, est due à l'application des règles de reclassification et de rémunération prévue à la convention collective FIQ et non à un problème lié à l'application de l'Arrangement en vue de reconnaissance mutuelle avec la France (ARM).

Malgré cela, certains établissements du réseau de la santé et des services sociaux ont procédé à un règlement de griefs relatif à l'application de ces dispositions. Ces ententes relèvent de la compétence des établissements.

QUESTION NO 140

État de situation à propos de la maladie de Lyme. Nombre de cas diagnostiqués, par année et par région, depuis 2006.

RÉPONSE NO 140

Pour l'état de situation, voir la question 97 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Le nombre de cas de maladie de Lyme déclarés au Québec a été en augmentation significative depuis 2006; passant de 7 cas à 329 cas en 2017. En 2018, 304 cas ont été déclarés au Québec dans 12 régions sociosanitaires. Il s'agit d'une légère diminution par rapport à 2017 où 329 cas ont été déclarés. La majorité (62 %) était des résidents de l'Estrie ou de la Montérégie. (Voir le tableau ci-joint).

De plus, la proportion de cas acquis au Québec a aussi été en progression depuis 2006 où moins de 20 % des cas étaient acquis au Québec alors qu'en 2018, c'est 73 % des cas qui étaient acquis au Québec. Parmi les 221 cas acquis au Québec en 2018, la région probable d'acquisition était la Montérégie pour 96 cas (43 %), l'Estrie pour 87 cas (39 %), la Mauricie-Centre du Québec pour 17 cas (8 %). Les régions des Laurentides, de Lanaudière, de l'Outaouais, de Montréal et la Côte-Nord ont chacune, 1 à 2 cas acquis dans leur région; pour un total de 8 cas (4 %). Enfin, pour 13 cas (6 %), plus d'une région d'acquisition probable a été identifié.

Nombre de maladie de Lyme, par année et par région, depuis 2006

Territoire	2018	2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	2009	2008	2007	2006
	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N	N
01 – Bas-Saint-Laurent	2	1	0	2	1	3	0	0	0	0	1	0	0
02 – Saguenay-Lac-Saint-Jean	1	1	2	2	2	1	0	0	0	0	0	0	0
03 – Capitale-Nationale	5	8	5	4	6	4	2	4	1	0	1	2	0
04 – Mauricie et Centre-du-Québec	19	8	2	4	4	3	2	3	0	1	1	0	0
05 – Estrie	90	126	74	54	28	38	12	4	1	0	2	0	1
06 – Montréal	48	47	25	25	23	25	11	9	2	6	3	3	5
07 – Outaouais	10	4	4	6	0	4	2	2	1	1	1	0	0
08 – Abitibi-Témiscamingue	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0
09 – Côte-Nord	1	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0
10 – Nord-du-Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
11 – Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	1	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0
12 – Chaudière-Appalaches	1	3	1	1	2	3	0	0	0	2	0	0	0
13 – Laval	8	5	0	0	3	4	1	0	0	0	2	0	0
14 – Lanaudière	6	9	4	0	3	7	3	0	1	0	1	1	0
15 – Laurentides	13	14	3	6	7	10	0	0	1	0	0	0	0
16 – Montérégie	98	102	56	55	44	40	10	10	5	4	1	2	1
17 - Nunavik	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18 – Terres-Cries-de-la-Baie-James	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Inconnu	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hors Québec	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ensemble du Québec	304	329	177	160	123	143	43	32	12	14	14	8	7

QUESTION NO 141

État de situation concernant les modifications apportées à la loi P-38 dans le cadre du projet de loi 130, *Loi modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation clinique et à la gestion des établissements de santé et de services sociaux*.

RÉPONSE NO 141

La réponse à cette question est fournie à la question n° 43 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 142

Indiquer les mesures et les sommes engagées par votre ministère ou organisme en 2018-2019 pour prévenir et lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones.

RÉPONSE NO 142

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

Lutte contre les violences sexuelles dans les communautés autochtones			
Mesures mises en œuvre en 2018-2019 nécessitant un investissement			
À qui	Clientèles	Mesures	TOTAL (2018-2019)
Femmes autochtones du Québec	Victimes autochtones	Soutenir financièrement Femmes autochtones du Québec inc. pour l'exercice des activités de la coordonnatrice santé en matière d'agression sexuelle.	60 000 \$
Femmes autochtones du Québec	Victimes autochtones	Soutenir financièrement Femmes autochtones du Québec inc. afin d'offrir la formation en matière d'agression sexuelle – « Sortir de l'ombre, marcher vers la lumière » – aux intervenantes et intervenants qui travaillent auprès de la clientèle des centres d'amitié autochtones du Québec.	50 000\$
Total prévu :			110 000 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 143

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2018-2019 et de celles prévues en 2019-2020 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, incluant le financement des groupes.

RÉPONSE NO 143

La réponse à cette question est fournie à la question no 367 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 144

Par CIUSSS, CISSS et établissement non fusionné, montant des frais de déplacement du personnel.

RÉPONSE NO 144

Les données ne sont pas disponibles puisqu'elles ne font pas l'objet d'une collecte spécifique au rapport financier annuel (AS-471) des établissements.

QUESTION NO 145

Population sur le territoire de chacun des CISSS et CIUSSS du Québec.

RÉPONSE NO 145

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-après.

**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020 – QUESTIONS PARTICULIÈRES**

QUESTION 145

Répartition de la population selon le territoire de RTS (réseau territorial de services) – Projections pour l'année 2019

RTS		2019
011	RTS du Bas-Saint-Laurent	200 927
021	RTS du Saguenay - Lac-Saint-Jean	279 596
031	RTS de la Capitale-Nationale	758 877
041	RTS de la Mauricie-et-du Centre-du-Québec	518 739
051	RTS de l'Estrie - Centre hospitalier de Sherbrooke	489 331
061	RTS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	376 323
062	RTS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	374 682
063	RTS du Centre-Est-de-l'Île-de-Montréal	310 781
064	RTS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	448 596
065	RTS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	538 403
071	RTS de l'Outaouais	406 604
081	RTS de l'Abitibi-Témiscamingue	150 114
091	RTS de la Côte-Nord	95 151
100	Nord-du-Québec	13 929
111	RTS de la Gaspésie	80 030
112	RTS des Îles	12 414
121	RTS de Chaudière-Appalaches	431 450
131	RTS de Laval	452 066
141	RTS de Lanaudière	530 482
151	RTS des Laurentides	623 710
161	RTS de la Montérégie-Centre	417 759
162	RTS de la Montérégie-Est	537 384
163	RTS de la Montérégie-Ouest	472 155
170	Nunavik	13 943
180	Terres-Cries-de-la-Baie-James	18 845
Total		8 552 291

Source : Estimations et projections de population comparables basées sur le recensement de 2011, ISQ (2014).

MSSS, Direction de la gestion intégrée de l'information et de la performance, 2 avril 2019.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 146

Copie des contrats d'embauche des personnes qui négocient présentement au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre et dates des rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.

RÉPONSE NO 146

La réponse à cette question est fournie à la question n° 201 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 147

Copie des correspondances transmises par le MSSS aux directions générales des CISSS, CIUSSS et établissements non fusionnés concernant l'application des projets de loi 10, 20 et 130.

RÉPONSE NO 147

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 148

Nombre de psychologues, équivalent ETC, par type d'établissement et par région pour les trois dernières années.

RÉPONSE NO 148

La réponse à cette question est fournie à la question 195 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2019-2020

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières du Troisième groupe d'opposition

QUESTION NO 149

Nombre de préposés aux bénéficiaires par type d'établissement et par région pour les trois dernières années.

RÉPONSE NO 149

La réponse à cette question est fournie à la question 176 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 150

Au total ainsi que pour chaque région, chaque établissement et chaque installation de santé et de services sociaux, les informations suivantes :

- a. Nombre d'employés, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi, ayant eu à faire du temps supplémentaire;
 - b. Nombre d'heures supplémentaires travaillées, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
 - c. Nombre de quarts de travail de plus de 12 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
 - d. Nombre de quarts de travail de plus de 16 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
 - e. Nombre de quarts de travail de plus de 20 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi;
 - f. Nombre de quarts de travail de plus de 24 heures consécutives, au total ainsi que pour chaque domaine d'emploi.
-

RÉPONSE NO 150

La réponse à cette question est fournie à la question 161 des questions particulières de l'Opposition officielle.